

AIDE POUR LE COMMERCE 2011: RESULTATS DEGAGES DES CAS D'EXPERIENCE



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE



AIDE POUR LE COMMERCE 2011:

RESULTATS DEGAGES DES CAS D'EXPERIENCE

ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE



DES POLITIQUES MEILLEURES
POUR UNE VIE MEILLEURE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 34 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont: l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle Zélande, les Pays Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

L'Organisation mondiale du commerce a été créée en 1995 pour succéder au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qui avait vu le jour en 1947 après la Seconde Guerre mondiale. Son principal objectif est d'établir des règles régissant la politique commerciale de ses Membres en vue de favoriser l'expansion du commerce international et d'élever les niveaux de vie. Ces règles cherchent à promouvoir la non discrimination, la transparence et la prévisibilité dans la conduite des politiques commerciales. À cet effet, l'OMC:

administre les accords commerciaux;

- offre un cadre pour les négociations commerciales;
- règle les différends commerciaux;
- examine les politiques commerciales nationales;
- aide les pays en développement pour les questions de politique commerciale au moyen de programmes d'assistance technique et de formation; et
- coopère avec d'autres organisations internationales.

L'OMC compte 153 Membres, qui assurent plus de 90 pour cent du commerce mondial. La plupart d'entre eux sont des États, mais certains sont des territoires douaniers. D'autre part, 29 pays mènent actuellement des négociations pour accéder à l'OMC. Les décisions sont prises par l'ensemble des Membres de l'Organisation, généralement par consensus.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les points de vue officiels de l'Organisation de coopération et de développement économiques ou des gouvernements de ses États membres, ou ceux de l'Organisation mondiale du commerce ou de ses Membres.

TABLE DE **MATIÈRES**

L'INVITATION À PRÉSENTER DES CAS D'EXPÉRIENCE ... ET LA RÉPONSE	5	TABLEAUX SYNOPTIQUES	
PROJETS DE CORRIDORS ET EFFORTS VISANT À ACCÉLÉRER LE FRANCHISSEMENT DES FRONTIÈRES	12	Aide à la facilitation des échanges: Synoptique des résultats	14
INVESTIR DANS L'INFRASTRUCTURE POUR STIMULER LE COMMERCE	13	Aide à l'infrastructure: Synoptique des résultats	17
AMÉLIORER LES POLITIQUES POUR PROMOUVOIR LE COMMERCE	18	Amélioration des politiques: Synoptique des résultats	20
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET AMÉLIORATION DE LA COORDINATION POUR ACCROÎTRE LES ÉCHANGES	22	Aide aux politiques sectorielles proactives: Synoptique des résultats	31
APPLICATION DE POLITIQUES INDUSTRIELLES PROACTIVES	28	Mobilisation du secteur privé: Synoptique des résultats	37
MOBILISATION DU SECTEUR PRIVÉ GRÂCE AU FINANCEMENT DU COMMERCE, À LA PROMOTION DES EXPORTATIONS ET À L'AMÉLIORATION DES COMPÉTENCES	34	Aide pour le commerce sud sud: Aperçu synoptique	42
ENSEIGNEMENTS DÉTERMINANT L'EFFICACITÉ	38	TABLEAUX	
CONCLUSIONS: QU'EST CE QUI DONNE DES RÉSULTATS?	42	Tableau 1. La plupart des cas d'expérience émanent de l'Afrique subsaharienne	8
BIBLIOGRAPHIE	55	Tableau 2. ... et des pays bénéficiaires	8
ANNEXES		Tableau 3. L'enseignement le plus fréquent est qu'il faut renforcer l'appropriation nationale	39
A. MÉTHODE DE CLASSEMENT DES CAS D'EXPÉRIENCE CASE STUDIES	51	Tableau 4. Cas d'expérience comportant des indicateurs quantitatifs de résultats	47
B. MISE EN ÉVIDENCE DES PRIORITÉS: MÉTHODE DE DÉCOMPTE DES CONCEPTS	53	ENCADRÉ	
C. INDEX DES CAS D'EXPÉRIENCE PAR NUMÉRO DE RÉFÉRENCE		Encadré 1. Il faut se méfier des généralisations ... y compris celle ci	7
		FIGURES	
		Figure 1 Comment les variables de causalité qui interviennent peuvent influencer sur les étapes positivement ou négativement	8
		Figure 2. Bien que les pays diffèrent, c'est souvent l'amélioration de l'infrastructure qui augmente le plus les exportations ...	45

RÉSULTATS DÉGAGÉS DES CAS D'EXPÉRIENCE¹

L'INVITATION À PRÉSENTER DES CAS D'EXPÉRIENCE ... ET LA RÉPONSE

Introduction

En juillet 2010, le Secrétaire général de l'OCDE et le Directeur général de l'OMC ont lancé conjointement une invitation à présenter des «cas d'expérience» relatifs à l'Aide pour le commerce. Le but était d'étudier de manière plus approfondie les objectifs, les difficultés et les processus, afin de mieux comprendre les résultats de l'aide liée au commerce – notamment ce qui fonctionnait bien dans la fourniture de l'Aide pour le commerce et quels étaient les clés du succès et les enseignements que les gouvernements et les praticiens pouvaient tirer de l'expérience. Dans les mois qui ont suivi, 269 cas d'expérience ont été présentés à l'OCDE et à l'OMC – ce qui était bien supérieur aux attentes.

L'Aide pour le commerce revêt de multiples formes

Comme l'invitation lancée à l'origine ne contenait que quelques grandes lignes, les cas d'expérience recueillis se sont révélés très hétérogènes. Certains racontent, par exemple, les efforts faits par le gouvernement pour encourager le développement du secteur privé [Kenya, 17; Ghana, 65].² D'autres exposent en détail les mesures prises pour accroître les exportations de tel ou tel produit agricole [Afrique, 37; Cameroun, 19; Caraïbes, 23]. D'autres encore relatent les efforts faits au niveau mondial pour mener des recherches ou établir des guides pour les politiques, concernant, par exemple, la place des femmes dans le commerce [Mondial, 52]. Cette diversité met en relief le fait que l'Aide pour le commerce revêt des formes multiples.

Les cas d'expérience sont aussi très divers du point de vue des pays d'exécution ou de l'origine des auteurs. Ils parlent de l'Aide pour le commerce concernant plus de 150 pays – des plus petits comme le Lesotho, les Îles Salomon ou les Comores, jusqu'aux plus grands comme la Chine et l'Inde – appartenant à toutes les grandes régions en développement. Certains donnent des informations détaillées – date de début et d'achèvement, implication des donateurs, montants investis et résultats associés – tandis que d'autres ne fournissent que quelques renseignements quantitatifs. Pris ensemble, les récits illustrent avec force détails les efforts déployés par les gouvernements et la communauté internationale pour promouvoir le commerce. Le présent chapitre donne un aperçu des cas d'expérience organisé selon six thèmes qui se dégagent du recueil; il indique quelques enseignements communs et propose quelques conclusions sur ce qui marche bien.

En guise de préface, il faut noter que les cas d'expérience n'étaient pas censés permettre une évaluation de type scientifique. L'échantillon n'est probablement pas représentatif, car la sélection est biaisée, et il faut être prudent lorsqu'on en tire des conclusions en raison des variables omises et des problèmes d'attribution³ (voir l'encadré 1). Néanmoins, ces cas d'expérience présentent des aspects intéressants au moment où l'on commence à évaluer les résultats de l'Aide pour le commerce. Ils partent de la «dure réalité» du monde. De ce fait, ils peuvent révéler des nuances et des faits que ne permettraient pas d'appréhender d'autres méthodes plus abstraites. Ils peuvent refléter des idiosyncrasies (pour reprendre le terme employé par Easterly et Reshef⁴ dans leur étude récente sur les succès de l'Afrique à l'exportation); les principales variables qui influent sur un cas donné ne sont pas limitées à celles que les analystes incluent normalement dans les régressions transnationales. L'un

des avantages d'un recueil de cas est que ce qui peut apparaître comme des déterminants du succès ou de l'échec d'un projet de développement particulier peut, une fois juxtaposé à d'autres activités, révéler des traits susceptibles de servir de base à de nouvelles hypothèses qui devront être vérifiées par les chercheurs et les praticiens.

Six thèmes

Les 269 cas d'expérience se rapportant à des activités d'Aide pour le commerce qui peuvent être classées sous six grands thèmes:

- Réduction des coûts commerciaux grâce à des programmes de *facilitation des échanges*;
- Investissement dans l'*infrastructure* pour réduire le coût des intrants et des services (y compris dans les sous-régions);
- *Réforme des politiques* pour réaménager les incitations, soutenir l'ajustement, améliorer la stratégie et adopter des normes internationales;
- *Renforcement des capacités* des gouvernements pour qu'ils soient mieux à même de conduire la politique commerciale, de négocier des accords commerciaux et d'appliquer les règles et les lois relatives au commerce;
- Application de politiques *sectorielles proactives* pour promouvoir le commerce dans un secteur particulier; et
- Mobilisation du *secteur privé* grâce au financement du commerce, à la promotion des exportations et à l'amélioration des compétences pour les PME et les femmes commerçantes.

Les analystes pourraient sans doute «découper le gâteau autrement» avec des catégories différentes, mais ces six thèmes s'intègrent dans un corpus de littérature plus vaste sur l'Aide pour le commerce et sont faciles à interpréter au moyen des concepts élaborés par l'Équipe spéciale de l'OMC chargée de l'Aide pour le commerce.⁵ Ces catégories ont en outre l'avantage de correspondre plus ou moins aux instruments dont disposent les donateurs: dons, prêts et crédits à l'investissement, prêts de soutien budgétaire, services en nature (par exemple assistance technique et études) et prises de participation par l'intermédiaire des agences des institutions multilatérales chargées du secteur privé. Il faut noter que ces six thèmes, qui sont conceptuellement clairs, ont dans la pratique des frontières relativement subjectives, ce qui, ajouté au fait que de nombreux cas d'expérience peuvent avoir des éléments communs à plusieurs thèmes, rend quelque peu arbitraire leur classement sous tel ou tel thème. Par exemple, un récit peut

parler de l'aide accordée à un pays en développement pour accroître la production d'un produit agricole, à des fins de diversification (thème 5), qui est produit principalement par des femmes (thème 6). Dans l'analyse qui suit, on attire l'attention sur plusieurs sous-thèmes transversaux.

Nonobstant ces réserves, les cas d'expérience se répartissent de façon à peu près proportionnelle entre les six thèmes (tableau 1). Le plus grand nombre de cas apparaît dans les catégories du renforcement des capacités et du secteur privé, tandis que la facilitation des échanges, l'amélioration des politiques et la politique industrielle ont des parts à peu près équivalentes. La sous-représentation des cas relatifs à l'infrastructure est notable – car c'est l'infrastructure qui reçoit de loin le plus gros volume d'Aide pour le commerce. Cela peut tenir au fait que ceux qui ont répondu à l'invitation à présenter des cas d'expérience sont le plus souvent des Ministères du commerce et leurs homologues des départements des organismes donateurs chargés du commerce et que l'infrastructure, si importante soit-elle pour le commerce, relève rarement de leur compétence.

Comme on pouvait s'y attendre, la région la plus représentée est l'Afrique subsaharienne, avec environ 40 pour cent du nombre total de cas. La surprise est la relative surreprésentation de l'Amérique latine, avec plus du quart des cas; en effet, selon la définition la plus stricte (OCDE/OMC), l'Aide pour le commerce consiste uniquement en aide concessionnelle, et l'Amérique latine reçoit peu d'aide de ce genre. Cela attire d'ailleurs l'attention sur la notion plus large d'Aide pour le commerce souvent utilisée en pratique par la communauté du commerce – à savoir une aide au développement liée au commerce apportée sous une forme quelconque aux pays à revenu intermédiaire et aux pays à faible revenu.

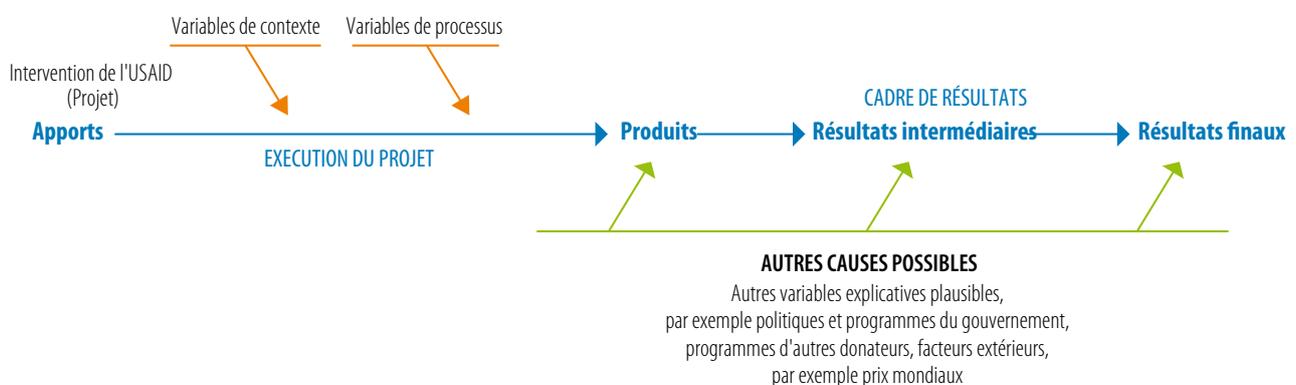
L'invitation à présenter des cas d'expérience a permis d'obtenir des exemples d'Aide pour le commerce provenant de diverses sources. La réponse des pays bénéficiaires a été encourageante – près de 40 pour cent (tableau 2). Les donateurs bilatéraux, les pourvoyeurs de coopération Sud-Sud et les organismes des Nations Unies ont également apporté une large contribution. Les banques multilatérales de développement – peut-être parce qu'elles ont moins de projets bien qu'elles figurent parmi les plus gros fournisseurs d'Aide pour le commerce – semblent sous-représentées. De même, les parties privées et les ONG ont présenté très peu de cas d'expérience.

Encadré 1. Il faut se méfier des généralisations ... y compris celle-ci

Avant de tirer des conclusions de ces cas d'expérience, il faut être conscient de leurs limitations. Premièrement, ils sont présentés par les participants – gouvernements, donateurs ou consultants travaillant sur le projet – ce qui introduit deux *biais de sélection*: les auteurs ont tendance à passer sous silence les projets qui ont échoué, car nul ne tient à parler de ses erreurs; et l'auto-évaluation est généralement plus indulgente et moins objective qu'une évaluation extérieure. En effet, presque tous les récits font état d'une réussite, même si c'est avec des réserves notables (voir, par exemple, Éthiopie, 190, Maurice, 81 et Fidji, 196). Deuxièmement, l'hétérogénéité souhaitée, qui est une vertu si l'objectif est d'obtenir une large participation, est aussi un vice car elle empêche une comparaison systématique. Sans indications sur le contenu, les auteurs peuvent *omettre des variables* qui seraient importantes pour expliquer les résultats par comparaison avec d'autres cas d'expérience. Troisièmement, le niveau d'*abstraction* par rapport à un résultat recherché diffère beaucoup selon qu'il s'agit d'un cas d'expérience global ou relatif à un projet particulier. Les deux présentent des difficultés pour ce qui est d'évaluer l'*attribution*. Les cas d'expérience globaux – comme la rédaction d'un guide des politiques ou un projet de recherche – sont souvent trop éloignés de l'utilisation et du résultat pour que l'on puisse en tirer des conclusions au sujet des effets sur le commerce, la réduction de la pauvreté ou d'autres variables. À l'autre extrémité, pour tirer des conclusions de projets spécifiques, il faut – selon les termes employés dans l'évaluation de la SIDA (2009) – remonter une «chaîne logique de résultats» depuis les résultats du projet jusqu'aux résultats

économiques souhaités. Par exemple, une coordination accrue des politiques vise à produire de meilleures politiques commerciales, et donc à améliorer les résultats à l'exportation, la croissance économique et la réduction de la pauvreté. À tout point de cette chaîne, d'autres variables causales – peut-être plus puissantes – peuvent avoir un effet positif ou négatif sur l'étape suivante, compliquant l'*attribution* des résultats au projet (voir la figure 1). Ainsi, au Lesotho, un projet de la Banque mondiale visant à former la main-d'œuvre a permis de former environ 625 travailleurs (dont 491 femmes) mais, malgré un taux de placement de 75 pour cent, la crise économique mondiale de 2009 a réduit les exportations et les revenus [Lesotho, 127]. La même chose s'est produite, en Indonésie, dans la région de Solo Raya où, malgré les bons résultats d'un projet de promotion de la chaîne de valeur, l'industrie du meuble en rotin a vu la valeur de ses exportations chuter de 25 pour cent et l'emploi a diminué de 15 pour cent entre 2007 et 2009 [Indonésie, 185]. En général, plus le projet est éloigné du résultat, plus l'attribution des résultats est difficile. Enfin, les cas d'expérience spéculent rarement sur ce qui se serait produit si le projet n'avait pas existé, c'est-à-dire le *scénario contrefactuel*. Une évaluation ne peut tenir compte de façon adéquate du scénario contrefactuel que si l'on procède avec soin à une coûteuse évaluation de l'impact, dans laquelle les résultats du projet sont comparés à des groupes de contrôle dans des situations analogues choisies de manière aléatoire.

■ Figure 1



Source: Voir *Strengthening Accountability in Aid for Trade* (OCDE 2011) pour l'évaluation de l'Aide pour le commerce, et Banerjee et Duflo (2011) pour une analyse plus complète de l'évaluation des projets et programmes de développement.

Tableau 1. La plupart des cas d'expérience émanent de l'Afrique subsaharienne

Région	Facilitation des échanges	Infrastruture	Amélioration des politiques	Renforcement des capacités	Politique industrielle	Secteur privé	Total
Afrique du Nord	0	1	2	0	0	2	5
Afrique subsaharienne	24	6	17	22	19	21	109
Amérique du Nord et Caraïbes	10	1	9	11	12	10	53
Amérique du Sud	3	0	3	4	4	3	17
Europe	1	1	0	0	0	3	5
Asie de l'Est et Océanie	4	2	4	11	10	5	36
Moyen-Orient et Asie	4	2	5	5	2	2	20
Monde	2	1	2	13	0	6	24
TOTAL	48	14	42	66	47	52	269

Tableau 2. ... et des pays bénéficiaires

Région de l'auteur	Gouvernement bénéficiaire ^a	Gouvernement donateur	ONU ^b	Banques multilatérales de développement	Entités privées ^c	Total
Afrique du Nord	0	1	3	1	0	5
Afrique subsaharienne	44	30	22	6	7	109
Amérique du Nord et Caraïbes	30	12	5	4	2	53
Amérique du Sud	8	4	3	1	1	17
Europe	1	1	1	2	0	5
Asie de l'Est et Océanie	12	16	0	7	1	36
Moyen-Orient et Asie	9	2	6	5	0	20
Monde	3	5	14	1	1	24
TOTAL	107	71	54	25	12	269

a Y compris les cas d'expérience émanant de communautés et d'organisations économiques régionales

b Y compris les autres organisations internationales

c Y compris les ONG et les auteurs non affiliés

Source: Base de données OCDE/OMC sur les cas d'expérience

RÉDUCTION DES COÛTS COMMERCIAUX: FACILITATION DES ÉCHANGES

La réduction des retards aux frontières et pendant le transit peut avoir un effet spectaculaire sur la réduction du coût des intrants importés et des exportations – et donc sur l'amélioration de la compétitivité (Engman, 2005). En 2006, il fallait en moyenne 116 jours pour transporter un conteneur de l'usine de Bangui (République centrafricaine) au port le plus proche et exécuter toutes les formalités douanières, administratives et portuaires exigées pour le chargement à bord du navire. Comme l'indiquent Djankov *et al.* (2010), il fallait 71 jours pour la même opération à partir de Ouagadougou (Burkina Faso), 87 jours à partir de N'Djamena (Tchad), 93 jours à partir d'Almaty (Kazakhstan) et 105 jours à partir de Bagdad (Iraq). Cela contraste vivement avec le délai de cinq jours à partir de Copenhague, de six jours à partir de Berlin, de 16 jours à partir de Port-Louis (Maurice), et de 20 jours à partir de Shanghai, Kuala Lumpur ou Santiago du Chili. Or, le temps, c'est de l'argent. Hummels (2001) a calculé qu'un jour de retard augmente en moyenne de 0,8 pour cent les coûts dans le monde. Sur la base de ces travaux et d'une étude de 126 pays réalisée au moyen d'un modèle de gravité, Djankov *et al.* (2010) ont constaté que chaque jour de retard en transit avait pour effet de réduire le volume des échanges d'un peu plus de 1 pour cent en moyenne. Ils ont pu appréhender les effets des retards administratifs en utilisant comme variable de substitution le nombre de signatures exigées à l'exportation ou à l'importation. Ces retards avaient un effet équivalent à l'allongement de 70 kilomètres de la distance entre l'usine et le marché de destination. La situation était plus grave pour les exportateurs de denrées périssables, car les retards augmentent les pertes. Pour les exportateurs de produits agricoles périssables, les retards réduisaient les exportations de 6 pour cent en moyenne par jour supplémentaire. Hoekman et Nicita (2010, 2011) ont estimé que les efforts faits pour faciliter les échanges en améliorant la performance moyenne des pays à faible revenu en matière de logistique et de facilitation des échanges – mesurée par l'indice de performance logistique et l'indicateur du «coût de l'activité commerciale» de la Banque mondiale – jusqu'au niveau des pays à revenu intermédiaire accroîtraient le commerce de 15 pour cent, soit le double de ce que permettrait la convergence avec les niveaux moyens des droits d'importation des pays à revenu intermédiaire.

La plupart des études empiriques économétriques sur la facilitation des échanges concluent que les mesures de facilitation sont associées à une augmentation des échanges. En effet, la réforme des douanes pour améliorer l'efficacité, la réduction des transactions à la frontière, l'élimination des interventions de l'administration qui créent des occasions de corruption et l'adoption de procédures pour accélérer le passage

des marchandises à la frontière, tout cela peut réduire les coûts commerciaux pour les importateurs et les exportateurs. Helble *et al.* (2009) ont effectué une analyse au moyen d'estimations de gravité issues de régressions transnationales – en examinant la corrélation avec l'Aide pour le commerce. Ils ont examiné les effets de l'aide au développement du commerce (renforcement des capacités de production), de l'assistance en matière de politique commerciale et de l'assistance en matière d'infrastructure sur les courants d'échanges bilatéraux. L'Aide pour le commerce destinée à des projets de réforme de la politique commerciale et de la réglementation a un taux de rendement élevé.

Portugal et Wilson (2008) ont appliqué une variante de cette méthode pour analyser les résultats commerciaux de l'Afrique. Les coûts commerciaux sont plus élevés en Afrique que dans les autres régions. À l'aide des estimations d'un modèle de gravité, les auteurs ont calculé les équivalents *ad valorem* des améliorations des indicateurs commerciaux. Selon eux, les faits montrent que les gains pour les exportateurs africains résultant d'une réduction des coûts commerciaux jusqu'à la moitié du niveau de Maurice auraient un effet plus grand sur les échanges qu'une profonde réduction des obstacles tarifaires. De même, une amélioration de la logistique en Éthiopie de manière à réduire le coût d'exportation d'un conteneur de marchandises jusqu'à la moitié du niveau des coûts de Maurice équivaldrait à peu près à une réduction de 7,6 pour cent des droits de douane pour les exportateurs éthiopiens sur tous leurs marchés étrangers.

Les 48 cas d'expérience classés sous le thème de la facilitation des échanges révèlent la diversité des mesures prises pour réduire le coût du commerce transfrontières. Ces mesures revêtent plusieurs formes: i) programmes intégrés de facilitation des échanges couvrant la stratégie et l'investissement, parfois avec une orientation régionale; ii) réforme des douanes et de la logistique; et iii) programmes axés sur des corridors.

Programmes intégrés de facilitation des échanges

Certains projets combinent des investissements dans l'infrastructure et des procédures douanières accélérées dans le cadre de programmes d'intégration régionale. Le Projet Mésoamérique, par exemple, vise à faciliter la circulation des marchandises en Amérique centrale. Le projet, lancé en 2008 sous sa forme actuelle avec la Banque interaméricaine de développement, prévoit des investissements dans l'infrastructure routière qui devraient ramener de 8 à 2,25 jours le temps moyen de transport du fret d'ici à 2015; des procédures douanières accélérées pour ramener de 60 à 8 minutes le temps moyen de franchissement des frontières; une amélioration

de l'infrastructure électrique afin de créer un réseau régional permettant de réduire de 20 pour cent les coûts de production d'électricité; et des investissements dans l'intégration des services de télécommunication. Ce projet se poursuit et ses résultats sont encore modestes – travaux topographiques sur la qualité des routes, planification initiale de la mise en œuvre des mesures essentielles, et achèvement à 90 pour cent du câble optique principal pour la région – et, bien que le calendrier soit généralement respecté, il est évident qu'un engagement continu de haut niveau sera nécessaire pour que le projet soit achevé dans les délais [Amérique latine, 120].

Le Mexique offre un exemple montrant que la facilitation des exportations peut être liée à l'amélioration des procédures d'importation et de la réglementation commerciale intérieure. Un élément central de son «Programme national pour la compétitivité» consistait à améliorer l'efficacité des importations en réduisant et en simplifiant les droits de douane. Entre 2008 et 2010, le Mexique a réduit unilatéralement ses droits sur les produits industriels en les ramenant de 10,4 pour cent à 5,3 pour cent en moyenne. D'ici à 2013, 63 pour cent de ses lignes tarifaires devraient être en franchise de droits et la moyenne des droits devrait être encore abaissée à 4,3 pour cent. Tous ces changements ont permis au Mexique de passer du 74^{ème} au 22^{ème} rang dans le classement du Forum économique mondial pour l'accès aux marchés. Dans le même temps, la variance de la distorsion des échanges diminuera d'un quart, en écart type, passant de 9 pour cent à 6,6 pour cent d'ici à 2013. Du côté des exportations, le gouvernement a supprimé plusieurs prescriptions et mis en place un guichet électronique pour faciliter le dépôt des documents requis. En outre, il a adopté des procédures pour accélérer l'enregistrement des entreprises grâce à un portail électronique. Et il a procédé à un examen «Base 0» de la réglementation et supprimé 12 234 règlements internes et 1 358 dispositions administratives concernant les entreprises. Toutes ces améliorations devraient permettre aux entreprises et aux citoyens mexicains d'économiser 3,9 milliards de dollars EU sur six ans [Mexique, 114].

D'autres pays ont également adopté des programmes intégrés pour promouvoir le commerce transfrontières. La RDP lao a exécuté un programme complet sous les auspices du Fonds pour le développement du commerce et du Cadre intégré renforcé, avec l'aide de l'AusAID, de la Banque mondiale, du gouvernement suisse et de l'UE. Il en est résulté des plans d'action cohérents en faveur du commerce dans quatre sous-secteurs. Ce programme a également permis de former plus de 1 000 fonctionnaires et de publier le Lao Trade Research Digest [RDP lao, 155]. Dans les

Caraïbes, la CARICOM a mis en place, avec le soutien du DFID, le programme CARTFund destiné à favoriser l'intégration des Caraïbes et à mettre en œuvre des réformes inspirées par l'APE. Créé en 2009, ce programme est encore balbutiant, mais la demande dans la région semble dépasser l'offre [Caraïbes, 25; Caraïbes, 153]. De même, le «Plan d'action stratégique pour la facilitation des échanges» du Nigéria a permis d'instaurer un dialogue avec les parties prenantes sur l'approfondissement de l'intégration régionale dans la CEDEAO et les efforts nécessaires pour «une libéralisation accélérée du commerce à notre propre rythme» [Nigéria, 7]. La Stratégie régionale de l'UEMOA prévoit également de nombreuses activités en faveur du commerce, allant des postes frontière et des procédures douanières à l'harmonisation des politiques fiscales et à l'investissement dans le renforcement des capacités [Afrique de l'Ouest, 266]. Le projet d'amélioration du cadre de facilitation des échanges du Suriname prévoit à la fois l'agrandissement du port principal et de la zone de manutention des marchandises, l'amélioration de l'administration des douanes par la gestion des risques et l'identification des investissements futurs dans l'infrastructure ainsi que des améliorations institutionnelles supplémentaires (y compris l'installation de SYDONIA Monde) – et un résultat important à ce jour, outre la réduction des délais, est la prise de conscience de l'importance d'une réduction des coûts commerciaux [Suriname, 94].

Projets de réforme douanière et de gestion logistique

Plus d'une douzaine de cas d'expérience ont évoqué les efforts faits par les pouvoirs publics pour améliorer l'administration des douanes et la logistique. Il s'agit, par exemple, de programmes exécutés en Afrique [15], en Amérique centrale [122], en Équateur [43], en Éthiopie [166], en Haïti [246], en Macédoine [189], en Mongolie [6] et [260], à Montserrat [5], en Ouganda [239], au Suriname [94] et en Tunisie [130]. En Afrique australe, par exemple, la CDAA parraine une réforme tarifaire et douanière régionale dans le cadre de ses efforts pour établir une union douanière complète. Le projet prévoit des travaux sur le cadre juridique et institutionnel et sur le tarif extérieur commun, une stratégie de formation de trois ans pour renforcer les capacités et l'organisation de forums de partenariat avec les entreprises. Ces efforts, parrainés par l'UE, en sont encore à la phase initiale [Afrique australe, 15].

Le Cameroun a engagé d'importantes réformes douanières en 2007 et 2010, avec l'appui de l'Organisation mondiale des douanes, de l'Agence française de développement et de la Banque mondiale. L'administration des douanes, qui est à l'origine d'une grande partie des recettes publiques totales,

a adopté en 2008 une série d'indicateurs quantifiés dans le cadre d'une réforme qui a abouti à la mise en place de contrats de performance. Il était prévu d'examiner chaque mois une trentaine d'indicateurs de onze bureaux de douane du pays, concernant notamment les importations, les performances des douaniers (principalement en termes de délais de traitement), la surveillance des «fonctionnaires à risque» et le suivi des mesures prises pour lutter contre la corruption. Pour donner suite à ces actions, une deuxième série d'indicateurs, discutés avec les fonctionnaires des douanes afin d'obtenir leur adhésion, a été établie sur la base de contrats de performance – utilisant des indicateurs d'efficacité quantifiés – et ces indicateurs ont été officiellement adoptés en 2010. Les résultats ont été spectaculaires: le délai entre l'enregistrement par le courtier et le traitement par le fonctionnaire a diminué de 75 pour cent en moyenne dans deux bureaux, contre 38 pour cent seulement dans un bureau pris comme «groupe de contrôle»; le nombre de déclarations traitées a augmenté de 20 à 30 pour cent; le gain de temps a été de dix à 14 heures en moyenne; et les recettes par conteneur ont augmenté de 11,7 pour cent en 2010 par rapport à 2009. Ces données, entre autres, ont été utilisées pour l'évaluation des performances annuelles des inspecteurs, et ont contribué à la promotion des bons éléments et à la mutation des autres [Cameroun, 164]. Au Burundi, les recettes fiscales ont également augmenté après la création de l'Office burundais des recettes⁶: en 2010, elles ont augmenté de 25 pour cent par rapport à la même période de 2009 [Burundi, 211].

Un autre projet qui a apparemment porté ses fruits est le projet de développement des exportations entrepris par la Tunisie avec le soutien de la Banque mondiale. D'un montant de 50 millions de dollars EU, ce projet a permis de créer un fonds d'accès aux marchés et un fonds de garantie du financement des exportations avant expédition et d'améliorer la gestion logistique et les procédures douanières. Le fonds d'accès aux marchés offre un cofinancement aux entreprises et aux associations professionnelles pour encourager l'investissement dans les études de marché; il finance l'acquisition de matériel et parraine des ateliers et il fournit des capitaux de contrepartie pour certains projets. On estime que les éléments du projet relatifs aux douanes et à la logistique ont réduit d'environ deux tiers la durée d'immobilisation des marchandises – de 10,1 jours en moyenne en 2003-2004 à 3,3 jours en avril 2010. Le projet prévoyait également d'améliorer les normes et les règles de propriété intellectuelle pour les mettre en conformité avec les prescriptions de l'OMC. Au total, en mai 2010, le projet avait permis d'augmenter les exportations de plus de 400 millions de dollars EU, dont plus du tiers provenaient de

nouveaux exportateurs et de nouvelles destinations. En outre, il avait permis de créer 50 000 emplois à temps plein pour les entreprises concernées, et un nombre analogue d'emplois à temps partiel [Tunisie, 130].

PROJETS DE CORRIDORS ET EFFORTS VISANT À ACCÉLÉRER LE FRANCHISSEMENT DES FRONTIÈRES

Les programmes qui prévoient la facilitation des échanges non seulement aux frontières, mais aussi le long de corridors sont de plus en plus répandus. Ils intègrent souvent plusieurs facettes du commerce. Ainsi, la sous-région du Grand Mékong a pris des mesures pour améliorer le commerce grâce à la construction judicieuse de ponts et de routes en association avec un Accord de transport transfrontalier (ATTF). L'un des objectifs était de promouvoir l'investissement étranger. Bien que politiquement compliqué, le projet de pont a pu être achevé en 2006 et le Viet Nam, la RDP lao et la Thaïlande ont conclu un accord aux termes duquel chaque pays peut autoriser 500 camions à circuler le long du nouveau corridor Est-Ouest, sans restrictions en matière de cabotage. Les économies réalisées et la réduction des délais de transbordement et des coûts de transport devraient avoir un impact majeur sur le développement régional [Asie du Sud-Est, 163].

L'amélioration du corridor Nord-Sud en Afrique est une priorité pour plusieurs gouvernements et donateurs. Trois cas d'expérience distincts relatent les progrès accomplis au poste frontière de Chirundu [Zimbabwe, 107; Zambie, 171; Afrique australe, 140]. La traversée du corridor comportait précédemment «un tiers de conduite et deux tiers d'attente» [Afrique australe, 140]. Le projet parrainé par la DFID a aidé les gouvernements de la région à établir un poste frontière à guichet unique qui a accéléré le déplacement à travers une zone de contrôle commune, amélioré l'efficacité des bureaux et la gestion de la charge de travail et fourni du matériel pour le prédédouanement des personnes, des véhicules et des marchandises. Le Secrétariat du COMESA a servi d'institution d'accueil et a fourni des bureaux pour le projet, et les Ministères du commerce ont assuré le leadership politique essentiel – car le projet exigeait des réformes juridiques, une modification des procédures de part et d'autre de la frontière, une nouvelle infrastructure et des TIC. Les donateurs partenaires, dont le gouvernement japonais, le DFID et la Banque mondiale, ont fourni des ressources pour les éléments critiques. Le projet a donné des résultats tangibles: le délai de dédouanement pour les autocars et les voitures a été réduit de moitié; pour les camions commerciaux, il est passé de cinq jours à moins de 24

heures, voire moins de cinq heures pour ceux qui bénéficient de la procédure accélérée. Cela a eu des retombées positives. Les procédures de dédouanement rapides, automatisées et normalisées ont réduit les paiements illicites exigés auparavant par certains des nombreux intermédiaires qui étaient chargés du dédouanement. En outre, du fait de la réduction des délais d'attente à la frontière, les responsables du projet comptent sur une diminution du commerce sexuel et aussi des maladies sexuellement transmissibles, comme le VIH-SIDA, bien qu'aucune étude n'ait encore été réalisée.

Le Projet de facilitation des échanges et des transports en Afrique de l'Est est destiné à stimuler le commerce au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Ce projet de 260 millions de dollars EU financé par la Banque mondiale, en coordination avec d'autres projets de l'UE, de la Banque africaine de développement, de la JICA et du DFID, vise à améliorer la circulation le long du corridor Nord reliant le port kényan de Mombasa via Nairobi à Kampala (Ouganda), Kigali (Rwanda) et la RDC, avec un autre vers le Sud Soudan. Les investissements dans l'amélioration des procédures à la frontière ont ramené les délais de trois jours à trois heures. Le temps de transit entre Mombasa et Kampala est tombé de 15 à cinq jours et le temps de séjour moyen dans le port de Mombasa a été réduit de 19 à 13 jours. Cela signifie qu'un camion peut normalement faire trois voyages par mois au lieu de 1,5 précédemment – de sorte que la rotation des camions augmente, ce qui fait baisser les coûts. Comme cela signifie aussi que les produits agricoles exportés comme le thé restent moins longtemps à bord des camions, les coûts de financement baissent en conséquence. Ces économies se traduisent par une hausse des revenus des agriculteurs due à l'augmentation du volume des exportations [Afrique de l'Est, 129].

Malgré la logique évidente des postes frontière à guichet unique, ces projets sont beaucoup plus difficiles à mettre en œuvre que ne le laisse penser la simplicité de leur nom. Comme on l'a montré implicitement ci-dessus, ils nécessitent des changements politiques, procéduraux et institutionnels complexes qui menacent souvent les groupes d'intérêts profitant du *statu quo*. En outre, ils exigent généralement une bonne coordination intergouvernementale qui est politiquement ardue, car ils impliquent la participation du secteur public à de nombreux niveaux de part et d'autre de la frontière. Les obstacles auxquels se heurtent les efforts faits pour améliorer le poste frontière de Beitbridge entre l'Afrique du Sud et le Zimbabwe soulignent la nécessité d'une coordination intergouvernementale effective et de haut niveau; même la signature de mémorandums d'accord

a été retardée et compliquée par d'autres problèmes que l'on est seulement en train de résoudre pour que le projet puisse démarrer effectivement [Afrique australe, 267]. Ces difficultés sont amplifiées quand on travaille au niveau sous-régional et entre de nombreux pays – comme le montrent les problèmes de démarrage de l'effort tripartite de facilitation des échanges COMESA-CEA-CDAA en Afrique orientale et australe [Afrique, 145].

La Commission de la CEDEAO et le West Africa Trade Hub de l'USAID ont présenté un cas d'expérience sur le Schéma de libéralisation des échanges (SLE) de la CEDEAO, qui visait à déterminer où des problèmes se posent dans l'application nationale des protocoles régionaux. La circulation des personnes sans visa a été un succès, mais les progrès ont été beaucoup plus limités en ce qui concerne la libre circulation des marchandises et le transport. Parmi les difficultés citées figurent l'incompatibilité des législations nationales, les normes différentes pour les véhicules, la diversité des exigences en matière d'inspection et les différentes limites de charge à l'essieu. Il en résulte un ensemble complexe de règles nationales contradictoires qui rend impossible la conformité, ce qui peut donner lieu à des «pratiques irrégulières». Le cas d'expérience montre aussi que les entreprises qui tirent avantage des obstacles informels au commerce (tels que le maintien de restrictions tarifaires ou de mesures non tarifaires comme les interdictions saisonnières) et les organismes qui perçoivent les recettes (formelles et informelles) ne sont pas toujours favorables à la mise en œuvre du SLE. Les enquêtes trimestrielles réalisées par l'Observatoire des pratiques anormales sur les restrictions qui lui sont signalées par les opérateurs privés mettent en évidence l'impact négatif de ces pratiques irrégulières sur le commerce en Afrique de l'Ouest [Afrique de l'Ouest, 42].

Enfin, deux cas d'expérience rendent compte d'études qui s'appuient sur des données transnationales et sur l'économétrie pour déterminer la relation générale entre l'Aide pour le commerce et la réduction des coûts commerciaux, en éliminant les effets d'autres facteurs. La CEA de l'ONU a rendu compte des travaux à paraître de Stephen Karingi et V. Leyaro qui montrent qu'un accroissement de l'aide pour le commerce est associé à la fois à une plus grande diversification des exportations *et* à une baisse des coûts de transport [Afrique, 104]. De même, le Secrétariat du Commonwealth a rendu compte d'études qui montrent que l'aide pour le commerce a des effets importants: un doublement de l'aide est associé à une baisse de 5 pour cent du coût des importations [Mondial, 34].

INVESTIR DANS L'INFRASTRUCTURE POUR STIMULER LE COMMERCE

La qualité de l'infrastructure est l'un des obstacles les plus répandus à l'augmentation des exportations, de la productivité et du revenu national. Plusieurs études ont établi un lien entre les investissements dans l'infrastructure et l'accroissement des capacités commerciales.⁷ Ainsi, Limao et Venables (2001) ont étudié la relation entre les routes et les télécommunications et les coûts de transport, puis entre les coûts de transport et le volume des échanges. Ils ont constaté qu'une amélioration de l'*infrastructure de transport et de communication* du score médian des enquêtes jusqu'au 25^{ème} centile supérieur est associée à une baisse des coûts de transport de 12 points de pourcentage – laquelle est elle-même associée à une augmentation du volume des échanges de 28 pour cent.⁸ Ils montrent en outre que les pays sans littoral ont des coûts de transport plus élevés car leur capacité de commercer dépend de l'infrastructure des pays de transit voisins. En Afrique de l'Est, par exemple, les marchandises destinées aux pays sans littoral subissent un délai équivalant à au moins trois dédouanements dans les pays côtiers. «La mauvaise qualité de l'infrastructure contribue à 40 pour cent des coûts de transport prévus pour les pays côtiers et cela va jusqu'à 60 pour cent pour les pays sans littoral.» En outre, pour les pays sans littoral, les auteurs ont estimé qu'une amélioration de leur infrastructure du 25^{ème} au 75^{ème} centile compenserait de fait pour plus de moitié le désavantage dû à l'enclavement (Limao et Venables, 2001).

Les **routes** sont évidemment indispensables au commerce. Dans une étude réalisée pour la Banque africaine de développement, Buys, Deichmann et Wheeler (2010) ont analysé le réseau routier en Afrique. En estimant, à l'aide de modèles de gravité au niveau des villes, les moyennes du commerce qui pourrait avoir lieu, compte tenu de la distance et des revenus, et en utilisant des données effectives sur les coûts et l'ingénierie pour la construction de routes, ils ont simulé l'effet de la création d'un réseau de transport faisable pour le continent grâce à la modernisation. Leurs estimations de base indiquent qu'un investissement d'environ 20 milliards de dollars EU, avec 1 milliard de dollars EU pour l'entretien annuel, créerait environ 250 milliards de dollars EU de commerce terrestre sur 15 ans. De même, Ben Shepherd et John Wilson (2008), utilisant des simulations réalisées à l'aide de modèles de gravité pour l'Europe et l'Asie centrale, sont parvenus à la conclusion qu'une modernisation «ambitieuse mais faisable» des routes pourrait accroître le commerce de 50 pour cent.

De même, des ports efficaces sont essentiels pour le commerce. Dans leur étude sur la facilitation des échanges dans les pays de l'APEC, Wilson, Mann et Otsuki (2003) ont utilisé une mesure de l'efficacité des ports (fusion de l'efficacité des ports, des installations portuaires et de l'efficacité du transport aérien) dans un modèle de gravité et, à partir de là, ils ont effectué des simulations et ont constaté que, si les pays inférieurs à la moyenne selon l'indice remontaient jusqu'à la moyenne de l'APEC, cela produirait 117 milliards de dollars EU de commerce supplémentaire au sein de l'APEC (2003:16).

AIDE À LA FACILITATION DES ÉCHANGES: SYNOPTIQUE DES RÉSULTATS

Burundi	Les recettes fiscales ont augmenté de 25 pour cent entre 2009 et 2010, après la mise en place de l'Office burundais des recettes [Burundi, 211].
Cameroun	La réforme douanière a augmenté les recettes de 12 pour cent; le nombre de déclarations traitées par les fonctionnaires en une journée a augmenté de 130 pour cent [Cameroun, 164].
Colombie	La procédure administrative de certification de l'origine a permis de ramener le délai à 10 minutes en moyenne, contre deux à trois jours avant [Colombie, 226].
Afrique de l'Est	Le temps de transit moyen dans le corridor Nord a été ramené de trois jours à trois heures; la durée du séjour dans le port de Mombasa a été réduite de 19 à 13 jours; et la durée du transport le long de l'axe Mombasa Nairobi Kampala est passée de 15 à cinq jours [Afrique de l'Est, 129].
Éthiopie	La réforme douanière a entraîné une augmentation des transactions à l'importation d'environ 190 pour cent et des transactions à l'exportation de 200 pour cent; les recettes douanières ont augmenté de 51 pour cent [Éthiopie, 166].
Ghana	Le développement de clusters dans les zones franches a entraîné le doublement de leurs exportations entre 2006 et 2008 [Ghana, 128].
Haiti	Le délai de dédouanement a été ramené de quatre à deux jours pour les déclarations vertes [Haiti, 246].
Kirghizistan et Tadjikistan	Le nombre de formulaires à remplir pour le commerce avec l'étranger a baissé de 60 pour cent [Kirghizistan, 186].
Mexique	Le délai d'enregistrement d'une entreprise a été ramené de 34 jours à deux heures et demie; la suppression des frais de double certification a permis d'économiser 213 millions de dollars EU [Mexique, 114].
Mongolie	La modernisation du traitement des données a ramené le délai de dédouanement de trois heures à 3 minutes pour les importations et de plus de deux heures à 13 minutes en moyenne pour les exportations [Mongolie, 260].
Mozambique	Le délai de dédouanement des marchandises à la frontière est passé de 30 jours à deux à cinq jours [Afrique, 175].
Amérique du Sud	10 000 entreprises ont pu exporter pour la première fois grâce à la réduction du nombre de formulaires exigés pour exporter des colis de moins de 30 kg et d'une valeur inférieure à 50 000 dollars [Amérique du Sud, 16].
Viet Nam-RDP lao-Thaïlande	L'obligation de transbordement a été supprimée pour 500 camions qui ont désormais une licence pour traverser le corridor Sud Est [Asie de l'Est, 163].
Zambie-Zimbabwe	Le délai de dédouanement à la frontière a été ramené de cinq à un ou deux jours pour les poids lourds et de deux à une heure pour les autocars [Zimbabwe, 107].

Source: Sous-échantillon de résultats extraits de la base de données OCDE/OMC des cas d'expérience

Enfin, on a montré que les *télécommunications* jouent un rôle décisif – et sans doute de plus en plus important. Dans un article déjà ancien, Freund et Weibhold (2000) ont étudié le rôle du commerce potentiel sur Internet, là aussi à l'aide d'un modèle de gravité, et ont conclu qu'une augmentation de 10 pour cent du nombre relatif d'hébergeurs Web dans un pays aurait augmenté les échanges de 1 pour cent en 1998-1999; l'explosion des connexions dans le monde a indéniablement modifié ces estimations. Park et Koo (2005) ont constaté que l'infrastructure de télécommunication était un déterminant important des niveaux du commerce bilatéral. Wheatly et Roe (2005) ont examiné le commerce international des produits agricoles et horticoles entre les États-Unis et leurs partenaires et ont effectué une analyse qui différencie les effets sur les exportations et sur les importations de l'infrastructure et du coût d'Internet; ils en ont conclu que les effets des télécommunications dépendent beaucoup du caractère périssable des produits. Aujourd'hui, on peut penser que la grande majorité des recherches d'intrants et de biens de consommation fournis au niveau international commence par Internet – par conséquent, le fait d'être en ligne pour faire de la publicité, des achats et des recherches est important pour le commerce international.

On trouve des conclusions analogues dans des études qui mesurent les effets cumulés de plusieurs types d'infrastructures pour examiner leur impact collectif sur le commerce. Ainsi, Nordas et Piermartini (2004) considèrent la qualité des ports, la densité des aéroports avec pistes revêtues et la densité des usagers d'Internet et des abonnés au téléphone mobile. Ils montrent que l'infrastructure portuaire est importante pour tous les secteurs, mais que la ponctualité et l'accès aux télécommunications sont plus importants dans les secteurs de l'habillement et de l'automobile.

Les cas d'expérience montrent que le commerce a besoin d'infrastructures

Les cas d'expérience ajoutent de la couleur au tableau en noir et blanc des études économétriques. L'un d'eux analyse par exemple l'interaction entre la facilitation des échanges et l'infrastructure de transport et conclut que l'infrastructure routière en Afrique de l'Est est dans un état «étonnamment» bon ou, dans le cas des ports, en cours d'amélioration, mais que le transport par chemin de fer et par voie d'eau intérieure est très déficient. Les auteurs préconisent davantage de projets régionaux au motif que les projets purement nationaux, même s'ils sont plus faciles à mettre en œuvre, ne remédient pas aux problèmes de coordination au niveau régional [Afrique, 229].

Dans certaines sous-régions, des activités conjointes commencent à voir le jour pour améliorer l'infrastructure liée au commerce. Au Mozambique, le gouvernement a investi dans l'énergie, avec l'aide du gouvernement norvégien et de la Banque mondiale. Grâce aux investissements de Sasol, le champ de Pande est finalement entré en service en 2004 après une longue et turbulente histoire, suivi par celui de Temane en 2010. Les gouvernements de l'Afrique du Sud et du Mozambique ont bénéficié d'une assistance technique de la Norvège pour rédiger un traité qui a rendu le projet économiquement viable en créant le cadre juridique nécessaire pour construire un gazoduc passant par l'Afrique du Sud jusqu'à Maputo. L'investissement total, qui s'élève à 191 millions de dollars EU, permettra d'extraire une quantité de gaz équivalant à 440 millions de barils de pétrole [Mozambique, 59].

Autre exemple, l'énergie électrique. Hallaert *et al.* (2011) ont montré que l'électricité semble être un obstacle majeur à l'expansion du commerce, notamment en raison de son manque de fiabilité. Une amélioration de 10 pour cent de la fiabilité de l'approvisionnement électrique augmente l'ouverture de près de 2 points de pourcentage en moyenne. L'impact est plus grand sur les exportations (2,4 points de pourcentage) que sur les importations (1,7 point de pourcentage). Zanzibar, le gouvernement de l'Union et la Norvège ont financé à hauteur de 400 millions de couronnes norvégiennes l'installation d'un câble *sous-marin* reliant l'île de Pemba à la Tanzanie. Ce câble long de 78 kilomètres remplacera trois génératrices diesel et améliorera la fiabilité – en assurant un approvisionnement plus efficace aux habitants pour les 20 à 25 prochaines années. Cela a eu des effets en aval: grâce à l'électricité disponible, le secteur privé a pu investir dans un nouvel hôtel, ce qui a été positif pour les recettes touristiques [Tanzanie, 135]. De même, l'assistance technique de la Chine à la RDP lao a permis de créer un Plan global de développement complet de la région Nord. Ce plan a notamment servi de schéma pour des investissements d'infrastructure, et des investissements ultérieurs ont permis le développement des relations commerciales avec la Chine [RDP lao, 155].

Les Fidji offrent un exemple d'amélioration des services portuaires essentiels pour le commerce. Avec l'aide de la Banque asiatique de développement (BASD), le gouvernement a investi dans les ports de Suva et Lautoka, sur l'île de Viti Levu. Construites en 1963, puis rénovées et agrandies, les installations portuaires étaient dégradées au moment où le projet a débuté et elles ne répondaient pas aux normes modernes en raison du manque d'espace pour les marchandises en conteneur. Le

projet, qui figurait parmi les priorités du Plan de développement stratégique 2003-2005 du gouvernement, a ensuite été intégré dans le programme de la BASD. Les investissements ont permis d'accroître les rotations, et la productivité est passée de 5,2 à 8 conteneurs par heure-navire. Le nombre de mouvements par heure de grue a presque doublé, passant de 11 à 20 [Fidji, 29].

L'amélioration des routes est un thème courant dans les cas d'expérience. La République kirghize et le Kazakhstan ont collaboré pour rénover 226 kilomètres de routes entre leurs capitales respectives, Bishkek et Almaty. Ce projet était couplé à une assistance technique destinée à améliorer les installations douanières, y compris le matériel et la formation des fonctionnaires des douanes. La BASD et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement se sont associées pour financer la rénovation du réseau routier, exécutée par les Ministères

des transports et des communications des deux pays, et le Programme du corridor de transport Europe-Caucase-Asie de l'UE a apporté une subvention parallèle pour l'administration des douanes. Le programme a procuré de nombreux avantages: adoption des meilleures pratiques pour la planification et la construction des routes et création de nouvelles sources de revenu le long du corridor – magasins de détail, taxis, lavage de voiture, cafés et salons de coiffure. Les passages de frontière ont augmenté de 38 pour cent par an entre 2000 et 2007, le trafic a progressé de 25 pour cent (par rapport à 1998) et les exportations de la République kirghize ont fait un bond de 160 pour cent [République kirghize et Kazakhstan, 10]. Une expérience analogue est présentée, sans les détails quantitatifs, pour l'autoroute Rijeka-Zagreb, liaison essentielle entre la capitale et le port principal de la Croatie [Croatie, 228].

AIDE À L'INFRASTRUCTURE: SYNOPTIQUE DES RÉSULTATS

Région du Grand Mékong	Durée moyenne du trajet entre Savannakhet et Dansavanh ramenée de 10-12 heures à 2,5-3 heures et entre Dong Ha et Lao Bao de 4 à 2 heures [Asie de l'Est, 9].
Fidji	Les améliorations apportées au King Wharf ont augmenté la capacité de charge, et le nombre de conteneurs déplacés par heure est passé de 5,2 en 1998 à environ 8 [Fidji, 29].
Maroc	Le programme a permis de faire passer le taux de construction des routes de 1 000 km/an en 2002 à plus de 2 000 km/an en 2009 [Maroc, 82].
El Salvador	Pose de 634 km de câbles électriques reliant plus de 7 000 usagers pour la première fois; installation de 950 panneaux solaires; chaque famille a économisé en moyenne 41 dollars EU par an sur sa facture d'électricité [El Salvador, 233].
République kirghize et Kazakhstan	226 km de routes ont été réhabilités; les procédures douanières ont été améliorées; le trafic routier a augmenté de 25 pour cent et les exportations de la République kirghize vers le Kazakhstan ont progressé de 160 pour cent [République kirghize, 10].
Tanzanie	Un câble de 78 km a permis de relier directement l'île de Pemba au réseau électrique tanzanien, ce qui permettra de répondre à la demande d'électricité de l'île pendant les 20 à 25 prochaines années [Tanzanie, 135].

Dans la région du delta du Mékong, les gouvernements du Viet Nam, de la RDP lao et de la Thaïlande ont lancé en 1998 un projet destiné à relier leurs réseaux routiers respectifs afin de développer les échanges. Avec l'aide de la BASD, les liaisons routières essentielles pour accroître le commerce régional dans chacun des trois pays ont été identifiées. Pour faciliter le transport et les échanges, les autorités ont signé un Accord de transport transfrontalier (ATTF) portant sur presque tous les aspects du commerce des biens et des services – y compris les inspections douanières, le trafic en transit et la conception des routes et des ponts. En conséquence, la valeur moyenne du commerce a augmenté de plus de 50 pour cent, passant de 93,5 millions de dollars EU en 1999-2000 à 142 millions en 2006-2007. La durée du trajet dans le corridor a été considérablement réduite, souvent de moitié. Le temps mis pour franchir certaines frontières a également diminué de 30 à 50 pour cent, et le nombre moyen de passages de véhicules par jour a augmenté. Enfin, en juin 2009, des licences ont été délivrées à 500 camions environ dans le cadre de l'ATTF pour circuler le long du corridor sans frais de transbordement [Asie et Pacifique, 9].

Certains projets ont consisté à améliorer les infrastructures de transport routier et autres, tout en renforçant les capacités techniques humaines ainsi que les capacités de production. Le projet FOMILENIO en El Salvador, par exemple, est un projet de développement rural intégré axé sur le développement humain (par l'éducation et la formation), le développement de la production (par l'assistance technique pour le développement des entreprises et grâce à des investissements et des crédits pour six chaînes de production) et la connectivité (par la construction de la Route longitudinale du Nord – *Carretera Longitudinal de Norte*), avec d'autres investissements dans l'électricité rurale. Ce projet, financé par la Millennium Challenge Corporation du gouvernement des États-Unis, a permis d'accroître les revenus, de créer des emplois et d'améliorer le taux d'adoption des technologies [El Salvador, 233].

Les cas d'expérience contiennent aussi des mises en garde. Par exemple, les mesures prises durant la période 1990-2005 pour privatiser les chemins de fer en Afrique australe au moyen de concessions, souvent avec l'aide de donateurs, ont largement échoué. Le processus de privatisation des réseaux par l'octroi de concessions à long terme était souvent défectueux. Il s'est étalé sur une période beaucoup trop longue pendant laquelle aucune disposition n'a été prise en matière de financement; les accords étaient généralement faibles et le choix des concessionnaires était souvent mauvais du fait du manque de soumissionnaires sérieux ayant les compétences et les ressources requises [Afrique, 144].

Or, des chemins de fer qui fonctionnent bien sont indispensables pour participer effectivement au commerce régional et mondial. Les gouvernements commencent seulement à chercher de nouveaux moyens de redynamiser cette infrastructure, souvent dans le cadre de partenariats public-privé. Il n'est pas facile de trouver des arrangements efficaces, et les résultats ne sont pas automatiques.⁹ Pour que ces efforts réussissent, il faut adapter la conception aux volumes et aux vitesses prévus, établir des règles d'exploitation qui encouragent une pleine utilisation sur la base d'une maintenance adéquate, offrir des incitations appropriées au moyen de tarifs corrects, prendre des dispositions en matière d'investissement et énoncer clairement les obligations [Afrique, 144].

Les récits en forme de mise en garde concernent aussi les dimensions sociales de l'infrastructure. L'amélioration de l'infrastructure routière dans le corridor Amérique centrale-Mexique *pourrait* contribuer à la propagation des maladies, en particulier du VIH/SIDA, si des politiques adéquates ne sont pas adoptées [Amérique centrale, 3]. On a montré qu'en Afrique, les programmes de transport qui intègrent des mesures sanitaires peuvent avoir pour effet de freiner la propagation des maladies. Dans les projets routiers d'Amérique centrale, des programmes analogues n'ont été incorporés que récemment, et ils sont trop récents pour être évalués. Un autre cas d'expérience souligne la nécessité de lier l'investissement dans l'infrastructure à la prudence au volant. L'ONU a souligné l'importance de la prévention des risques dans la conception des grandes routes et celle de l'éducation des conducteurs et des piétons, notant que «*les accidents de la route font chaque année plus de 1,3 million de morts et au moins 50 millions de blessés*» [Mondial, 236], question également abordée à la Commission économique et sociale pour l'Asie de l'Ouest [Asie, 238]. Les décès de piétons sont particulièrement déplorables, car ils peuvent être facilement évités. Le nombre de victimes de la route est particulièrement élevé en Afrique. Dans ce cas d'expérience, on préconise la mise en place de systèmes d'information plus adaptés, l'attribution claire des responsabilités au sein du gouvernement, des objectifs régionaux de réduction du nombre de victimes basés sur l'éducation du public, et une meilleure conception des routes.¹⁰

AMÉLIORER LES POLITIQUES POUR PROMOUVOIR LE COMMERCE

La littérature souligne un domaine qui est essentiel pour promouvoir le commerce – qu'il s'agisse d'accroître les exportations, d'importer plus efficacement ou d'inciter à un remplacement efficace des importations – à savoir le cadre des politiques publiques. C'est un thème commun aux deux études très complètes de Winter sur le commerce et la réduction de la

pauvreté et sur le commerce et la croissance¹¹, aux vastes travaux de l'OCDE sur l'Aide pour le commerce et aux documents de la Banque mondiale et d'autres institutions multilatérales de développement sur l'efficacité de l'aide. En outre, la littérature sur la libéralisation des échanges a mis l'accent sur le rôle important que l'action publique peut jouer en aidant les travailleurs et les entreprises à passer de secteurs non compétitifs au plan international avant la libéralisation à des secteurs compétitifs après la libéralisation.¹² L'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce l'a reconnu en privilégiant l'aide à l'ajustement pour accompagner le Cycle du développement de Doha.

Les cas d'expérience dans ce domaine peuvent être classés en trois grands groupes: i) l'Aide pour le commerce qui soutient l'*ajustement aux réformes de la politique commerciale*; ii) celle qui soutient la modification de la *stratégie de développement nationale*; iii) et celle qui soutient l'*amélioration des normes*.

Soutien à l'ajustement aux réformes de la politique commerciale

Malgré l'importance de cette question, peu de cas d'expérience traitent directement de la réforme globale des politiques soutenue par l'aide au développement pour permettre aux travailleurs et aux entreprises de s'adapter aux nouveaux prix après la réforme. Trois cas seulement portent sur le soutien à l'ajustement associé à de grandes réformes de la politique commerciale [Maurice, 131; Chine, 89; Costa Rica, 157].

Le cas de Maurice [131] est l'archétype de l'«aide à l'ajustement commercial» envisagée dans le rapport de l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce. En 2006, Maurice a subi un triple choc – suppression des contingents pour le sucre, fin de l'Arrangement multifibres et hausse des prix du pétrole – qui a donné un coup d'arrêt à sa vigoureuse croissance. À la demande du gouvernement, la Banque mondiale a établi un diagnostic qui a aidé à poser les fondements analytiques des réformes.¹³ En juin, le gouvernement a annoncé un vaste programme de réformes comprenant une quarantaine d'initiatives différentes, notamment la réduction des droits de douane et la mise en place d'un «programme d'habilitation» destiné à aider les travailleurs et les entreprises pendant la période d'ajustement. Plus tard dans l'année, la Banque mondiale a cofinancé avec l'Agence française de développement un prêt de soutien budgétaire au gouvernement, qui a marqué le début d'une relation prolongée comportant l'octroi de trois prêts supplémentaires les années suivantes, pour un total de 175 millions de dollars EU. Les IED ont augmenté, ainsi que les exportations. La croissance s'est accélérée, passant de 1,5 pour cent en 2005 à plus de 5 pour cent en 2007-2008, avant que la crise mondiale n'entraîne un nouveau ralentissement en 2009. Malgré l'ampleur du programme de

réformes et les demandes concertées du pays, la communauté internationale n'a pas accordé de prêts concessionnels à Maurice en raison de son statut de pays à revenu intermédiaire [Maurice, 131].

Pour aider les petits agriculteurs à s'adapter à la concurrence des importations après la libéralisation agricole qui a suivi l'accession de la Chine à l'OMC, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a travaillé avec le gouvernement chinois pour élaborer un programme destiné à aider les petits agriculteurs à s'adapter aux nouvelles incitations commerciales. Ce programme quinquennal, lancé en 2003 et financé à hauteur de 40 millions de dollars canadiens, visait à former plus de 20 000 agriculteurs, vulgarisateurs et fonctionnaires dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments et des règles commerciales de l'OMC. Il s'agissait en fait d'un programme pilote, qui a donné lieu à des actions complémentaires que la Chine continue de mettre en œuvre aujourd'hui [Chine, 89].

Le Costa Rica a exécuté un ambitieux programme d'ouverture commerciale grâce auquel il a progressivement réduit ses droits de douane d'une moyenne de 46,3 pour cent en 1982 à 16,8 pour cent en 1989, puis après son accession au GATT en 1990 et ensuite à l'ALEAC en 2009, à 5,87 pour cent en moyenne en 2010. Pendant cette période, le gouvernement a reçu le soutien de la BID, de la Banque centraméricaine d'intégration économique, de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU, de la CNUCED, de l'OECD et de l'OMC. Cette assistance a pris différentes formes: formation de négociateurs commerciaux, achat de matériel et de logiciels spécialisés, financement de nombreuses réunions, programmes en faveur des petits agriculteurs et des PME concernant les normes, et soutien pour répondre aux exigences des sociétés multinationales afin de participer aux chaînes d'approvisionnement. L'expérience des négociations commerciales a conduit à la conclusion d'accords de libre-échange avec 42 pays – ce qui signifie que plus de 75 pour cent des exportations du Costa Rica sont admises sur les marchés étrangers dans le cadre de tels accords. Cela a contribué à une forte croissance économique et la pauvreté a diminué de plus d'un tiers, passant de 28,3 pour cent de la population en 1989 à 18,5 pour cent en 2009 [Costa Rica, 157].

Soutien à la modification des stratégies de développement nationales

L'expérience a montré que les réformes commerciales n'entraînent pas nécessairement la croissance économique et la réduction de la pauvreté escomptées. Hoekman et Olarreaga (2005) ont illustré l'importance de politiques complémentaires dans leurs estimations quantitatives des gains

tirés de la libéralisation. Hallaert (2010) a montré que l'impact des réformes commerciales sur les échanges et la croissance économique dépend de l'application de politiques compatibles et complémentaires. Premièrement, des politiques compatibles sont nécessaires pour réduire le risque de revirement, et un environnement macro-économique approprié est essentiel pour qu'une réforme commerciale soit durable. Deuxièmement, il est généralement nécessaire de développer l'infrastructure, de soutenir le développement du secteur financier et bancaire, de renforcer les capacités des secteurs public et privé ou de soutenir certaines réformes de la réglementation pour que les entreprises puissent tirer parti des nouvelles incitations en matière de prix. Le Kenya, le Ghana et le Cap-Vert ont lancé des programmes de réforme complets dans le cadre de leurs stratégies nationales de développement.

Au Kenya, le programme a consisté à supprimer les obstacles à l'investissement privé et à la croissance. En 2005-2006, le pays a dressé un inventaire des licences commerciales, droits et redevances et a conclu qu'il y en avait tout simplement trop – 1 325 – pour que cela soit compatible avec la croissance du secteur privé. Il a supprimé 315 licences, en a simplifié 379 et en a conservé 294. Dans le même temps, il a créé un registre électronique fournissant aux investisseurs des renseignements

centralisés sur la délivrance de licences et l'exploitation d'une entreprise. Il a mis en place une Unité de la réforme réglementaire des entreprises chargée de superviser les licences et de contrôler toutes les nouvelles réglementations proposées au moyen d'une évaluation d'impact. Le cas d'expérience indique que ces efforts ont entraîné un «*accroissement ... des flux d'IED, des investissements locaux et de la création d'entreprises ... une augmentation de l'emploi ... et la fourniture plus efficace des services publics*» [Kenya, 17].

Dans le cas du Ghana, le programme était plus vaste, englobant la stabilisation de l'environnement macro-économique, des réformes du secteur financier, de nouvelles procédures d'enregistrement des entreprises, le développement de l'infrastructure, des réformes du secteur public et de la justice et des réformes des droits fonciers et des droits de propriété. Ce programme a servi de base à l'organisation de programmes avec les partenaires de développement au moyen de mémorandums d'accord signés, entre autres, avec le DFID, la DANIDA, l'IDA, la GTZ, la BafD, la SFI, l'UE et les gouvernements des États-Unis, de la France, du Japon et de la Suisse. Il a été à l'origine de plusieurs améliorations des procédures qui ont apparemment abaissé le coût de l'activité commerciale et augmenté les échanges [Ghana, 65].

AMÉLIORATION DES POLITIQUES: SYNOPTIQUE DES RÉSULTATS

Sri Lanka	Les laboratoires accrédités ont vu leur clientèle (exportateurs) augmenter de 72 pour cent et, grâce à l'amélioration de leurs services (et d'une aide complémentaire fournie au secteur), les exportations de poisson de Sri Lanka sont passées de 7 742 tonnes en 2002 à 15 014 tonnes en 2008 [Sri Lanka, 115].
Indonésie	L'amélioration des techniques de fumigation a permis d'obtenir la reconnaissance mutuelle et d'éviter un retraitement en Australie, ce qui a entraîné une économie estimée à 4 millions de dollars EU; environ 12 tonnes de bromométhane, substance appauvrissant la couche d'ozone, n'ont pas été utilisées grâce à des pratiques de fumigation efficaces [Indonésie, 151].
Honduras	Après la réforme de la réglementation des entreprises, le délai nécessaire pour créer une entreprise a été ramené de 62 jours en 2005 à 20 jours en 2008 [Honduras, 247].
Ghana	Parmi les réformes de la réglementation figure la création d'un tribunal de commerce pour accélérer le règlement des différends commerciaux et l'exécution des contrats [Ghana, 65].
Maurice	La réforme de la politique commerciale a eu des effets particulièrement positifs sur l'IED, qui a été multiplié par cinq entre 2002 et 2007, atteignant 11 millions de roupies; le taux de croissance a progressé jusqu'au début de la récession mondiale [Maurice, 131].
Amérique centrale	Les activités de renforcement des capacités SPS et l'amélioration de la réglementation sanitaire ont généré plus de 100 millions de dollars EU d'exportations vers les États Unis depuis 2006 [Amérique centrale, 223].

Source: Sous échantillon de résultats choisi dans la base de données OCDE/OMC sur les cas d'expérience.

Pour le Cap-Vert, le processus d'accession à l'OMC a été un élément moteur de la réforme. Le gouvernement s'est engagé à consolider les droits de douane à un niveau moyen de 19 pour cent. Comme les droits de douane servent essentiellement à alimenter les recettes, le pays a engagé un programme de réforme du recouvrement. Mais ce programme est allé bien au-delà des droits de douane – et le soutien des donateurs dans les domaines liés au commerce est allé bien au-delà de l'assistance technique de l'OMC. Le programme prévoyait notamment d'améliorer la gestion de la pêche, l'infrastructure, les télécommunications, les aéroports et les ports, ainsi que l'énergie et une partie de la réglementation des entreprises. Bien qu'il reste beaucoup à faire – notamment en matière de réglementation des entreprises – les réformes ont permis jusqu'à présent une augmentation de l'IED et, surtout, une augmentation des revenus à un rythme plus rapide que dans le reste de l'Afrique au cours des dernières années [Cap-Vert, 222].

D'autres pays ont fait état de réformes analogues de grande envergure qui ont donné des résultats positifs [Ouganda, 100; Tanzanie, 286].¹⁴ Le Burundi [211] indique qu'il a engagé de vastes réformes pour améliorer le recouvrement des recettes douanières et des autres recettes intérieures.

Renforcement des normes relatives aux produits et au travail

Le respect des normes est un obstacle majeur pour les exportateurs, notamment dans les pays à faible revenu; les cas d'expérience qui traitent des programmes offrant ce service sont donc à noter. Ces programmes ont été mis en place notamment en Amérique latine [252] et [253], au Bangladesh [208], dans les Caraïbes [169], en Amérique centrale [223], en Afrique de l'Est [61] et [92], au Maroc [179], au Pakistan [115] et à Sri Lanka [91]. En Gambie, par exemple, l'UE, à travers son Programme de qualité de l'Afrique de l'Ouest exécuté par l'ONUDI, a soutenu un effort important pour aider les entreprises à se conformer aux normes de qualité internationales. À l'origine, le programme devait être achevé à la fin de 2007 mais seulement deux composantes sur six sont actuellement en voie d'achèvement; la rénovation d'un laboratoire de métrologie est presque terminée, et un Bureau national des normes a été établi en décembre 2010 et des normes nationales SPS et Codex ont été adoptées pour les huiles comestibles, l'étiquetage et la publicité. Le projet a été prolongé d'un an [Gambie, 45]. Ce qui aurait pu être considéré, il y a dix ans, comme des normes de «niche» est désormais plus courant et offre un potentiel de croissance et de différenciation des produits. Ainsi, les exportations de produits biologiques certifiés de l'Ouganda sont passées de 10 millions de dollars EU

en 2004-2005 à 37 millions en 2009-2010 [Afrique de l'Est, 102].

Les travaux de l'*Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura* (IICA) dans l'ensemble des Amériques sont un exemple des diverses manières dont l'assistance des donateurs peut servir à promouvoir les normes internationales et les exportations dans le secteur agricole. L'IICA a élaboré des projets avec l'aide du Département de l'agriculture des États-Unis pour permettre aux pays de participer aux réunions sur les normes à l'OMC, mais il est devenu évident qu'il fallait un projet plus ambitieux. Un projet de cinq ans a donc été lancé afin d'encourager les discussions internes sur les normes dans les capitales avant toute réunion sur les questions SPS à Genève, et les cours de formation de l'OMC ont souvent complété cet effort [Amérique latine, 251]. L'IICA a également mis au point un précieux ensemble d'outils pour améliorer le respect des normes SPS et le fonctionnement des services de sécurité sanitaire des produits alimentaires et agricoles [Amérique latine, 253].

Pour que l'élaboration de normes permette effectivement d'élargir l'accès aux marchés et de faire en sorte que la qualité des produits soit conforme aux normes internationales, il faut y associer les acteurs privés et les responsables des pays en développement. L'un des enseignements tirés du Projet d'amélioration du café exécuté par l'ITC en Éthiopie est que l'implication des acheteurs dans la conception du projet a joué un rôle important. Leurs connaissances directes se sont révélées très utiles pour assurer l'efficacité des interventions [Éthiopie, 75]. De même, pour faciliter la participation des PMA à la fixation des normes, il faut dispenser une formation tout au long du processus de conception et d'application des normes dans le pays.

Les normes du travail sont également importantes. Au Cambodge, la SFI de la Banque mondiale a collaboré avec l'Organisation internationale du travail pour établir un programme intitulé «Pour de meilleures usines au Cambodge» (BFC). Ce programme comporte un mécanisme de surveillance dans le cadre duquel des inspections sont effectuées sans préavis dans les usines pour vérifier les conditions de travail – sorties de secours adéquates, toilettes et horaires. En combinant les efforts de supervision dans le cadre de ce programme public-privé, les sociétés multinationales ont pu regrouper leurs inspections et leurs vérifications avec les inspections locales, avec l'agrément de la SFI et de l'OIT. Le programme, complété par une formation à l'intention des cadres, offre un système de gestion de l'information pour surveiller les conditions de travail. On considère généralement qu'il a permis d'améliorer non seulement les conditions de travail mais aussi la productivité,

car l'absentéisme et le taux de rotation du personnel ont diminué [Cambodge, 126]. En outre, de meilleures conditions de travail attirent les acheteurs soucieux de leur réputation, qui peuvent demander au BFC de fournir un rapport sur les résultats des contrôles effectués dans les usines qui les intéressent. À partir des données recueillies par le BFC au niveau des usines, Oka (2009) constate que le fait d'avoir au moins un acheteur particulièrement soucieux de sa réputation incite les usines à mieux se conformer aux normes. D'autres études ont montré que, pendant la crise mondiale, les entreprises participant au programme BFC et aux programmes de certification analogues dans d'autres pays ont subi moins d'annulations de commandes que les autres.

Un nouveau sujet de préoccupation pour les pays en développement est l'importance croissante des normes privées dans le commerce. Ces normes sont souvent fixées par les grands détaillants importateurs ou leurs associations, parfois avec le soutien formel ou informel de leur gouvernement. En 2008, l'ONUDI a commencé à débattre de ces normes lors d'un forum organisé avec des producteurs privés, des gouvernements et diverses parties prenantes. Parrainé par la Norvège, ce forum a abouti à la rédaction d'un guide, *Making Private Standards Work for You*, destiné à rendre transparentes diverses normes dans trois secteurs à forte intensité de main-d'œuvre qui intéressent plus particulièrement les pays en développement, à savoir l'habillement, la chaussure et l'ameublement [Mondial, 112].

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET AMÉLIORATION DE LA COORDINATION POUR ACCROÎTRE LES ÉCHANGES

Le plus grand nombre de cas d'expérience relatifs au commerce concerne l'assistance technique destinée à renforcer les capacités et les compétences au sein des gouvernements des pays en développement. Il y a plusieurs définitions du renforcement des capacités liées au commerce. L'OMC¹⁵ y inclut les capacités humaines (formation de négociateurs professionnels), les capacités institutionnelles (douanes et normes) et l'infrastructure. Dans une définition plus restreinte, Prowse (2002) a mis l'accent sur le développement de la capacité technique des gouvernements d'élaborer et d'appliquer un large éventail de politiques susceptibles d'accroître les échanges. Estimant que les efforts des gouvernements et des donateurs étaient trop fragmentés pour être efficaces, elle a préconisé une approche plus stratégique et globale, qui allait aboutir plus tard à la création du Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré renforcé (voir ci-dessous). Dans un document de travail destiné

à une réunion d'experts du CAD de l'OCDE, Whalley (1999) a adopté une approche très semblable et c'est cette définition plus étroite qui est utilisée dans cette section.

Comme dans l'échantillon global, la région la plus représentée dans les cas d'expérience est l'Afrique subsaharienne, même s'il y a aussi des cas provenant du Cambodge, des Caraïbes, du Cameroun et des Comores. Cette catégorie est l'une des plus diverses. Elle comporte trois groupes de projets d'assistance technique. Premièrement, certains cas d'expérience décrivent les efforts faits aux niveaux mondial, régional ou national pour *créer des connaissances et des capacités* afin d'aider les pays à intégrer davantage le commerce dans leurs programmes de développement nationaux. Deuxièmement, d'autres relatent la fourniture d'une assistance aux gouvernements pour améliorer la *formulation de la politique commerciale* ou mener des négociations commerciales. Et troisièmement, il y a les cas d'expérience qui traitent des efforts faits pour aider les gouvernements à comprendre et appliquer certaines lois relatives au commerce, notamment les *nouveaux régimes de propriété intellectuelle*.

Projets axés sur les connaissances et les capacités

Au niveau national, l'un des programmes les plus ambitieux visant à renforcer la capacité de formuler et d'appliquer la politique commerciale est le Cadre intégré renforcé (CIR). Né en 2007 des premiers efforts faits pour doter les PMA de capacités de gestion du commerce, le CIR a été renforcé et transformé en un fonds d'affectation spéciale ayant son propre secrétariat et ses propres ressources, qui devaient atteindre 240 millions de dollars EU environ. Ces ressources devaient être mises à la disposition des gouvernements des PMA pour qu'ils puissent remédier aux déficits de personnel technique grâce à une formation et à des projets ciblés de leur choix. Le fonds a continué à financer des études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC), programme lancé en 2001 qui a produit des études exhaustives sur les obstacles au commerce liés à l'infrastructure, aux institutions et aux politiques dans chaque pays. Ces études comportaient également un examen des besoins d'assistance technique destiné à mobiliser le soutien des donateurs et devenir un moyen de coordination de l'Aide pour le commerce dans les pays.

Environ 31 cas d'expérience mentionnent le CIR, et plusieurs font état des activités qu'il parraine pour améliorer la conception de la politique commerciale. Le Lesotho [150], par exemple, raconte les efforts déployés pendant dix ans par le CIR et les organisations qui l'ont précédé pour l'aider à surmonter ses

énormes problèmes commerciaux, liés à son enclavement, à sa dépendance à l'égard de l'industrie du vêtement et à ses capacités techniques limitées. Cet effort a été essentiel pour aider le pays à mobiliser un financement des donateurs pour l'Aide pour le commerce – une grande partie de ce financement allait aux secteurs sociaux, au détriment des investissements dans des sources de croissance potentielles, dont beaucoup étaient liées au commerce.

Le cas d'expérience de la Zambie [154] relate le long chemin – parfois chaotique, parcouru pour mettre en œuvre une stratégie commerciale cohérente, avec l'appui du CIR et de son prédécesseur. L'EDIC a été validée avec les donateurs et les responsables gouvernementaux en juillet 2005, mais en raison de consultations insuffisantes avec les parties prenantes, y compris au sein du gouvernement, elle n'a été approuvée par ce dernier qu'un an plus tard. En outre, les changements de personnel et l'expertise technique limitée des donateurs ont compliqué la mise en œuvre – le principal organisme d'exécution ayant lui-même une capacité limitée pour réaliser certains des projets et réformes envisagés dans l'EDIC. Malgré ces difficultés, «le CIR a obtenu quelques résultats notables en Zambie». La prise de conscience de l'importance du commerce pour la croissance a amené à inclure le commerce dans la stratégie nationale de développement et des éléments clés dans la stratégie de réduction de la pauvreté. Cela a permis d'améliorer l'efficacité et de mobiliser des ressources supplémentaires auprès des donateurs. Et c'est devenu pour la Zambie le principal moyen d'obtenir des ressources au titre de l'Aide pour le commerce. C'est aussi devenu un instrument essentiel pour établir des partenariats productifs avec de nombreux donateurs et groupes d'ONG, comme en témoignent les travaux menés par CUTS et le gouvernement finlandais pour identifier de nouvelles possibilités de diversification économique, faire connaître les opportunités au moyen d'ateliers et recenser les contraintes (en matière d'infrastructure, par exemple) auxquelles le gouvernement pourrait remédier avec l'aide des donateurs [Zambie, 180].

Outre le CIR et les autres efforts déployés au niveau national, certains projets de renforcement des capacités ont lieu aussi au niveau régional. L'un des plus ambitieux a été l'initiative conjointe de l'Institut de gestion de l'Afrique orientale et australe et de l'Université de Lund en Suède, financée par la SIDA. Ce projet de grande ampleur visait à accroître les capacités des décideurs africains, principalement ceux des PMA, par un effort soutenu de formation professionnelle et universitaire qui a débuté en 2006. Le programme a permis de former chaque

année quelque 300 représentants des secteurs public et privé des pays africains à faible revenu. Rien qu'en 2010, il y a eu 617 participants [Afrique, 95]. Un autre exemple de ce genre est le programme de l'OEA qui délivre une maîtrise professionnelle à l'University of West Indies [Amérique latine, 84].

Au niveau mondial, plusieurs cas d'expérience illustrent les efforts faits pour recueillir des renseignements susceptibles d'être utiles aux pays en développement. Ainsi, l'ITC a décrit les actions qu'il mène pour fournir aux pays en développement des données sur l'accès aux marchés pour leurs exportations, notamment sur les obstacles tarifaires et non tarifaires sur les principaux marchés. Mises en place en 1999, la Carte du commerce et les Cartes d'accès aux marchés de l'ITC ont gagné en popularité, et ce projet de 22 millions de dollars EU compte désormais 130 000 utilisateurs. Ce service fonctionnait à l'origine par abonnement mais, en 2008, l'ITC a commencé à le mettre gratuitement à la disposition d'un large éventail d'utilisateurs dans les pays en développement pour les aider à formuler des positions de négociation et à rechercher des débouchés à l'exportation [Mondial, 73]. Un autre exemple d'outil à usage mondial, même s'il a beaucoup moins d'utilisateurs, est le *Guide des ressources interinstitutions sur le renforcement des capacités commerciales* de l'ONUDI. Il s'agit d'un recueil des activités de renforcement des capacités menées par les donateurs bilatéraux et multilatéraux [Mondial, 113].

Troisième exemple, l'initiative prise par le Secrétariat du Commonwealth pour produire des données, des outils et des analyses sur la place des femmes dans le commerce aux niveaux mondial, régional et national; cette initiative a donné lieu, entre autres, à un *Guide d'action sur les femmes et le commerce*, à un site Web sur le même sujet et à une analyse de la place et des droits des femmes dans les APE entre l'UE et les pays ACP, ainsi qu'à des actions de plaidoyer dans plusieurs instances internationales [Mondial, 50] et à un programme de recherche et de formation dont s'est inspiré au niveau régional le Programme pour la parité hommes-femmes de la CDAA [Afrique australe, 55].

Projets visant à renforcer les capacités de négociation et de mise en œuvre

L'Aide pour le commerce a contribué au renforcement de la capacité des négociateurs de participer effectivement aux négociations internationales, de comprendre pleinement les implications juridiques des accords et de les mettre en œuvre une fois conclus. Par exemple, l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) a pu participer de façon plus effective aux négociations à l'OMC grâce au soutien qu'elle a reçu, à

partir de 2000, de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Elle a mis en place un mécanisme qui lui a permis de formuler une approche plus cohérente, dont le point d'orgue a été l'organisation d'une mission complète à Genève en 2005, avec le soutien de l'UE parmi d'autres, même s'il reste difficile de trouver un financement durable [Caraïbes, 259]. De même, plusieurs donateurs, parmi lesquels le PNUD et l'OMC, ont soutenu, à partir de 2003, le programme de renforcement des capacités commerciales de Madagascar [255]. Au lieu de s'adresser aux fonctionnaires chargés du commerce d'un seul pays, d'autres programmes offrent le même cours aux fonctionnaires de plusieurs pays en un lieu unique. Ainsi, à Singapour, l'Université nationale et l'OMC organisent en partenariat un cours régional de politique commerciale de trois mois à l'intention de hauts fonctionnaires des PMA de la région Asie-Pacifique [Mondial, 262].

L'une des obligations imposées aux Membres de l'OMC est l'examen périodique de leur politique commerciale. L'OMC a récemment inclus un examen de l'Aide pour le commerce dans le processus d'EPC pour six pays. Une conclusion de cet exercice est qu'il est particulièrement utile lorsque l'analyse et les recommandations issues de l'examen et des discussions à Genève font l'objet d'un suivi de la part du gouvernement et des donateurs – ce qu'ont fait le Belize et la Banque interaméricaine de développement avec d'excellents résultats [Mondial, 205].

Le financement destiné à soutenir la négociation d'accords de partenariat économique (APE) est un sujet qui revient souvent dans les cas d'expérience. Dans le cadre de son programme «Hub and Spokes», l'UE a cherché à renforcer la capacité des responsables de la politique commerciale des pays ACP de formuler des positions de négociation à l'OMC et pour les APE. Dans les Caraïbes, le projet prévoyait l'organisation d'un processus de consultation «ascendant» associant les entreprises privées et les ONG et les responsables gouvernementaux dans le cadre de groupes consultatifs public-privé, et l'envoi d'un conseiller en matière de politique commerciale régionale au Secrétariat de la Communauté des Caraïbes et au Secrétariat de l'OECD, ainsi que de huit analystes de la politique commerciale dans les pays de la région – Dominique, Guyana, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago. Collectivement, ces actions ont jeté les bases de la préparation des négociations du CARIFORUM avec l'UE au sujet des APE; elles ont aussi permis de former du personnel dans le domaine des règles d'origine, puis d'établir une feuille de route pour la mise en œuvre des dispositions des APE. En outre, une assistance technique a été fournie au Belize et à d'autres

pays des Caraïbes pour les aider à mettre leurs programmes de subventions à l'exportation en conformité avec les règles de l'OMC [Caraïbes, 22 et 258]. À la Jamaïque, le programme Hub and Spokes a mis à la disposition du Ministère des affaires étrangères un analyste de la politique commerciale pour l'aider à élaborer des positions de négociation et à analyser certaines questions, notamment le commerce des services [Caraïbes, 182]. L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a présenté un cas d'expérience relatant une expérience analogue [Afrique, 33]. Les efforts faits par le Soudan pour améliorer sa capacité de négociation avec l'UE sont également représentatifs [Soudan, 93].

Les États-Unis ont aussi fourni une assistance pour la mise en œuvre de leurs accords commerciaux. Ils ont par exemple fourni une Aide pour le commerce liée à leur accord commercial bilatéral avec le Viet Nam à partir de 2001. Le gouvernement vietnamien a utilisé des ressources provenant de l'USAID pour dispenser une formation à l'intention de plusieurs ministères – réunissant finalement 52 organismes différents – et a demandé l'aide de l'USAID pour élaborer une nouvelle législation et de nouvelles règles qui ont ouvert la voie à l'accession du pays à l'OMC en 2007. Ces efforts ont abouti à la révision ou à l'élaboration de près de 100 lois et règlements d'application qui, pris ensemble, ont constitué le fondement de la nouvelle économie de marché qui émergeait alors [Viet Nam, 232]. Comme conséquence, le Viet Nam a vu son revenu augmenter de plus de 7 pour cent par an au cours des dix dernières années, et ses exportations sont passées de 18 milliards de dollars EU en 2001 à 72 milliards actuellement.

Pour améliorer les capacités de négociation, la Banque asiatique de développement (BASD) a adopté une approche plus régionale. Les activités de renforcement des capacités commerciales, qui ont démarré au début de la décennie, ont permis de fournir une assistance technique à plusieurs pays clients. À cette fin, elle a rassemblé des renseignements détaillés sur divers accords de libre-échange (ALE), de manière à créer une base de données transparente à l'usage des négociateurs nationaux – comportant, entre autres, une analyse des tendances, des résumés des principales dispositions et une boîte à outils comparative sur les ALE. Les capacités ont été renforcées grâce à des cours de formation et à la publication de manuels sur le commerce (parfois en partenariat avec la CESAP de l'ONU). Troisième pilier de cette activité, la recherche a permis de produire plusieurs rapports instructifs analysant les avantages des ALE et du Cycle de Doha de l'OMC, les

effets économiques de l'intégration et les coûts du commerce en général. Enfin, en collaboration avec l'OMC, la Banque mondiale et d'autres partenaires multilatéraux, la BASD n'a cessé de préconiser l'adoption des meilleures pratiques pour la formulation des politiques commerciales multilatérales [Asie et Pacifique, 11].

De même, la Banque interaméricaine de développement mène depuis plus de 20 ans un effort soutenu de renforcement des capacités des négociateurs commerciaux dans l'ensemble de l'Amérique latine. Cette action a évolué, passant du renforcement des capacités au milieu des années 1990, lors du lancement des négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), au stade actuel (2006-2011) de renforcement de la capacité d'administrer les divers ALE intrarégionaux, avec plus récemment (2008-2011) la mise en œuvre d'accords d'accès aux marchés et de mesures de facilitation des échanges. Cette action inclut une aide pour l'administration des règles d'origine et l'interopérabilité des guichets uniques. Cette longue histoire a eu des effets très bénéfiques: amélioration des compétences en matière de négociation, meilleure connaissance des capacités de production au niveau intrarégional et amélioration de la coordination entre plusieurs acteurs intéressés par le commerce à l'intérieur des pays [Amérique latine, 213].

En Afrique orientale et australe, le DFID a soutenu, grâce à son programme TradeMark en Afrique australe, les efforts faits par trois communautés régionales – CDAA, CEA et COMESA – pour harmoniser les accords commerciaux, favoriser la libre circulation des gens d'affaires et faciliter la mise en place conjointe d'infrastructures interrégionales. Ces efforts sont issus de la réunion des chefs d'État d'octobre 2008, qui a été à l'initiative de l'action menée pour établir un ALE tripartite portant notamment sur les obstacles non tarifaires, les règles d'origine, la coopération douanière, le commerce de transit, les mesures correctives commerciales, les questions SPS et les DPI. Ils nécessitent des négociations entre 26 pays. Le programme TradeMark en Afrique australe offre un soutien technique aux trois secrétariats, avec entre autres la fourniture d'une assistance technique de courte durée, le renforcement des capacités d'analyse pour la formulation des politiques commerciales et l'amélioration des compétences en matière de négociation. Ces efforts ont contribué à la mise en place de structures institutionnelles pour la conduite des négociations, d'un projet d'accord tripartite avec des annexes qui servira de base aux négociations, d'un projet de feuille de route indiquant le calendrier des négociations et d'un soutien à l'élaboration des modalités et des règles de négociation [Afrique, 49].

À ces efforts de renforcement des capacités de négociation et de mise en œuvre, il faut ajouter les programmes de création de connaissances et de recherche qui informent les négociateurs des conséquences que peuvent avoir différentes politiques possibles. Les banques de développement, les instituts de développement, les universités et les ONG ont produit de riches études concernant les incidences du Programme de Doha pour le développement (PDD) sur les ALE régionaux et sur les accords bilatéraux de commerce et d'investissement de diverses sortes. Ce sujet n'est généralement pas traité dans les cas d'expérience. Parmi les exceptions figure le cas d'expérience qui relate les recherches analytiques de la Banque mondiale sur les biens et services environnementaux et les complexités, les nuances et le potentiel de ces discussions dans le cadre du PDD [Mondial, 167]. Autre exemple, la contribution analytique de l'ODI au débat sur l'Aide pour le commerce en Afrique de l'Ouest, complément controversé et important des discussions sur l'APE dans cette région [Afrique de l'Ouest, 147]. Toutefois, si instructifs soient-ils, ces cas d'expérience et les autres ne sont que la pointe de l'immense iceberg des recherches qui ont contribué à mieux comprendre l'action collective relative au commerce.

Ces projets, comme d'autres formes d'assistance technique, ont rarement des effets directs sur les exportations et les importations. Il n'est pas facile non plus d'évaluer dans quelle mesure les accords commerciaux régionaux ou multilatéraux résultant de la négociation d'APE ou du Cycle de Doha de l'OMC favorisent le développement – simplement parce que ces résultats sont le fruit de négociations qui ne dépendent pas d'un seul acteur, quels que soient les moyens que lui donnent ses connaissances. En outre, l'évaluateur ne connaît pas le scénario contrefactuel: les négociations sur l'APE ou les négociations intrarégionales auraient-elles eu un résultat différent en l'absence de formation ou de diffusion des connaissances? Nonobstant ces réserves, les cas d'expérience offrent un riche compte rendu des efforts faits pour renforcer les connaissances des négociateurs et de ceux qu'ils représentent dans le public, et l'on y trouve peu de désaccords sur la valeur de ces efforts.

Amélioration de la capacité d'appliquer certaines lois commerciales: droits de propriété intellectuelle

Plusieurs cas d'expérience contiennent des descriptions révélatrices de l'amélioration de certaines capacités au niveau national. Ils évoquent par exemple l'assistance technique et le renforcement des capacités fournis au titre de l'Aide pour

le commerce afin d'améliorer la formulation des politiques commerciales, l'administration du commerce, le respect des prescriptions SPS et l'amélioration de la réglementation des entreprises [Colombie, 227; Bangladesh, 202; Botswana, 219; Viet Nam, 195].

Les droits de propriété intellectuelle sont un thème récurrent. Par exemple, l'IDLO a appris à quelque 200 fonctionnaires et acteurs privés comment utiliser les règles de propriété intellectuelle pour promouvoir le développement, dans quatre pays africains – Éthiopie, Mozambique, Namibie et Zambie. Cela a abouti à l'adoption d'une nouvelle politique de la propriété intellectuelle [Afrique, 69] et à un ensemble de recommandations concernant la Loi sur les marques de la Zambie. Ces activités ont également alimenté les discussions sur la propriété intellectuelle qui ont fait partie des négociations sur l'APE [Afrique, 69]. De même, au Cambodge, la République de Corée a parrainé en 2005 quatre types de formation pour 34 fonctionnaires gouvernementaux, ainsi que des recherches conjointes sur des questions de politique liées en grande partie à l'adoption d'accords régionaux, sur les normes SPS et sur les droits de propriété intellectuelle. Cette formation a aidé les fonctionnaires à organiser ultérieurement une action plus large sous la forme d'une approche sectorielle [Cambodge, 79]. Au Viet Nam, le gouvernement suisse a aidé le gouvernement à établir, en trois phases, un régime de propriété intellectuelle conforme à l'Accord sur les ADPIC, dans le cadre de l'accession du pays à l'OMC. Cette assistance a porté sur le cadre juridique, l'amélioration des services administratifs, l'enseignement des DPI dans les universités, les indications géographiques et la protection des expressions culturelles traditionnelles. Ce projet a contribué à l'adoption d'une nouvelle loi sur la propriété intellectuelle en 2005, à la création de tribunaux des DPI en 2007 et d'un institut de la propriété intellectuelle, et au transfert de connaissances sur les questions d'évaluation. La formation de 240 fonctionnaires chargés de faire respecter la loi a été associée à une accélération de la répression et des descentes effectuées pour mettre fin aux activités illicites. Grâce à des cours de suivi sur les indications géographiques, dispensés par la Suisse et la France, le Viet Nam a enregistré trois indications géographiques: l'anis étoilé de Lang Son, le pamplemousse de Doan Hung et l'orange de Vinh. Le Viet Nam et la Suisse se sont ensuite associés pour fournir une aide similaire à la RDP lao [Viet Nam, 96].

Avec un financement du DFID, le Centre international du commerce et du développement durable (CICDD) a fourni une assistance technique à cinq pays – Sierra Leone, Ouganda, Rwanda, Bangladesh et Tanzanie – pour effectuer des évaluations

des besoins concernant la mise en œuvre des DPI à partir de 2007. Ces efforts ont aidé les pays en question à profiter de l'invitation du Conseil des ADPIC de l'OMC pour présenter des évaluations des besoins en vue d'un éventuel financement par des donateurs, de sorte qu'en juin 2010, tous avaient présenté leur évaluation sauf le Cambodge, qui devrait le faire en 2011. Le Cadre intégré renforcé (CIR) fournira en principe un financement pour l'assistance technique complémentaire demandée dans ces évaluations [Mondial, 249].

Aux Caraïbes, un groupe d'acteurs régionaux a lancé un programme destiné à tirer parti des règles de propriété intellectuelle. Ce groupe public-privé – qui comprend, entre autres, l'Association de l'industrie et du commerce des Caraïbes, Caribbean Export, l'Office des négociations commerciales du Secrétariat de la CARICOM et l'OEA – met actuellement en place un programme de formation pour les entrepreneurs concernant trois produits (noix de muscade de la Grenade, coton Sea Island des Antilles et un produit du Belize à désigner) afin de les aider à monter dans la chaîne de valeur en développant des labels. Des activités similaires sont prévues pour la formation universitaire et dans trois pays [Caraïbes, 170].

Avec ce type d'Aide pour le commerce, il est rarement possible de mettre en évidence des résultats directs au niveau de la production. Les programmes mondiaux peuvent très bien apporter de nouvelles idées qui motivent les décideurs et les acteurs privés, donnant lieu à de nouvelles politiques qui peuvent elles-mêmes accroître les échanges, augmenter les revenus, promouvoir la parité hommes-femmes et améliorer l'environnement. Les DPI peuvent à terme rapporter des dividendes sous forme de recettes pour les connaissances musicales, de connaissances transitoires et d'accroissement de l'IED – comme le Viet Nam en a fait l'expérience –, bien que le lien entre le respect des DPI et l'accroissement de l'IED n'ait été établi de manière probante que pour les investissements à forte intensité de technologie dans les pays à revenu intermédiaire.¹⁶

Quelques cas d'expérience indiquent cependant que les nouveaux DPI ont joué un rôle essentiel dans l'accroissement des échanges et de l'IED. En Jordanie, par exemple, la signature d'un ALE avec les États-Unis a incité à mettre en place, en 2001, une nouvelle réglementation en matière de propriété intellectuelle, ce qui aurait favorisé le développement de l'industrie naissante des médicaments génériques. En 2010, 16 sociétés pharmaceutiques avaient un chiffre d'affaires de plus de 500 millions de dollars EU et exportaient 81 pour cent de leur production vers plus de 60 pays. La plus grande, Al Hikma Pharmaceuticals, a désormais des filiales aux États-Unis,

en Europe et dans tout le Moyen-Orient et a développé ses activités de R-D en un réseau mondial de laboratoires [Jordanie, 173]. D'autres cas similaires présentés par l'OMPI à partir de sa base de données IP Advantage portent sur les exportations de bière de la RDP lao [172] et sur l'huile de marula en Namibie [134] (voir ci-après).

APPLICATION DE POLITIQUES INDUSTRIELLES PROACTIVES

La politique industrielle est l'un des sujets les plus controversés en économie du développement. Il s'agit des politiques adoptées par les gouvernements pour favoriser la croissance de tel ou tel secteur. L'objectif déclaré est d'encourager le développement des secteurs où les pays ont un avantage comparatif latent, où il peut y avoir des retombées positives en termes de progrès technologique, d'emploi ou d'autres objectifs sociaux (réduction de la pauvreté ou parité hommes-femmes, par exemple) et où la politique peut compenser le coût de la «découverte» de nouveaux produits. Toutefois, comme le disent Harrison et Rodriguez-Clare (2009), l'argument de la protection n'est valable que lorsque le pays qui adopte la protection a un avantage comparatif latent de sorte que l'industrie prospérera lorsque la protection sera retirée. Les instruments généralement utilisés sont les allègements fiscaux, les prêts bonifiés, les subventions budgétaires, les marchés publics réservés et la protection commerciale. Les instruments de politique commerciale sont notamment les mesures concernant les investissements et liées au commerce, les restrictions sectorielles à l'investissement étranger et/ou privé et les subventions à la politique technologique.

Dani Rodrik, parmi d'autres, est l'un des principaux partisans des politiques industrielles destinées à promouvoir la compétitivité. Son analyse est fondée en grande partie sur la compensation des coûts de «découverte» qui est essentielle pour la diversification et sur la nécessité d'avoir un portefeuille de produits susceptible d'avoir des retombées intersectorielles, argument développé par Hausmann et Rodrik (2003). L'une des justifications de la politique industrielle est généralement qu'elle peut aider le pays à se tourner vers des produits de plus haute technologie, qui ont plus de chances d'accélérer la croissance. Hausmann et Klinger (2006), puis Hausmann et Rodrik (2007), soutiennent que certains types de produits se prêtent à une évolution plus rapide vers des produits nouveaux ou, sinon, créent des externalités qui sont plus susceptibles d'entraîner une transformation structurelle rapide et des gains de productivité.

D'autres, comme Pack et Saggi (2006), ont une position plus critique, faisant valoir que les échecs ont été aussi nombreux que les réussites et que les résultats positifs obtenus dans des régions comme l'Asie de l'Est peuvent s'expliquer par des facteurs autres que la politique industrielle. Après un examen très complet de la littérature empirique, Harrison et Rodriguez-Clare (2009) affirment que les preuves ne sont pas concluantes. Ils font la distinction entre la politique industrielle «dure» et «douce». Selon eux, la «politique industrielle dure» comprend les droits de douane et les obstacles non tarifaires, les subventions à l'exportation et les allègements fiscaux en faveur des entreprises étrangères et nationales. Dans les données disponibles, ils trouvent peu de données permettant de dire que ces politiques peuvent entraîner une croissance ou une diversification plus rapides. Ils affirment qu'elles se rigidifient trop facilement et sont plus sujettes à une manipulation par des groupes d'intérêts. Par contre, la «politique industrielle douce», selon leur formulation – c'est-à-dire les «programmes et subventions destinés, par exemple, à aider certains secteurs en augmentant l'offre de travailleurs qualifiés, en encourageant l'adoption de technologies et en améliorant la réglementation et l'infrastructure» (2009:76) –, est souvent efficace. Une des caractéristiques essentielles de ces politiques est qu'elles tendent à exposer les activités soutenues à la concurrence des importations et des exportations plutôt qu'à les en protéger.

Se penchant sur les exportations, Lederman et Maloney (2010) examinent en détail si «ce qu'on exporte a une importance» et si cela peut justifier une politique industrielle plus agressive. Leur conclusion est la suivante: *«Premièrement, ce qu'on exporte a probablement une importance. Il existe des externalités... et il n'y a aucune raison de penser qu'elles sont associées de façon égale à tous les produits... Deuxièmement, la littérature ne nous donne encore aucune indication fiable sur ce que ces produits pourraient être... Conclusion: «Ce qui est plus important, c'est comment on exporte.»* (2010:85) C'est-à-dire que la manière dont un pays utilise ses ressources pour accroître la productivité est plus importante que le panier de biens qu'il produit.

Données tirées des cas d'expérience: des politiques industrielles douces

Les politiques sectorielles sont fréquemment évoquées dans les cas d'expérience. Les moyens utilisés ne comportent que rarement les larges instruments couramment débattus dans la littérature – protection tarifaire et non tarifaire à la frontière, dépenses fiscales, subventions et marchés publics, ainsi que les mesures interdites par l'OMC telles que les prescriptions en matière de résultats et les subventions à l'exportation.¹⁹

Plus courantes sont les mesures en faveur de certains secteurs qui consistent à dispenser une assistance directe au sujet des techniques de production, à aider au respect des normes, à améliorer la qualité, à diffuser des renseignements sur les débouchés à l'étranger et à déployer des efforts concertés de la part du gouvernement pour surmonter des contraintes dans la chaîne de valeur telles que les transports, avec souvent une petite dose de subventions. Les mesures mentionnées dans les cas d'expérience sont généralement conformes à la notion de «politique industrielle douce» de Harrison et Rodriguez-Clare (2009) ou aux versions sectorielles de ce que Newfarmer *et al.* (2009) appellent les politiques publiques «proactives». ²⁰ Ces politiques visent à remédier aux défauts du marché (tels que le manque de renseignements sur les débouchés à l'étranger), à accroître l'exposition à la concurrence en favorisant activement l'entrée, et/ou à remédier aux obstacles dans la chaîne d'approvisionnement pour réduire les coûts commerciaux.

Augmentation des exportations à la marge intensive: amélioration de la qualité

Bon nombre des projets évoqués visaient à améliorer la qualité – en agissant à la «marge intensive» sur les exportations traditionnelles. Souvent, ces exportations donnaient des résultats médiocres mais elles avaient un potentiel considérable si les obstacles du côté de l'offre pouvaient être surmontés. La fourniture d'une assistance technique pour améliorer la qualité ou la réduction de certains coûts dans la chaîne de valeur de la livraison sur les marchés étrangers étaient des objectifs communs à ces projets, dont la réalisation avait des retombées très positives. Parmi ces projets, certains visaient à améliorer la filière de la banane plantain au Cameroun [19] et celle du coton en Afrique de l'Ouest [Afrique, 30]. On peut citer aussi, entre autres, les actions menées par l'UE au Rwanda pour améliorer la qualité du thé [Rwanda, 194], les projets d'amélioration de la production de riz en Afrique de l'Ouest [Bénin, 13] et de la production de café en Éthiopie [75], la collaboration de l'ONUDI avec le Bangladesh pour améliorer la qualité dans le secteur du prêt-à-porter [Bangladesh, 216], l'aide apportée au Guatemala pour améliorer les cultures biologiques [Guatemala, 53] et au Honduras pour améliorer les légumes orientaux [Honduras, 68], l'amélioration de la pêche à la Grenade [67], l'amélioration de la qualité du lait au Pérou [198], la relance des exportations de noix de cajou transformées au Mozambique [184], l'aide à la Tanzanie dans le secteur du café [Tanzanie, 212], l'aide aux Tonga pour lutter contre la mouche du fruit [Tonga, 99], l'amélioration du cheptel laitier en Indonésie [70] et l'aide à l'Afrique de l'Est pour améliorer le commerce des produits biologiques [Afrique de l'Est, 102].

Les donateurs ont financé plusieurs projets pour aider des producteurs à se conformer aux *normes de qualité* imposées sur les marchés nationaux et étrangers. Par exemple, l'UE a fourni une assistance pour la production de poisson aux Fidji [196], au Honduras [178] et au Mozambique [141] et pour le secteur de l'huile de palme au Ghana [215].

Parmi les exemples d'Aide pour le commerce Sud-Sud figure le projet Coton-4 entrepris en 2008 par le gouvernement brésilien au Bénin, au Burkina Faso, au Mali et au Tchad [Afrique, 30]. Ce projet a notamment consisté à rénover une station expérimentale au Mali et à mettre en place une unité d'évaluation et des vitrines technologiques dans les pays en question. Il a également donné lieu à l'élaboration d'un manuel sur les meilleures techniques de culture pour l'Afrique. Et l'impact le plus direct a peut-être été l'introduction au Mali de neuf variétés de coton brésiliennes. À ces efforts s'est ajoutée une attention portée à l'utilisation durable des sols et à la lutte antiacridienne biologique. Le projet a eu des résultats spectaculaires. Les rendements ont été multipliés par trois, atteignant 3 000 kg par hectare. Globalement, le projet prévoyait une hausse de 10 pour cent des récoltes en 2010. Il a marqué l'expansion de l'assistance technique fournie par le Brésil à l'Afrique, qui a représenté environ 300 initiatives pour un budget avoisinant 60 millions de dollars EU.

Parfois, c'est la politique commerciale du donateur qui pousse une industrie à évoluer – et à s'améliorer. Tel a été le cas pour les producteurs de rhum des Caraïbes, qui étaient face à la perspective de perdre leur accès privilégié au marché de l'UE avec la suppression des contingents préférentiels. Tirant parti de l'aide fournie par l'UE, ils se sont associés, ont plaidé pour un calendrier plus étalé d'élimination des préférences, ont investi dans l'amélioration de la qualité et la différenciation des produits et ont concrètement accru leurs exportations [Caraïbes, 200]. Les efforts similaires faits par les Fidji pour s'adapter à la réduction des prix et des contingents dans l'UE ont donné des résultats plus aléatoires – en partie à cause du retrait de l'assistance fournie par l'UE, qui a invoqué le «non-respect des conditions préalables» posées pour cette assistance [Fidji, 243].

Diversification à la marge extensive: promotion de nouveaux produits

Les politiques industrielles douces visant à favoriser la diversification vers des produits non traditionnels – à la marge extensive – sont également très présentes dans les cas d'expérience. L'effort fait par la Grenade pour améliorer la qualité des produits de la pêche destinés à l'exportation en offre

un exemple intéressant. Pour compenser la vulnérabilité de son environnement, la Grenade a décidé de modifier sa structure commerciale en se diversifiant vers des secteurs très exportables, dont la pêche fait partie. Ce secteur se heurtait toutefois à des obstacles non négligeables, notamment des normes internationales strictes en matière de pêche et des difficultés de stockage et de transport du poisson. En 2003, la Grenade a été admise à bénéficier du programme d'«Amélioration de l'état sanitaire des produits de la pêche», qui a débuté (en 2002) comme mécanisme de soutien destiné à aider les pays tiers à respecter la réglementation européenne dans ce secteur. Ce programme a permis de former des inspecteurs nationaux de la qualité et de dispenser des conseils à l'industrie de la pêche pour améliorer les systèmes de qualité internes, offrant un large éventail de services dans ce domaine: renforcement institutionnel par la création d'un laboratoire chimique des produits, formation des fonctionnaires de l'autorité compétente, voyages d'études dans l'UE pour les inspecteurs et le personnel d'encadrement, aide aux laboratoires d'essais et aux instituts techniques, rénovation des structures de laboratoire, assistance technique pour l'élaboration de manuels et de directives concernant l'assurance de la qualité, assistance technique pour la production de produits à valeur ajoutée, développement de produits, emballage, soutien aux petites entreprises, financement d'infrastructures publiques, etc. Le projet s'est heurté à la capacité technique limitée de

la Grenade ainsi qu'à des problèmes environnementaux (augmentation de la température de l'eau). L'un des résultats majeurs a été l'inscription de la Grenade sur la liste 1 des pays qui peuvent exporter des produits de la pêche vers l'UE, grâce aux excellents résultats enregistrés dans le pays: le secteur est doté d'une législation moderne, les capacités de toutes les parties prenantes ont été renforcées (depuis les inspecteurs de la qualité jusqu'aux pêcheurs et aux fournisseurs) et il y a des laboratoires d'essais bien équipés. Le projet a permis d'accroître les exportations dans ce secteur et d'améliorer la qualité et la variété des produits [Grenade, 67]. D'autres cas d'expérience indiquent cependant qu'il s'agit d'un domaine difficile à faire évoluer. C'est seulement grâce à la détermination exceptionnelle affichée par les fonctionnaires pour trouver des solutions créatives à des problèmes allant du manque de financement aux installations d'essais que les autorités fidjiennes ont réussi à mettre en place de nouvelles normes SPS pour le poisson [Fidji, 196]. Au Mozambique, on a réussi à instituer des normes concernant la pêche, pour s'apercevoir ensuite que la hausse des prix du carburant et d'autres coûts faisait baisser les exportations [Mozambique, 141].

AIDE AUX POLITIQUES SECTORIELLES PROACTIVES: SYNOPTIQUE DES RÉSULTATS

Bangladesh	Les familles des “dames du téléphone” ont vu leur revenu passer de moins de 1 dollar à 100 dollars EU [Bangladesh, 64].
Bénin	Les exportations de riz Nerica ont triplé entre 2007 et 2009 [Bénin, 13].
Burundi	La production d’huiles essentielles fournit des emplois à 40 000 familles [Burundi, 18].
Cambodge	Près de 100 pour cent de la production de riz est désormais admissible à l’importation dans l’UE [Cambodge, 139].
Caraïbes	<p>18 nouvelles marques de rhum introduites sur le marché de l’UE; augmentation de 20 pour cent de l’emploi direct des femmes; onze projets relatifs à l’énergie et à la conservation dans huit pays [Caraïbes, 23].</p> <p>Une aide à la modernisation a été apportée à 20 entreprises, dont plusieurs ont indiqué une baisse de 15 à 20 pour cent de leurs coûts [Caraïbes, 2].</p>
Tchad	Un soutien a été apporté à l’ensemble de la chaîne de production du cuir avec la distribution de 1 200 couteaux/outils nouveaux aux bouchers (200 bouchers) et des mois de formation des artisans qui travaillent le cuir (30 artisans) [Tchad, 225].
Côte d’Ivoire	5 600 agriculteurs ont été formés; ils ont livré 6 000 tonnes de cacao certifié de rendement et de qualité supérieurs, qui ont augmenté leurs revenus [Côte d’Ivoire, 187].
Coton-4 (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad)	Les cultivateurs de coton biologique ont vu leur marge brute augmenter de 30 pour cent et ont dépensé 90 pour cent de moins en intrants; ils se sont également diversifiés pour produire du sésame, des noix de karité et des hibiscus [Afrique de l’Ouest, 37].
Fidji	6 000 hectares de canne à sucre ont été plantés (représentant 12 pour cent de la production totale) [Fidji, 243].
Ghana	Depuis 2009 (après trois années d’exécution du programme d’amélioration de la qualité de l’huile de palme), il n’y a eu aucune alerte ni cas signalé d’exportation d’huile de qualité inférieure à la normale [Ghana, 215].
Honduras	<p>Un projet de développement des capacités de pêche a également permis de créer 20 produits autres que ceux de la pêche traditionnelle pour les agriculteurs [Honduras, 178].</p> <p>Des légumes orientaux nouvellement introduits ont été exportés pour une valeur de 30 millions de dollars EU [Honduras, 68].</p>

AID FOR PRO-ACTIVE INDUSTRY-SPECIFIC POLICIES: RESULTS AT A GLANCE

Indonésie	<p>Les coûts de production des meubles en rotin ont été réduits de 15 à 20 pour cent, et toutes les entreprises qui ont bénéficié d'une aide ont offert des produits nouveaux et améliorés [Indonésie, 185].</p> <p>Les exportations de produits écoexotiques ont augmenté de 9,8 pour cent [Indonésie, 71].</p> <p>La simplification des chaînes de valeur, l'amélioration de la qualité des produits et la réduction des déchets et des coûts ont permis aux cultivateurs de cacao d'augmenter leurs revenus de 20 pour cent [Indonésie, 152].</p>
Royaume des Tonga	<p>19 pour cent de rendement sur le projet d'investissement concernant la mouche du fruit [prévention]; la détection de la mouche du fruit a sauvé le marché [Tonga, 99].</p>
RDP lao	<p>"Beerlao" représente 90 pour cent du marché national de la bière [RDP lao, 172].</p>
Mali	<p>Les variétés de coton brésilien ont eu un rendement trois fois plus élevé que les variétés locales [Afrique, 30].</p>
Mozambique	<p>Les prescriptions sud africaines relatives aux importations de produits de la pêche ont été respectées, ce qui a permis au pays d'exporter vers l'Afrique du Sud [Mozambique, 141].</p> <p>Construction d'un nouveau gazoduc pour l'extraction du gaz; le Mozambique produira environ l'équivalent de 440 millions de barils de pétrole dans le gisement de gaz de Pande [Mozambique, 59].</p>
Namibie	<p>En 2000, les producteurs ruraux d'huile de marula percevaient plus de 60 000 dollars par an, ce qu'ils n'auraient pas pu réaliser autrement [Namibia, 134].</p> <p>La Coopérative de femmes d'Eudafano (EWC) est désormais le deuxième producteur d'huile de marula en Afrique australe et a noué de multiples partenariats avec des entreprises européennes en matière de R D et de commercialisation [Namibie, 134].</p>
Nicaragua	<p>620 producteurs de café et de miel ont sensiblement amélioré leur niveau de vie et leurs revenus [Nicaragua, 98].</p>
Pakistan	<p>Plus de 1 000 foyers d'agriculteurs ont été reliés directement aux compagnies laitières, ce qui a supprimé les intermédiaires [Pakistan, 158].</p>
Pérou	<p>Le temps de séchage de la maca ayant été ramené de trois mois à 45 jours, les coûts et risques de production ont été réduits pour 184 familles, qui ont également vu leurs revenus augmenter [Pérou, 136].</p>
Tanzanie	<p>Les cultivateurs de café certifiés avaient des revenus nets supérieurs de 23 pour cent à ceux des cultivateurs conventionnels et subissaient moins d'accidents de santé dus aux pesticides [Tanzanie, 212].</p>

Source: Sous échantillon de résultats choisi dans la base de données OCDE/OMC des cas d'expérience.

Comme exemple d'assistance technique non agricole, il y a l'introduction des téléphones mobiles au Bangladesh [64]. La Grameen Bank s'est diversifiée dans la téléphonie mobile, offrant aux femmes les moyens de relier les villages au reste du pays, de mieux commercialiser leurs produits et de faire partie du système financier formel. Cela a permis de multiplier plusieurs fois les revenus des «dames du téléphone» et de transformer leur vie et celle de ceux qui bénéficiaient de cette nouvelle connectivité [Bangladesh, 64]. Une assistance technique simple dans le domaine de la téléphonie mobile a également aidé le secteur à décoller en République dominicaine; l'USAID (dans le cadre de ses activités relatives aux ALE) a fourni une assistance pour permettre la portabilité des numéros, et l'introduction d'une nouvelle concurrence a fait baisser les prix et élargi le marché [République dominicaine, 231].

Un exemple tout aussi intéressant est celui du meuble en rotin en Indonésie. Avec le concours de la société allemande GIZ, l'Indonésie a procédé à une étude de la chaîne de valeur intégrée pour les exportations de meubles en rotin, a recensé les contraintes – en matière de productivité, de ressources humaines, de connaissance des marchés étrangers et de capitaux – et a collaboré avec les entreprises et les travailleurs du secteur pour les surmonter. Cette action a notamment eu pour résultat, malgré la crise mondiale de 2008, d'augmenter la productivité, d'améliorer la qualité et d'accroître les exportations de 16 pour cent en 2010 par rapport à l'année précédente (en récession) [Indonésie, 185].

Résultats concrets

Ce groupe de cas mentionne souvent des indicateurs quantitatifs de résultats positifs tels que l'augmentation de la production, des exportations ou des revenus, avec parfois des éléments qui révèlent une amélioration concernant la parité hommes-femmes et l'environnement. Une augmentation des exportations est ainsi mentionnée dans le cas des Tonga [99], de l'Afrique de l'Ouest [13], de l'Éthiopie [75] et du Guatemala [53]. Les femmes ont également fait partie des bénéficiaires selon certains récits – comme celui qui concerne Enterprise Uganda [Ouganda, 116]. Dans le cas de l'assistance technique dispensée à sept pays d'Afrique de l'Ouest au sujet du riz, par exemple, 80 pour cent environ des producteurs étaient des femmes. (Nous reviendrons sur les projets liés à la parité hommes-femmes dans le dernier thème.)

Ces constatations sont conformes aux études économétriques plus sophistiquées qui emploient des techniques neutralisant concrètement les autres facteurs. Brenton et Von Uexkull (2009), par exemple, appliquent une méthode de différence

des différences pour examiner l'effet de 88 programmes de développement des exportations dans 48 pays. Ils constatent qu'en moyenne ces programmes ont coïncidé avec de meilleurs résultats à l'exportation ou les ont précédés. Leur conclusion selon laquelle ce type d'Aide pour le commerce semble lié au développement réussi des exportations doit être tempérée par l'hypothèse relative à ce qui se serait produit en l'absence d'intervention gouvernementale.

MOBILISATION DU SECTEUR PRIVÉ GRÂCE AU FINANCEMENT DU COMMERCE, À LA PROMOTION DES EXPORTATIONS ET À L'AMÉLIORATION DES COMPÉTENCES

L'Aide pour le commerce peut soutenir les efforts faits par le gouvernement pour promouvoir les exportations par d'autres moyens que les politiques industrielles sectorielles. Ce thème regroupe les efforts faits par les gouvernements pour mobiliser le secteur privé – et certains groupes d'intérêts – en faveur des exportations et d'un remplacement efficace des importations. Les cas d'expérience présentés entrent généralement dans quatre grandes catégories: efforts faits pour fournir un *financement du commerce*; efforts intersectoriels pour trouver de *nouveaux débouchés à l'exportation*; programmes spécifiques, *y compris en faveur des PME*; et actions en faveur de la *place des femmes dans le commerce*. Les cas d'expérience relatifs à ces domaines constituent ensemble 20 pour cent du total et portent sur un large éventail de projets.

Financement du commerce

Le financement du commerce est l'huile dans les rouages du commerce. Il a pris de l'importance à la suite de la crise mondiale de 2008, lorsque les marchés financiers se sont figés, que les primes de risque ont augmenté et que les banques des pays riches ont rapatrié leurs fonds pour se recapitaliser (voir Chauffour et Farole, 2009; Haddad, 2009; Chauffour et Malouche, 2011). Sur l'insistance de l'OMC et d'autres, la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque asiatique de développement (BASD), la Banque islamique de développement (BISD) et d'autres ont accru leur soutien aux banques qui offrent des crédits aux commerçants des pays en développement.

Cet effort est relaté dans le cas d'expérience sur le Programme de financement du commerce de la BASD. La BASD a accordé environ 2,8 milliards de dollars EU de financement du commerce en 2010. Elle a attiré environ 1,5 milliard de dollars EU de cofinancement et collabore avec plus de 200 banques dans 14 pays d'Asie de l'Est et du Sud. Elle a également apporté son aide à environ 500 PME. Près de la moitié du commerce ayant

bénéficié de l'appui du programme en 2010 est un commerce Sud-Sud [Asie et Pacifique, 8]. La BERD a fait part d'un programme similaire basé sur des contre-garanties en faveur du financement privé. En 2008, le programme fonctionnait dans 18 pays, avec 56 banques participantes et 119 banques confirmatrices, et un volume total d'affaires supérieur à 900 millions de dollars EU. Le programme a également permis d'apporter aux banques participantes une assistance technique qui les a aidées à améliorer la précision de leurs opérations – les deux tiers d'entre elles ont fait part d'une réduction importante du délai de traitement, et la moitié ont indiqué une amélioration de la gestion des risques [Europe orientale, 39]. La Banque interaméricaine de développement (BID) a également intensifié ses activités de financement du commerce grâce à son Programme de relance du financement du commerce. À la fin de 2010, ce programme avait permis d'approuver plus de 1,2 milliard de dollars EU de lignes de crédit et d'émettre des garanties de plus de 800 millions de dollars EU, ainsi que de constituer un réseau de 72 banques émettrices dans 19 pays. Près des trois quarts de ces banques s'adressent principalement aux PME.

Comme dans le cas de la BASD, le financement était destiné en grande partie au commerce intrarégional Sud-Sud [Amérique latine, 117]. En Asie centrale, par exemple, la BISD a joué un rôle de catalyseur grâce à l'aide qu'elle a fournie sous forme de financement du commerce, et elle élabore actuellement une feuille de route pour l'Aide pour le commerce dans la région [Asie centrale, 192]. La Banque mondiale, à travers son agence chargée du secteur privé, la Société financière internationale (SFI), a doublé son Programme mondial de financement du commerce – lequel a émis des contre-garanties pour un montant de 3 milliards de dollars EU et créé un Programme mondial de liquidités pour le commerce qui fournira 50 milliards de dollars EU d'aide en liquidités pour soutenir les partenariats public-privé.²¹

L'accès au crédit en général, et pas seulement le financement du commerce, joue un rôle essentiel pour le secteur privé tout entier. Les résultats économétriques figurant dans Hallaert *et al.* (2011) montrent qu'un accès difficile au crédit constitue un important obstacle au commerce. Ils indiquent qu'une hausse de 10 pour cent du ratio crédit-PIB dope la croissance économique de 1,8 pour cent grâce à son impact sur le commerce. Ce résultat est conforme au constat fait par de nombreux pays en développement et, selon *Enterprise Surveys* (Banque mondiale, 2010), l'accès au crédit constitue un obstacle majeur à l'activité des entreprises.

Programmes de promotion des exportations

Les efforts faits pour promouvoir les exportations sont souvent mentionnés dans les cas d'expérience relatifs à l'Aide pour le commerce. Aux Caraïbes, par exemple, l'Agence de développement des exportations des Caraïbes a reçu une aide de l'UE pour fournir des services de soutien destinés à accroître le commerce. Le projet de 6,8 millions d'euros sur deux ans et demi a pris fin en 2010. Une aide a été apportée aux entreprises pour remédier aux lacunes des processus opérationnels; elle a permis d'améliorer la qualité des produits et des services, d'accroître la productivité et de réduire les coûts de transport, et des subventions ont été versées à 197 entreprises de la région [Caraïbes, 207]. La Trinité-et-Tobago figure parmi ceux qui ont utilisé cette facilité avec succès [Caraïbes, 188]. L'Ouganda a également investi dans la promotion des exportations en faveur des entreprises, collaborant avec l'ITC pour réaliser une enquête sur les entreprises destinée à poser les bases d'une assistance et d'une révision de la politique [Ouganda, 77]. Le programme tunisien de promotion des exportations, Famex, a récemment fait l'objet d'une série d'évaluations d'impact rigoureuses [Tunisie, 130] qui montrent qu'il a permis d'améliorer notablement les résultats à l'exportation des entreprises «traitées».²² Au niveau mondial, l'ITC a déployé une énergie considérable en faveur des exportations du secteur privé. Il a par exemple élaboré un système d'apprentissage modulaire pour la gestion des chaînes d'approvisionnement par les exportateurs. Le programme est désormais proposé par plus de 120 institutions partenaires agréées dans 61 pays, et plus de 25 000 personnes ont suivi le cours en 18 modules [Mondial, 193].

Programmes destinés aux PME

Plus d'une vingtaine de cas d'expérience relatent les efforts faits par les gouvernements pour développer et promouvoir les exportations grâce à divers mécanismes. Certains de ces programmes comportaient une formation des entrepreneurs, comme le programme parrainé par l'UE en Azerbaïdjan pour aider les entreprises à bénéficier du SGP [Azerbaïdjan, 12] ou le programme «Coaching Exportador» au Chili [123]. Le Malawi a dispensé une formation en économie des entreprises aux PME [Malawi, 160], et le gouvernement belge a offert des dons et des formations pour améliorer le niveau professionnel des petits producteurs et de leurs associations dans 18 pays en développement en ce qui concerne le commerce durable et les aider à accéder aux marchés [Mondial, 218]. D'autres programmes consistaient à encourager le secteur privé de façon plus générale, comme la Stratégie pour le secteur privé du Kenya [17] ou celle du Ghana [65]. D'autres encore comportaient des efforts plus ambitieux au niveau sous-régional, comme

l'action menée par l'Agence de développement des exportations des Caraïbes pour offrir une gamme de services en matière de commerce et d'investissement aux entreprises de la région, y compris les PME, avec l'appui technique et financier de l'UE, du DFID, de la GIZ, de l'ACDI, de l'ITC, de la BID, de l'OEA et de la Banque mondiale parmi d'autres [Caraïbes, 20]. La Société interaméricaine d'investissement (SII) de la BID a un programme similaire, lancé au Guatemala puis étendu à l'ensemble de l'Amérique centrale et des Caraïbes, qui permet aux PME d'accéder aux marchés étrangers en les aidant à trouver des débouchés, en recueillant des données sur les opérations des sociétés et en apportant une assistance technique à un groupe choisi de demandeurs [Amérique centrale, 121].

D'autres cas portent sur la manière dont l'Aide pour le commerce peut être utilisée pour aider les PME à élaborer des technologies qui respectent l'environnement. Le gouvernement suisse a ainsi élaboré, en collaboration avec l'ONUDI et le PNUE, un programme destiné à aider les entreprises colombiennes à mettre en place des technologies vertes parallèlement à d'autres programmes d'appui aux PME portant par exemple sur des conseils en commercialisation, la conformité aux normes internationales et l'amélioration de la gestion [Colombie, 183]. De même, l'Initiative pour le commerce durable (IDH) des Pays-Bas offre des subventions de contrepartie afin d'aider les PME à exporter vers l'UE sur la base de technologies durables et de pratiques de travail équitables [Mondial, 256]. La CNUCED et le PNUE ont contribué à la mise en place d'un programme de production biologique dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est [102].

Programmes en faveur des femmes chefs d'entreprise

Outre le financement du commerce et le développement des exportations, de nombreux cas d'expérience relatent les efforts publics et privés pour accroître les revenus des femmes grâce au commerce. Ces efforts prennent plusieurs formes. En Namibie, par exemple, une action privée a été associée à la protection des savoirs indigènes au moyen du régime de brevets. Le marula est un arbre qui produit des fruits jaunes de la taille d'une prune contenant des pépins riches en huile, laquelle est utilisée depuis des siècles pour hydrater la peau et faire la cuisine. En 1999, une ONG a eu l'idée de produire de l'huile de marula de qualité supérieure, de façon qu'elle puisse être vendue à l'industrie pharmaceutique. Elle a créé une coopérative de femmes, l'Eudafano Women's Cooperative (EWC), afin de mettre en place une activité d'exportation. En 2008, l'EWC comptait plus de 5 000 femmes réparties en 22 groupes qui produisaient de l'huile de marula à partir des arbres sauvages. Ces produits sont vendus entre autres à Body Shop, Marula Natural Products et Distell. Cette activité a servi de base à une société française, Aldivia, pour lancer un projet de R-D en association avec PhytoTrade, organisme de commerce équitable qui parraine l'EWC, et Marula Natural Products, qui a donné le jour au procédé de marque

«Ubuntu» pour la fabrication de cosmétiques sans solvants. En 2006, Aldivia et ses partenaires sud-africains ont fait breveter ce procédé et, aujourd'hui, les produits à base d'huile de marula se vendent quatre fois plus cher que les autres cosmétiques. L'EWC s'est également diversifiée dans l'exportation d'autres produits. En juin 2010, elle a commencé à commercialiser l'huile de cuisson «ondjove» et d'autres huiles alimentaires au Salon du tourisme de Windhoek. À la suite de cela, les revenus des femmes qui produisent l'huile de marula ont enregistré une hausse spectaculaire. [Namibie, 134].

Plusieurs cas relatent les efforts des gouvernements et des donateurs pour utiliser le commerce en vue d'accroître les revenus des femmes. Le gouvernement canadien et l'ITC ont parrainé un «Programme de renforcement des capacités commerciales en Afrique» (PACT) qui opère en Afrique du Sud, en Éthiopie, au Ghana, au Mali, au Mozambique, au Sénégal et en Tanzanie. Ce programme comporte un volet consacré exclusivement aux femmes, *Accès! Au commerce international pour les femmes d'affaires africaines*. Il a été conçu pour fournir de manière intégrée plusieurs services liés au commerce: formation à l'exportation; formation aux technologies de l'information pour obtenir des renseignements sur les marchés; conseils d'experts sur les marchés déjà prêts; et missions sur l'accès aux marchés. Grâce à ces efforts, 600 petits agriculteurs du Ghana ont exporté 210 tonnes de fruits et légumes frais par semaine vers l'Europe. Deux sociétés sud-africaines de cosmétiques exportent désormais vers le Canada. La marque *Design Africa*, créée avec le Conseil sud-africain des exportations de l'industrie textile, a été introduite avec succès sur les marchés nord-américains. Le programme *Accès!* comporte 22 modules de formation pour les femmes d'affaires africaines, avec 46 formateurs en cinq langues, et il a délivré des certificats à plus de 770 femmes dans onze pays [Afrique, 46; Afrique, 119].

De même, Enterprise Uganda, créée en 2001 avec l'aide de la Norvège, était destinée à fournir des services intégrés de soutien aux PME, mais dans un deuxième temps elle s'est concentrée presque exclusivement sur les femmes. Ce projet a permis de former à la gestion environ 3 832 femmes chefs d'entreprise, dont beaucoup vivaient en milieu rural et étaient peu alphabétisées. Cette formation a souvent été couplée avec une éducation sanitaire concernant le VIH/SIDA. À la suite de cela, le chiffre d'affaires des femmes associées au programme a augmenté de plus de 50 pour cent en

deux ans, il y a eu 500 créations d'emplois et l'investissement s'est accru – de même que les rentrées fiscales. Globalement, les femmes des villes ont plus augmenté leurs revenus que celles de la campagne. Malgré cela, il est peu probable que les activités d'Enterprise Uganda puissent se poursuivre sans le maintien de l'aide du secteur public [Ouganda, 116].

La participation des femmes à l'élaboration des politiques peut améliorer la réglementation au bénéfice de tous. Au Cambodge, le Ministère de la femme et la SFI de la Banque mondiale ont organisé un forum pour relier les organisations de femmes à l'élaboration de politiques permettant de remédier aux problèmes de fiscalité, de corruption et de manque de transparence des lois et règlements. Le responsable du projet de la SFI a appliqué certaines des idées formulées dans *Gender Dimensions of Investment Climate Reform*, un guide destiné à concevoir des programmes qui tiennent davantage compte des préoccupations des femmes. Selon le directeur de projet de la SFI, ces idées ont permis d'accroître la participation des femmes et de militer plus efficacement pour la défense de leurs intérêts. L'un des résultats a été de rendre plus facile l'obtention

des certificats d'origine nécessaires à l'exportation – dont le coût en particulier a été ramené de plus de 100 dollars EU à environ 1,25 dollar EU. Le Directeur exécutif de la Coopérative artisanale cambodgienne, qui compte environ 2 000 membres, a estimé que le forum avait aidé à accroître les exportations de la coopérative [Cambodge, 125].

La recherche sur les politiques qui relie le commerce et la parité hommes-femmes peut aussi jouer un rôle positif. La CNUCED s'est associée au DFID pour réaliser des études concernant l'incidence du commerce sur la parité hommes-femmes, afin de déterminer des politiques en Inde. L'analyse exposée dans le cas d'expérience montre, entre autres choses, que «l'intensité d'exportation a une incidence positive importante sur l'emploi des femmes. Mais les importations n'ont entraîné aucune perte d'emploi pour les femmes» [Inde, 56]. Les auteurs proposent de mettre en œuvre des politiques commerciales tenant compte de la problématique hommes-femmes et favorisant les secteurs qui emploient des femmes, d'élargir les possibilités d'éducation des femmes et de réaliser de nouvelles études relatives à l'incidence du commerce sur la parité en Inde.

MOBILISATION DU SECTEUR PRIVÉ: SYNOPTIQUE DES RÉSULTATS

Amérique latine	Le Programme de relance du financement du commerce a permis de créer un réseau de 72 banques émettrices dans 19 pays, et les transactions commerciales ont dépassé 1 milliard de dollars EU; 73 pour cent des banques se sont concentrées sur les PME [Amérique latine, 117].
Samoa	L'association Women in Business Development Incorporated (WIBDI) a aidé plus de 350 exploitations agricoles à obtenir la certification biologique de l'Association australienne pour l'agriculture durable (NASAA); un contrat commercial a été signé avec The Body Shop International pour la production de 10 à 30 tonnes d'huile de noix de coco vierge biologique par an [Samoa, 257].
Afrique du Sud	Développement par les femmes d'un produit d'assainissement de l'eau à base de nanotechnologies vendu à l'ONU et à diverses ONG dans le monde [Afrique, 46].
Cambodge	Les femmes chefs d'entreprise ont vu leurs exportations augmenter lorsque le prix des certificats d'origine a été fixé à 1,25 dollar au lieu de plus de 100 dollars précédemment [Cambodge, 125].
Tunisie	Fin mai 2010, la diversification des produits et des marchés d'exportation avait entraîné une hausse de 319 millions de dollars EU. [Tunisie, 130].
Colombie	L'assistance technique fournie en usine pour l'évaluation de l'environnement a permis à 158 entreprises de diviser par deux à quatre leur consommation d'eau et d'énergie, de diminuer de moitié leurs déchets solides et de réduire leurs émissions de CO ₂ au delà de l'objectif du projet [Colombie, 183].
Afrique	Le programme Mode éthique a permis de créer 7 000 emplois pour les femmes en milieu rural; 80 pour cent des participantes ont dit que les commandes reçues par l'intermédiaire du programme leur permettaient de subvenir aux besoins de leur famille, et 88 pour cent ont dit que le changement le plus important dans leur vie était la possibilité de prendre des décisions financières indépendantes grâce à leur nouveau revenu [Afrique, 76].

Source: Sous échantillon de résultats choisi dans la base de données OCDE/OMC des cas d'expérience.

ENSEIGNEMENTS DÉTERMINANT L'EFFICACITÉ

La plupart des activités, programmes et projets exposés dans les cas d'expérience indiquent au moins quelques succès. Même si cela tient dans une certaine mesure au biais de sélection de l'échantillon, plusieurs «facteurs de réussite» sont mentionnés qui, associés à l'examen des problèmes rencontrés, renforcent les messages issus des évaluations plus larges que l'on trouve dans la littérature.²³ Ces facteurs sont les suivants.

L'appropriation est essentielle ... sous la forme d'un engagement et d'un leadership de haut niveau de la part du gouvernement

Le facteur de réussite le plus fréquemment signalé est l'appropriation par le pays de l'activité menée au titre de l'Aide pour le commerce. Il est mentionné dans 120 cas d'expérience sur les 269. Cela se comprend, car sans la participation active et le parrainage du gouvernement, les projets ne peuvent guère réussir. L'un des signes d'appropriation le plus souvent cité est l'engagement du gouvernement dans l'activité ou le projet. Certains récits font état de la participation de ministres et même parfois du Président ou du Premier Ministre [Mexique, 114; Kirghizistan, 186]. Cette participation est généralement jugée nécessaire pour faire avancer le projet malgré une administration récalcitrante ou les groupes de pression privés. Au Pérou [137], elle aurait permis de donner une impulsion initiale aux réformes économiques et d'en assurer le suivi. Au Zimbabwe [107], on indique que l'appui «*et l'engagement aux plus hauts niveaux politiques [a été] essentiel pour que le projet de poste frontière à guichet unique de Chirundu se réalise*». L'inverse est également vrai: l'absence de leadership spécifique de haut niveau au début du projet de poste frontière de Beitbridge a entravé l'avancement de ce projet par ailleurs valable [Afrique australe, 267].

... basés sur la participation active et l'implication des parties prenantes

Deux éléments contribuent à l'appropriation nationale: premièrement, l'implication au niveau local et la participation des acteurs locaux à l'élaboration et à l'exécution de l'activité, et deuxièmement le soutien du secteur privé afin de défendre le projet et de lui donner un ancrage grâce à des changements au niveau de l'administration et des pouvoirs publics. Ceux deux éléments jumeaux sont mentionnés comme des facteurs de réussite dans 93 cas d'expérience sur les 269. La participation peut se faire à plusieurs niveaux. La BAfD indique, par exemple, qu'en Afrique [1], les enseignements les plus importants tirés du projet d'interconnexion des réseaux électriques entre le Nigéria, le Togo, le Bénin, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso ont été la nécessité d'assurer l'appropriation nationale et

l'engagement politique des gouvernements dès la conception du projet. À un autre niveau, l'un des facteurs qui ont assuré la réussite du projet de réforme de l'administration des douanes au Cameroun a été la participation des inspecteurs des douanes à la conception des contrats de performance destinés à être utilisés pour les évaluer [Cameroun, 164]. La participation des associations professionnelles au Honduras [247] a été décisive pour la réussite de leurs programmes commerciaux. Et, en Afrique australe, la Confédération des syndicats d'agriculteurs a dispensé des conseils sur les normes agricoles aux négociateurs commerciaux et à la CDAA [Afrique australe, 204]. De même, les réformes destinées à accroître l'efficacité des arrangements institutionnels au Guyana, avec l'appui de la BID, ont reposé sur la participation effective des parties prenantes. «Le ralliement des parties prenantes aux réformes commerciales est aussi important pour réussir que la volonté politique des pouvoirs publics de parrainer ou de faciliter ces réformes» [Guyana, 245].

L'absence de participation des administrations locales peut conduire non seulement à une compréhension erronée de la part des intéressés, mais aussi à un manque d'engagement et d'appropriation qui limite les chances de succès [Gambie, 45] et menace la poursuite du projet après la fin du financement et de l'assistance extérieurs [Îles Salomon, 90]. En Afrique [15], l'une des recommandations relatives aux projets futurs est d'obtenir la participation du secteur privé, par exemple certaines chambres de commerce et associations professionnelles, durant les phases de conception et de mise en œuvre du projet.

Mobilisation des partenariats au niveau interministériel ...

La politique commerciale est interdisciplinaire par nature, de sorte que la coordination et la coopération entre de nombreux acteurs sont indispensables. Les Ministères du commerce, de l'économie, de l'infrastructure, de l'agriculture ou de l'industrie, pour n'en citer que quelques-uns, doivent collaborer pour assurer l'efficacité de la politique. Saner (2010) relève trois rôles joués par la coordination interministérielle: éliminer les politiques et les projets faisant double emploi; gérer les questions transversales (par exemple, démocratie et droits de l'homme, protection de l'environnement, parité hommes-femmes et VIH-SIDA); et intégrer de façon cohérente les nombreux accords commerciaux internationaux et les politiques commerciales. La CNUCED indique que la coordination interministérielle est une première étape essentielle pour mettre en œuvre une politique commerciale réussie.

Les cas d'expérience illustrent ce message comme facteur de réussite – ou d'échec. Au Costa Rica, par exemple, les actions

menées pour attirer des IED dans les chaînes de valeur mondiales ont été handicapées par le manque de coordination entre les institutions publiques [Costa Rica, 156]. Dans le contexte de la réglementation SPS, les Ministères de la santé, de l'agriculture et de l'environnement ont tous joué un rôle. L'objectif de la CAFHSA était d'aider les États de la CARICOM à se conformer aux normes internationales pour stimuler leurs exportations de produits agricoles. Mais, au début, l'absence d'engagement clair au sujet de cet objectif a empêché la coordination entre les ministères et les parties prenantes, ce qui a retardé l'ensemble du programme [Caraïbes, 24]. Dans le contexte du corridor régional, la CEA a résolu le problème essentiel de la coordination interministérielle à l'intérieur de ses membres et entre eux en

renforçant le rôle de son Secrétariat dans la planification et la coordination à long terme, tout en laissant la responsabilité de la mise en œuvre aux États membres [Afrique de l'Est, 229]. À la suite des recommandations de l'OMC, le gouvernement du Malawi a créé une Équipe spéciale interministérielle chargée de la facilitation des échanges, composée de trois ministères et de nombreuses institutions publiques ainsi que d'acteurs du secteur privé. Le rôle principal de cette équipe était de coordonner toutes les initiatives de facilitation des échanges au niveau national et régional. Dans le cas d'expérience, cette action est considérée comme le principal facteur de réussite [Malawi, 7].

Tableau 3. L'enseignement le plus fréquent est qu'il faut renforcer l'appropriation nationale
Nombre de cas d'expérience mentionnant un enseignement particulier

Lesson / Author	Gouvernement bénéficiaire ^a	Gouvernement donateur	ONU ^b	BMD	Entités privées ^c	Total
1 Appropriation nationale	56	38	16	8	2	12
2 Augmentation de la participation locale (c'est à dire mobilisation du soutien du secteur privé)	37	27	21	5	3	93
3 Intragouvernemental et interministériel	9	2	2	0	1	14
4 Mobilisation des partenariats (par exemple entre donateurs dans les corridors)	11	4	4	4	4	27
5 Adéquation et fiabilité du financement extérieur	27	8	7	2	3	47
6 Chaînes de rétroaction entre le gouvernement et les parties prenantes	19	12	3	1	3	38
7 Valeur des programmes de développement intégré (c'est à dire études d'infrastructure/ formation/ terrain)	23	15	8	4	2	52
8 Facteurs exogènes	8	4	2	2	3	19
9 Intérêt soutenu des donateurs	5	7	3	3	1	19
10 Flexibilité dans la conception des projets	12	13	6	1	4	36
11 Connaissances multilatérales associées aux connaissances locales	3	5	5	1	1	15
Nombre total de cas d'expérience par auteur	106	71	55	25	12	269

Note: La somme des colonnes ne correspond pas au total parce qu'un cas d'expérience donné peut mentionner plus d'un enseignement.

Source: Base de données OCDE/OMC sur les cas d'expérience.

... et des partenariats entre donateurs

Un autre thème commun est l'intégration effective des compétences combinées de plusieurs donateurs pour atteindre un objectif particulier d'un programme ou d'un projet. Les projets de corridor, par exemple, réunissent généralement plusieurs donateurs qui collaborent sur différents volets. Ainsi, la Route de la soie, longue de 503 kilomètres, a été divisée en huit tronçons dans le cadre du projet de rénovation, auquel ont participé de nombreuses BMD et IFI.²⁴ L'une des recommandations de l'Azerbaïdjan [74] est d'aborder ces projets à plusieurs donateurs en désignant un seul partenaire de développement comme responsable de la coordination pour pouvoir tirer le maximum des synergies de la coopération. Cette formule est analogue au modèle du CIR, qui comporte un «facilitateur des donateurs» pour tous les projets d'Aide pour le commerce.

Dans la stratégie globale de facilitation des échanges du Nigéria, «le principal facteur de réussite est l'approche de partenariat intégrée, incluant la plupart des parties prenantes ainsi que le secteur privé organisé, et en interaction étroite avec les partenaires de développement, ce qui a permis de mieux harmoniser leur soutien au programme» [Nigéria, 7]. Le fait que tous les partenaires étaient très engagés et avaient une vision commune claire a été une recette de succès pour les projets relatifs aux produits agricoles biologiques en Afrique de l'Est [102], ainsi que dans les efforts faits pour améliorer les normes en Amérique latine avec l'appui du Département de l'agriculture des États-Unis et de l'OMC [Amérique latine, 251].

Adéquation et fiabilité du financement extérieur

L'une des entraves récurrentes à la réussite des activités est la disparité des mécanismes de financement et/ou le manque de continuité du financement. Ainsi, le Malawi [161] indique que, bien que le financement du projet ait été accepté, il n'a pas été décaissé à temps, ce qui a perturbé la chronologie des activités. Certains projets sont considérés comme insuffisamment financés, par exemple au Cambodge [79], mais, en général, on peut se demander si cela est dû à des désillusions liées au projet lui-même ou à une insuffisance de la part de donateurs pris par leur engouement pour le développement. Dans le cas des Tonga [99], les auteurs recommandent que les projets soient dotés d'un financement qui permette de répondre aux besoins imprévus tels que les frais de voyage d'un technicien appelé pour assurer la maintenance du matériel mécanique. D'autres cas soulignent l'importance fondamentale de la prévisibilité et de la fiabilité du financement des donateurs [par exemple, Éthiopie, 190]. Maurice a entrepris une importante série de réformes, mais en raison de son statut de pays à revenu intermédiaire, ses efforts pour obtenir un financement concessionnel associé à l'Aide pour le commerce sont restés vains [Maurice, 81], bien qu'elle ait

reçu en temps utile un soutien non concessionnel de la Banque mondiale et de l'Agence française de développement [Maurice, 131]. Les Fidji se plaignent du fait que les décaissements des donateurs semblent dépendre plus de la fin de l'exercice budgétaire que des nécessités du projet [Fidji, 244]. Comme on peut s'y attendre, l'attribution des causes de ces problèmes dans les cas d'expérience – c'est-à-dire le fait qu'elles soient imputées aux donateurs ou au gouvernement du pays en développement – dépend souvent de l'affiliation institutionnelle de l'auteur.

Chaîne de rétroaction entre le gouvernement et les parties prenantes

La nécessité d'un processus continu de rétroaction entre le gouvernement et les parties prenantes est très liée à l'appropriation nationale et à la participation locale. Ce processus permet de repérer les difficultés potentielles à un stade précoce et de les résoudre plus rapidement [Caraïbes, 2]. Le Kenya [17] relate l'expérience de sa réforme de la réglementation des entreprises et indique que cette coopération et cette coordination étroites entre les fonctionnaires gouvernementaux et l'ensemble des parties prenantes au processus de réforme ont été le moteur principal des progrès notables accomplis. L'Inde a mis en place, en collaboration avec la CNUCED, des mécanismes efficaces de consultation avec les parties prenantes, qui ont contribué au succès de l'assistance technique dispensée en matière de formulation des politiques [Inde, 53]. En outre, la rétroaction et la coopération peuvent conduire à une appropriation solide et donc à la viabilité des projets à long terme, comme le fait observer la Grenade [67]. L'action menée par l'Initiative néerlandaise pour le commerce durable repose sur «l'instauration de coalitions dynamiques entre les organismes publics, les entreprises, les syndicats et les organisations sociales ... afin de transformer ensemble le marché et de faire en sorte que la production et le commerce durables deviennent la norme» [Mondial, 256].

Projets intégrés combinant l'investissement et l'assistance technique

Plusieurs cas d'expérience mentionnent la nécessité de réaliser des investissements complémentaires dans l'approvisionnement ou le renforcement des capacités. Au Cambodge [79], par exemple, un projet de renforcement des capacités entrepris par le gouvernement coréen a dû prévoir la fourniture de matériel de bureau ainsi que son entretien et sa réparation pour le bureau dans le pays. Au Brésil [16], lorsque de nouvelles procédures postales informatisées ont été mises en place dans le cadre du projet *Exporta Facil*, il a fallu organiser des séances de formation pour les fonctionnaires des postes, de l'administration et des douanes afin qu'ils aient suffisamment de savoir-faire pour tirer le meilleur parti de la réforme.

Des retards et des changements peuvent se produire en raison de facteurs exogènes tels que des catastrophes naturelles, des crises politiques ou des récessions mondiales

Il y a toujours des risques singuliers auxquels les projets doivent s'adapter et qu'ils doivent surmonter de la façon la plus efficace possible. Par exemple, la Grenade [67], l'Azerbaïdjan [74] et Montserrat [5] ont subi des retards et des augmentations de coûts importants en raison des catastrophes naturelles qui ont frappé leur région, mais ils sont parvenus à reprendre les activités par la suite. Aux Fidji [79], en Équateur [44] et au Honduras [101], la situation politique instable a entraîné des interruptions temporaires, mais les projets ont également pu reprendre. La crise financière récente a aussi perturbé divers projets, par exemple au Ghana [128] et aux Caraïbes [24], où elle a constitué un obstacle important. En revanche, dans le cas de l'Asie et du Pacifique [8], la BASD indique qu'elle a pu obtenir d'excellents résultats et apporter une aide notable durant la crise financière.

CONCLUSIONS: QU'EST-CE QUI DONNE DES RÉSULTATS?

Une lecture attentive du recueil de cas d'expérience permet de faire quelques conjectures sur ce qui donne des résultats

– bons ou moins bons. En raison des limites inhérentes à ces récits comme instrument d'évaluation, ces conjectures sont proposées afin de susciter de nouvelles recherches plutôt que comme des conclusions définitives.

Qu'est-ce qui donne de bons résultats?

Volume

Le simple nombre des activités exposées dans ces cas d'expérience tend à montrer que les efforts déployés dans le domaine de l'Aide pour le commerce sont importants, qu'ils s'enracinent dans un large éventail de pays et qu'ils occupent désormais une place essentielle dans les stratégies de développement. Le fait que près de 40 pour cent des cas émanent des pays en développement indique la prégnance de ces programmes sur le terrain – et de leurs résultats. Ajouté au fait que le recueil illustre une quantité volumineuse d'assistance technique, cela témoigne des efforts faits par les gouvernements bénéficiaires pour accéder aux informations et aux connaissances mondiales sur la manière d'utiliser l'Aide pour le commerce en vue d'accroître les revenus.

AIDE POUR LE COMMERCE SUD SUD: APERÇU SYNOPTIQUE

Bolivie	L'Argentine a commencé à fournir une assistance technique en 2007 pour les abattoirs et le transport de la viande dans les hautes terres boliviennes [Bolivie, 197].
Coton-4	Programme substantiel d'assistance technique et de développement en faveur des pays du groupe Coton 4 afin d'améliorer les variétés et les rendements de coton [Brésil, 30].
Chine	Aide apportée à la RDP lao pour la planification du développement de certaines régions du Nord [RDP lao, 109].
El Salvador	Le Japon et le Chili se sont associés afin que l'agence d'exportation chilienne ProChile dispense une assistance technique sous diverses formes durant la période 2006-2009 pour le programme d'exportation d'El Salvador – y compris une formation aux tarifs aériens internationaux, la fourniture d'une aide à l'exportation au niveau des entreprises, l'exécution de diagnostics et des visites dans les bureaux de ProChile au Costa Rica [El Salvador, 123].
Mondial	Le Programme de coopération de Singapour exécute plusieurs programmes d'assistance technique et de formation dans divers pays, notamment en Asie. Lancé en 1992, il a permis de former plus de 70 000 fonctionnaires gouvernementaux appartenant à 169 économies [Mondial, 263].
Honduras	Taiwan (Chine) a dispensé une assistance technique aux cultivateurs de légumes orientaux du Honduras, introduisant des variétés à haut rendement résistantes aux parasites et apportant une aide pour le conditionnement des produits exportés [Honduras, 68].
Corée	Programme d'assistance technique au Cambodge pour la formation des responsables du commerce [Cambodge, 79].
RDP lao	Avec l'aide de la Suisse, le Viet Nam a fourni à la RDP lao une assistance technique concernant les DPI [RDP lao, 96].
Nicaragua	Dans le cadre de son programme FO AR, l'Argentine a également fourni des ressources destinées à renforcer les capacités de l'Institut national technologique (INATEC) du Nicaragua [Nicaragua, 199].

Source: Sous échantillon de résultats choisi dans la base de données OCDE/OMC des cas d'expérience

Portée

La diversité des cas d'expérience révèle en outre de nombreuses activités qui ne figurent pas de façon courante dans les données sur l'Aide pour le commerce du SNPC de l'OCDE. Par exemple, presque aucune des expériences relatées par les pays à revenu intermédiaire d'Amérique latine et d'autres régions relativement bien loties n'est financée au moyen de l'APD. En outre, la plupart des projets réalisés par les agences des organismes multilatéraux et bilatéraux qui s'occupent du secteur privé n'y figurent pas, alors qu'ils occupent une place importante dans les cas d'expérience. Il y a là une leçon importante pour les négociateurs commerciaux, qui se concentrent souvent plus sur les sommes d'argent transférées que sur le contenu plus large du renforcement des capacités, des études de politiques, de l'assistance technique et du transfert de connaissances, lesquels, en dernier ressort, sont probablement aussi importants que les transferts financiers.

Résultats

Quatre cas d'expérience rendent compte d'études économétriques qui visent à faire le lien entre l'Aide pour le commerce et les résultats en matière de commerce et d'investissement sur un large échantillon de pays. Le Secrétariat du Commonwealth évoque des études qui montrent qu'un doublement de l'Aide pour le commerce concernant par exemple l'infrastructure serait associé à une hausse de 3,5 pour cent des exportations de marchandises, tandis qu'un doublement de l'Aide pour le commerce concernant la facilitation des échanges ferait baisser les coûts d'importation de 5 pour cent [Mondial, 34]. De même, la CEA de l'ONU indique que, selon ses études économétriques sur l'Afrique, une hausse de 10 pour cent de l'Aide pour le commerce est associée à une progression de 0,4 pour cent de l'indice de diversification économique; l'Aide pour le commerce a aussi un impact statistiquement significatif sur la baisse des coûts commerciaux mesurée selon le coût d'expédition d'un conteneur [Afrique, 104]. L'ODI a étudié une question différente, celle de savoir si les subventions mobilisent des ressources supplémentaires; il constate qu'une unité de subvention mobilise cinq à six unités de prêts et environ 15 unités d'autres financements [Mondial, 85]. Enfin, les États-Unis présentent leur évaluation de l'Aide pour le commerce et de leurs projets liés au commerce.²⁵ Cette évaluation porte sur 265 projets engagés entre 2002 et 2006 sous les auspices de plus de 20 agences des États-Unis, pour un montant de 1,5 milliard de dollars EU. Il y est dit que les projets «qui combinent différentes modalités (assistance technique, formation, matériel) et ceux qui combinent différents efforts pour accroître les exportations avec une amélioration des politiques ont un effet synergétique qui

augmente leurs résultats, mais qu'il n'en va pas de même pour les projets centrés sur les exportations de secteurs multiples» [Mondial, 201].

Aide pour le commerce Sud-Sud

Une autre tendance émergente qui apparaît dans les cas d'expérience est l'Aide pour le commerce Sud-Sud. Elle correspond à la tendance observée par Fengler et Karas (2010) au sujet de la fourniture de l'ensemble de l'aide au développement, à savoir que la part de cette aide provenant de donateurs autres que le CAD et d'organisations philanthropiques a augmenté pour atteindre environ 37 pour cent en 2008, à 194 milliards de dollars EU, en hausse de 5 pour cent par rapport à 1992.²⁶ Le recueil de cas d'expérience contient plusieurs exemples d'Aide pour le commerce Sud-Sud. Et cet effort ne se limite pas à l'aide apportée par les pays à revenu intermédiaire aux pays à faible revenu. L'administration fiscale rwandaise, par exemple, s'est associée avec plusieurs donateurs pour aider le Burundi à améliorer le recouvrement de ses impôts [Burundi, 211]. En outre, dans plusieurs cas d'expérience, il est demandé un accroissement de l'aide Sud-Sud. Pour la Jamaïque, par exemple, le compte rendu se termine ainsi: «Parmi les enseignements tirés de ce projet ... il faudrait intensifier la participation Sud-Sud à l'assistance technique» [Caraïbes, 182].

Promotion des exportations au moyen d'une politique industrielle douce

Enfin, la réussite apparente des «politiques industrielles douces» – ou des politiques sectorielles proactives – signalée dans les cas d'expérience appelle une remarque. C'est dans cette catégorie qu'on trouve le plus fort pourcentage d'effets positifs mesurés d'après les produits et les résultats. Les projets semblent généralement à la fois pragmatiques et fructueux, et ils se traduisent souvent par des avantages pour les participants à faible revenu, y compris les femmes. Cela incite à penser que les gouvernements et les donateurs pourraient réexaminer leurs portefeuilles de projets pour voir s'il serait intéressant d'orienter les ressources peu abondantes dans le pays vers ces types de projets plutôt que vers des projets plus généraux offrant des avantages moins concrets.

Qu'est-ce qui donne de moins bons résultats?

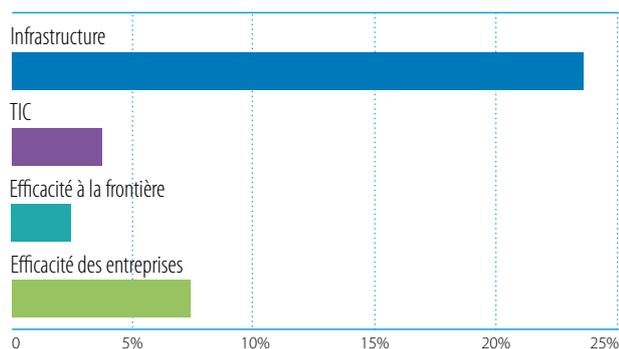
Y aurait-il un manque d'attention pour l'infrastructure, l'ajustement, les services et la recherche?

Lorsqu'on le compare à l'investissement des ressources venant de l'Aide pour le commerce ou à la composition des échanges, l'échantillon issu de l'invitation lancée par l'OCDE/OMC fait apparaître un déséquilibre qui pourrait révéler des questions

méritant une enquête. Le nombre relativement faible de cas d'expérience relatifs à l'infrastructure pourrait indiquer que les responsables du commerce accordent moins d'attention à ce domaine. En 2009, l'infrastructure a représenté environ 46 pour cent de l'Aide pour le commerce²⁷ et, selon une étude²⁸, elle figure parmi les catégories d'Aide pour le commerce qui ont le plus d'effet direct sur les résultats commerciaux (figure 2). Or, les cas d'expérience relatifs à l'infrastructure représentent à peine plus de 5 pour cent du nombre total. Comme on l'a vu, cela pourrait s'expliquer en partie par le système de classement, qui tend à ranger certains cas ayant des éléments de transport dans le domaine «facilitation des échanges» ou dans d'autres. Mais cela pourrait aussi traduire le fait que les ministères du commerce ont peu d'influence directe sur ces activités – ou que de nombreux gouvernements considèrent que l'infrastructure et les services ont peu de lien avec le domaine commercial.

Figure 2. Bien que les pays diffèrent, c'est souvent l'amélioration de l'infrastructure qui augmente le plus les exportations ...

Afrique: Augmentation moyenne des exportations due à des améliorations ayant permis d'atteindre la moitié du niveau des pays qui ont les meilleurs résultats



Source: Calculs effectués d'après Portugal et Wilson, 2009

Ce défaut d'échantillonnage n'est pas seulement imputable aux gouvernements qui ont répondu à l'invitation. Les plus gros fournisseurs d'Aide pour le commerce destinée à l'infrastructure sont les banques multilatérales de développement. Toutefois, les cas qu'elles ont présentés mettent aussi en relief d'autres activités que l'infrastructure. Alors que 80 pour cent des fonds qu'elles fournissent aux pays à faible revenu sont destinés à l'infrastructure, les cas d'expérience consacrés à l'infrastructure ne représentent que 8 pour cent du nombre de cas qu'elles ont présentés.

Quelle que soit la cause, la baisse systématique des ressources provenant de l'APD et destinées à l'infrastructure depuis le début des années 1990 – qu'elle soit mesurée en part de l'Aide pour le commerce, de l'aide au développement globale ou en dollars *par habitant* – devrait préoccuper les gouvernements aussi

bien que les donateurs. L'investissement dans l'infrastructure est un déterminant essentiel du commerce, de l'augmentation des revenus, de l'accroissement de l'investissement privé et de la réduction de la pauvreté – et probablement de la parité hommes-femmes. Dans la littérature, les liens entre les investissements dans l'infrastructure et les résultats économiques – et commerciaux – sont beaucoup plus clairement établis que pour les autres types d'aide au développement.

De même, on pourrait considérer qu'il y a un déséquilibre dans la proportion des cas relatifs au commerce des services par rapport à l'importance des services dans le commerce international. Cela est peut-être dû aux mêmes raisons que celles pour lesquelles les cas relatifs à l'infrastructure sont peu nombreux. Sur 269 cas d'expérience, neuf seulement concernent le commerce des services, alors qu'il s'agit d'un des éléments les plus dynamiques du commerce mondial et que le commerce transfrontières des services aux entreprises en particulier est le secteur du commerce international qui croît le plus vite.²⁹ Parmi les exemples de cas relatifs au commerce des services figurent Saint-Vincent-et-les Grenadines [264], la Guadeloupe [188], le Niger [83] et le Cambodge [79]. Il convient de se demander si cette lacune dans le recueil des cas d'expérience est symptomatique, même indirectement, du fait que les gouvernements aussi bien que les donateurs ne prêtent pas une attention suffisante au rôle des services dans le commerce international. Les services sont aussi des «intrants complémentaires» indispensables qui déterminent l'aptitude des entreprises à soutenir la concurrence internationale, indépendamment de ce qu'elles produisent. Même dans les domaines où elles sont bien représentées dans les cas d'expérience – comme la facilitation des échanges –, les politiques relatives aux services qui influent sur les objectifs du projet sont souvent négligées, y compris par exemple celles qui concernent le transport routier, les courtiers, les transitaires, etc.³⁰

Le silence de la communauté internationale sur la question de l'Aide pour le commerce en faveur de l'ajustement est également à noter. Sur les 269 cas, trois seulement relient l'aide au développement à la mise en œuvre de réformes commerciales. Or, l'aide à l'ajustement était l'une des grandes raisons d'être du rapport de l'Équipe spéciale en 2006. Cela tient peut-être, entre autres choses, au fait que l'aide au soutien budgétaire basée sur des politiques – forme principale que prend généralement l'aide à l'ajustement – concerne souvent des réformes diverses regroupées dans un ensemble et que les auteurs potentiels de cas d'expérience n'avaient pas connaissance de l'invitation à présenter des cas liés au commerce.

Ou bien, ce silence pourrait traduire un changement de

préoccupations de la communauté du commerce: le souci de devoir s'adapter à une éventuelle baisse des droits de douane dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, étant donné la lenteur de ce dernier, aurait laissé la place à celui plus immédiat de surmonter les contraintes en matière d'offre pour tirer parti des débouchés existants. Il pourrait aussi traduire un certain manque d'attention des donateurs et des praticiens du développement envers la production de connaissances nécessaires pour apprendre comment concevoir au mieux l'aide à l'ajustement liée au commerce.

L'une des dernières caractéristiques à noter est qu'assez peu de cas d'expérience traitent des vastes recherches sur le développement que les organisations internationales et les donateurs effectuent dans des domaines liés au commerce – sans parler des recherches dans les universités, les ONG et le secteur privé. Il est vrai que ces recherches tendent à relever du domaine des groupes de recherche existant dans les banques multilatérales de développement, à l'OCDE, dans certains organismes des Nations Unies ou dans certains organismes publics – et donc à être très éloignées de l'Aide pour le commerce et de l'invitation à présenter des cas d'expérience. Toutefois, pour ce qui est de guider les choix politiques, les très nombreuses recherches menées au sujet du Programme de Doha, des accords commerciaux régionaux ou de la politique nationale en matière de commerce et d'investissement doivent être considérées comme beaucoup plus importantes que ne le laisseraient penser les quelques cas d'expérience qui rendent compte de ces activités.

Déséquilibre dans les aspects privilégiés?

Le recueil de cas d'expérience accorde généralement plus de poids à la place des exportations qu'à celle des importations dans l'équilibre commercial. Pour en avoir une indication simple, il suffit d'utiliser la méthode appliquée récemment à l'Aide pour le commerce pour le compte de l'OCDE, sous la direction de Patrick Messerlin; son équipe a procédé à un décompte de groupes de mots pour discerner les aspects privilégiés dans les projets de développement liés au commerce.³¹ À l'aide de la même méthode, nous avons créé des groupes de mots liés aux exportations et aux importations et avons compté combien de fois ils apparaissaient dans l'ensemble des cas d'expérience (voir l'annexe B).

Les cas d'expérience mettent généralement l'accent sur les résultats à l'exportation plutôt que sur l'efficacité des importations. Les références aux exportations sont quatre fois plus nombreuses que les références aux importations (voir

le tableau de l'annexe B). Il est vrai que les programmes de facilitation des échanges qui concernent les postes frontière ou l'infrastructure réduisent souvent les dépenses improductives des deux côtés de la balance commerciale. Mais les décideurs et les donateurs doivent sans aucun doute accorder autant d'attention à l'efficacité des importations – y compris la réduction des droits de douane et des obstacles tarifaires qui nuisent à l'intérêt propre du pays – qu'à la promotion des exportations. La bonne nouvelle est que le recueil contient de nombreux exemples de réformes douanières efficaces qui rendent le pays plus compétitif en améliorant l'efficacité de ses importations.

Les résultats mis en évidence au moyen de cette méthode sont plus axés sur la parité hommes-femmes que sur la réduction de la pauvreté. Le compte des mots liés à la pauvreté, au revenu, à l'emploi, à l'environnement, à la parité hommes-femmes et à la santé indique que les auteurs des cas d'expérience se sont surtout intéressés à la parité hommes-femmes, pour laquelle les références sont plus de deux fois plus nombreuses que pour la variable mesurée qui vient ensuite, à savoir l'environnement. Cela pourrait être dû à l'effort spécial consenti par les organisations internationales et les donateurs pour mettre en évidence leurs travaux sur la parité.³²

Lacunes dans les mesures quantitatives de la réussite?

Une autre caractéristique notable des cas d'expérience est l'absence relative d'indicateurs quantitatifs de référence des résultats en nombre de produits ou en résultats mesurés par rapport à des données de base soigneusement formulées. Pour être juste, il faut dire que l'invitation à présenter des cas d'expérience ne demandait pas ce type de renseignements, donc il n'est pas surprenant que ces points de repère soient peu mentionnés. En outre, de nombreux cas d'expérience décrivent des projets qui ne faisaient que commencer ou étaient en cours d'exécution (Afrique, 145; Afrique, 224; Dominique, 230; et Maldives, 240, pour n'en citer que quelques-uns); pour ces projets des «premiers jours», on ne peut pas s'attendre à ce qu'il soit fait état de résultats substantiels. Cela dit, presque tous les cas auraient pu donner plus de renseignements sur certaines mesures quantifiables de la réussite. Le fait que ce constat figure dans d'autres évaluations plus systématiques vient à l'appui d'une telle préoccupation.³³

En outre, aucune des études sauf celle de la Tunisie [130] ne fait état d'une évaluation d'impact rigoureuse des interventions en matière commerciale. Or, Cadot *et al.* (2011) soutiennent que les interventions commerciales se prêtent en fait aux évaluations d'impact cliniques qui sont devenues la norme dans d'autres domaines de l'aide au développement. Bon nombre d'interventions décrites dans les cas d'expérience, qu'il s'agisse

d'assistance technique, de promotion des exportations ou de programmes destinés aux femmes chefs d'entreprise ou commerçantes, peuvent être évaluées de manière rigoureuse, à condition que l'évaluation d'impact soit intégrée dès le départ dans la conception du programme – et que les donateurs et les bénéficiaires soient disposés à engager les ressources nécessaires pour l'effectuer.

L'absence de points de référence quantitatifs et de techniques d'évaluation dans les cas d'expérience reflète la réalité sur le terrain. Comme on l'a vu, de nombreux projets d'Aide pour le commerce manquent de points de référence et d'indicateurs quantitatifs de réussite. Parmi ceux qui en sont particulièrement dépourvus figurent les programmes au niveau mondial dans plusieurs domaines thématiques, les projets qui privilégient une assistance technique et une formation restreintes et ceux qui visent à améliorer les politiques (tableau 4).

Tableau 4. Cas d'expérience comportant des indicateurs quantitatifs de résultats

Thème	Nombre de cas d'expérience	Pourcentage de cas avec des produits	Pourcentage de cas avec des résultats
Facilitation des échanges	48	38%	19%
Infrastructure	14	64%	29%
Amélioration de la politique	42	50%	14%
Renforcement des capacités	66	45%	8%
Politique industrielle	47	43%	43%
Secteur privé	52	44%	33%
TOTAL	269	119	60

Auteur	Nombre de cas d'expérience	Pourcentage de cas avec des produits	Pourcentage de cas avec des résultats
Gouvernement bénéficiaire ^a	107	46%	14%
Gouvernement donateur	71	49%	25%
ONU ^b	54	35%	24%
Banques multilatérales de développement	25	52%	44%
Entités privées ^c	12	42%	33%
TOTAL	269		

Notes:

a Y compris les cas d'expérience émanant de communautés et d'organisations économiques régionales.

b Y compris les autres organisations internationales.

c Y compris les ONG et les auteurs non affiliés.

Source: Base de données OCDE/OMC sur les cas d'expérience.

Selon un décompte grossier, près de la moitié des cas d'expérience contiennent des indicateurs quantitatifs de produits. C'est-à-dire qu'un projet de renforcement des capacités peut indiquer le nombre de personnes formées, ou qu'un projet sur les normes peut énumérer les produits visés. Mais il n'en est pas moins problématique d'établir un lien de causalité entre ces interventions et le commerce, l'augmentation des revenus, la réduction de la pauvreté, la parité hommes-femmes ou l'environnement.³⁴ Parmi les cas d'expérience dans les domaines thématiques du renforcement des capacités et de l'amélioration des politiques, ceux qui affirment que l'activité a produit des résultats quantitatifs spécifiques sont beaucoup moins nombreux – de l'ordre de 4 pour cent seulement.³⁵ Et encore, des études plus nombreuses sur la croissance soutiennent de façon convaincante que c'est l'utilisation sans cesse plus productive des facteurs qui entraîne la croissance, de sorte qu'il est évident que les investissements dans le capital humain décrits dans ce recueil de cas pourraient figurer parmi les éléments qui contribuent le plus à la croissance et à la réduction de la pauvreté induites par le commerce – même s'il est impossible de réaliser des mesures précises, surtout au niveau du projet à court terme. Les cas émanant des banques multilatérales de développement tendent à avoir une proportion plus élevée de renseignements quantitatifs sur les résultats que les autres.

Il est quasiment impossible de faire le lien entre les investissements dans le renforcement des capacités et les résultats en matière de commerce, de réduction de la pauvreté et de parité hommes-femmes. Il en est de même pour les projets qui visent à améliorer la coordination interministérielle ou la coordination des donateurs. Même s'ils peuvent être importants en fin de compte³⁶, il est rarement possible, pour ce type d'Aide pour le commerce, de rattacher directement les activités à des résultats productifs. De même, les programmes mondiaux peuvent très bien apporter de nouvelles idées qui motivent les décideurs et les acteurs privés, donnant lieu à de nouvelles politiques qui peuvent elles-mêmes accroître les échanges, augmenter les revenus, faire avancer la parité hommes-femmes et améliorer l'environnement. Les DPI peuvent à terme rapporter des dividendes sous forme de recettes pour les connaissances musicales, de connaissances transitoires et d'accroissement de l'IED – comme le Viet Nam en a fait l'expérience [Viet Nam, 96] –, bien que le lien entre des DPI mieux respectés et l'accroissement de l'IED n'ait été établi de manière convaincante que pour les investissements à forte intensité de technologie dans les pays à revenu intermédiaire.³⁷ Ces cas d'expérience, il faut le reconnaître, s'abstiennent

généralement de formuler des allégations générales. Cela dit, l'élaboration d'un cadre de résultats plus quantitatif et moins impressionniste – basé sur des investissements plus grands dans la collecte des indicateurs – est un objectif nécessaire.³⁸

Pris ensemble, ces cas d'expérience relatent les efforts déployés dans l'ensemble du monde en développement et dans presque toutes les activités importantes liées au commerce. Le nombre et l'ampleur considérables des cas soumis en réponse à l'invitation de l'OCDE et de l'OMC démontrent que les gouvernements aussi bien que les donateurs font du commerce un pilier central de leurs préoccupations en matière de développement. Ces cas livrent une mine de renseignements – que le présent chapitre ne fait qu'effleurer. Il y a indéniablement de nombreux sujets et thèmes secondaires au niveau des pays qui n'ont pas bénéficié d'une attention suffisante et devront attendre une analyse plus poussée. C'est pour cette raison que l'OCDE et l'OMC considèrent l'exercice des cas d'expérience – et le présent exposé initial des constatations – comme le début d'un processus d'apprentissage plus approfondi et non comme une fin en soi.

NOTES

- 1 Ce document a été rédigé pour l'OCDE par Liliana Foletti et Richard Newfarmer, avec une contribution financière généreuse de la Commission européenne, à qui nous exprimons notre gratitude. Le projet était géré par Frans Lammersen (OCDE) et Michael Roberts (OMC). Des observations utiles ont été reçues d'Olivier Cadot, Jean-Jacques Hallaert, Bernard Hoekman, William Hynes et Selina Jackson. L'aide de Maria Alvarez de Cozar, Deborah Barker, Susan Hodgson et Guannan Miao a été indispensable pour gérer le gros volume de cas d'expérience. Les auteurs remercient le bureau de la Banque mondiale à Genève de son généreux soutien en nature.
- 2 Les mentions entre crochets indiquent le lieu de l'activité et le numéro du cas d'expérience dans l'index de l'annexe C; cette annexe indique aussi l'auteur du cas d'expérience. Les activités axées sur l'ensemble des pays en développement, telles que les études, sont signalées par la mention «Mondial».
- 3 Pour une analyse complète et précise de l'évaluation d'impact, voir Abhijit Banerjee et Esther Duflo (2011), *A Poor Economics: A Radical Rethinking of Ways to Fight Global Poverty*, Londres: PublicAffairs. Pour une application à l'Aide pour le commerce, voir Olivier Cadot, Ana Fernandes, Julien Gourdon et Aaditya Mattoo (2011), «Impact Evaluation of Trade Assistance: Paving the Way», texte provisoire de la Banque mondiale, 29 avril.
- 4 Voir William Easterly et Ariell Reshef (2010), «African Export Successes: Surprises, Stylized Facts, and Explanations», National Bureau of Economic Research Working Paper 16597 (<http://www.nber.org/papers/w16597>, décembre).
- 5 Dans OMC (2006), l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce a élaboré six domaines qui correspondent comme suit aux six thèmes en question: 1) politique et réglementation commerciales, y compris la formation des fonctionnaires chargés du commerce, repris sous le thème «renforcement des capacités»; 2) développement du commerce, y compris: promotion des investissements, analyse et appui institutionnel pour le commerce des services, services et institutions de soutien aux entreprises, constitution de réseaux entre public et privé, commerce électronique, financement du commerce, promotion du commerce, analyse et développement des marchés – thème «mobilisation du secteur privé»; 3) infrastructure liée au commerce; 4) renforcement de la capacité de production, relevant des thèmes «application de politiques industrielles» et «mobilisation du secteur privé»; 5) ajustement lié au commerce, notamment aider les pays en développement à mettre en place des mesures d'accompagnement qui leur permettent de tirer parti de la libéralisation du commerce, qui fait partie du thème «politiques»; et 6) autres besoins liés au commerce, qui relève de toutes les catégories.
- 6 Avec le soutien du gouvernement belge, du Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni, de l'Office allemand de la coopération technique (GTZ), du Fonds monétaire international, de l'Administration fiscale du Rwanda et de la Banque mondiale.
- 7 Les problèmes méthodologiques abondent dans l'étude de cette relation: l'association ne démontre pas en soi le lien de causalité, et les meilleures études utilisent des variables retardées ou d'autres techniques pour renforcer leurs conclusions. Une grande partie de la littérature empirique sur la relation entre l'infrastructure et le commerce repose sur le «modèle de gravité». Elle applique des équations de régression portant sur plusieurs pays au commerce bilatéral entre tous les partenaires commerciaux et tient compte du volume des échanges pour faire la part de la dimension des économies respectives et de la distance qui les sépare. Par exemple, deux grands pays auront évidemment un commerce bilatéral plus élevé, d'autant plus s'ils sont proches l'un de l'autre. Le modèle de gravité permet de faire la part des niveaux d'échange attendus, puis mesure l'impact des autres variables sur les volumes d'échanges. Cela constitue souvent la base de simulations: «si un pays situé dans le percentile le plus bas veut progresser vers le percentile le plus haut, le niveau du commerce associé sera plus élevé d'un montant donné dans le

modèle de gravité».

- 8 Comme indicateur de l'infrastructure, les auteurs prennent quatre éléments: la densité de chemin de fer par km², la densité de routes et de routes revêtues par km², et le nombre de lignes téléphoniques principales par habitant. Cet indicateur est largement utilisé par d'autres chercheurs comme variable approximative de la qualité de l'infrastructure, et donc du coût du transport et des communications (voir Carrère, C. (2006), «Revisiting the effects of regional trade agreements on trade flows with proper specification of the gravity model», *European Economic Review*, vol. 50/2: 223-247).
- 9 Voir Ronald Fischer (2011), «Public- Private Partnerships in Rwanda: Lessons from Chile», International Growth Centre, février (http://www.theigc.org/sites/default/files/presentation_slides/fischer_ppps.pdf).
- 10 L'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale, en collaboration avec d'autres organismes, ont lancé une initiative importante concernant la sécurité routière. Voir OMS et Banque mondiale (2004), *Rapport mondial sur la prévention des traumatismes dus aux accidents de la circulation*.
- 11 Winters, Alan L., (2004) «Trade Liberalization and Economic Performance», *The Economic Journal* 114: F4-F21, Oxford: Blackwell Publishing; Winters, Alan L., McCulloch, Neil, et McKay, Andrew (2004), «Trade Liberalization and Poverty: The Evidence so Far», *Journal of Economic Literature*, vol. 42, n° 1.
- 12 Voir Porto, Guido, et Bernard Hoekman (eds) (2010), *Trade Adjustment Costs in Developing Countries: Impacts, Determinants, and Policy Responses*, Londres: CEPR et Banque mondiale.
- 13 Banque mondiale (2006a), *Mauritius – From Preferences to Global Competitiveness: Report of the Aid for Trade Mission*, Banque mondiale, avril; Banque mondiale (2006b), *Mauritius – Country Economic Memorandum*.
- 14 En ce qui concerne l'Ouganda, Hallaert *et al.* (2010) ont montré qu'il est important de recenser les principales contraintes incontournables en comparant les réformes des années 1990 avec celles des années 2000. Ils indiquent que, durant les années 1990, les réformes se sont surtout limitées aux droits de douane NPF et n'ont pas entraîné d'expansion du commerce ni de croissance économique parce qu'elles ne s'attaquaient pas aux principales contraintes incontournables. En revanche, les réformes plus larges des années 2000 ont été à l'origine d'une forte augmentation des échanges et d'une importante diversification des exportations. Les principales contraintes incontournables en matière de commerce sont essentiellement liées au transport, non pas tant son coût que les retards et les imprévus au passage de la frontière.
- 15 http://www.wto.org/french/tratop_f/devel_f/build_tr_capa_f.htm.
- 16 Voir Finger, M., et Schuler, P. (2004), *Poor People's Knowledge: Promoting Intellectual Property in Developing Countries*, Banque mondiale: Oxford University Press; Maskus, K. (2005), «The Role of IPRs in encouraging Foreign Direct Investment and Technology Transfer» in Carsten Fink et Keith Maskus (eds) (2005), *Intellectual Property and Development Lessons from Recent Economic Research*, Banque mondiale: Oxford University Press; Javorcik, Beata (2005), «The Composition of Foreign Direct Investment and Protection of IPRs: Evidence from Transition Economies» in Carsten Fink et Keith Maskus (eds) (2005), *Intellectual Property and Development Lessons from Recent Economic Research*, Banque mondiale: Oxford University Press.
- 17 Pour être efficiente et augmenter les revenus, l'industrie doit pouvoir survivre sans protection (test de Mill), et la valeur actuelle escomptée des gains doit compenser les pertes causées aux consommateurs par la protection temporaire (test de Bastable). Harrison et Rodriguez-Clare (2009) font remarquer qu'en pratique, il est rare que ces tests soient appliqués. Leur absence explique pourquoi les «industries naissantes» ont bénéficié d'une protection pendant des décennies jusque dans les années 1990.
- 18 Voir Rodrik, Dani (2004), «Industrial Policy for the 21st Century», CEPR Discussion Paper 4767, Londres, et Rodrik, Dani (2008), «Normalizing Industrial Policy», Commission on Growth and Development Working Paper 3, Washington, pour les arguments économiques; Robert Wade (2003) pour les arguments

- d'économie politique; Nolan et Pack (2003) et Pack et Saggi (2006) pour un examen critique des fondements empiriques de l'interprétation de Rodrik au sujet de l'Asie de l'Est; Harrison et Rodriguez-Clare (2009) pour un examen détaillé des études économiques et empiriques; Lederman et Maloney (2010) pour un examen plus axé sur le commerce; et, par implication, Easterly et Reshef (2010) pour l'Afrique.
- 19 Rodrik (2004) présente en annexe les politiques industrielles interdites par l'OMC dont il soutient qu'elles pourraient être employées de façon utile dans certaines situations.
- 20 Voir Richard Newfarmer, William Shaw et Peter Walkenhorst (eds) (2009), *Breaking into New Markets: Emerging Lessons for Export Diversification*, Washington: Banque mondiale.
- 21 Ces programmes ne font pas l'objet d'un cas d'expérience mais sont décrits dans Banque mondiale (2009), *Unlocking Global Opportunities: the Aid for Trade Program of the World Bank*, Washington: Banque mondiale.
- 22 À l'aide de données recueillies lors d'une enquête *a posteriori*, Gourdon, Marchat, Sharma et Vishwanat (2011) constatent que le programme a amélioré de façon significative les résultats à l'exportation des entreprises étudiées, notamment les entreprises de services. Toutefois, dans le cas des entreprises manufacturières, Cadot, Fernandes, Gourdon et Mattoo (2011) constatent une diversification excessive des entreprises bénéficiaires et un manque de persistance des effets.
- 23 Bon nombre de ces enseignements figurent dans OCDE (2008a), «Assistance technique liée au commerce: Que nous apprennent les évaluations récentes?», Paris: OCDE; OCDE (2008b), «Pour une gestion efficace de l'aide: Douze leçons tirées des examens par les pairs réalisés par le CAD», Paris, OCDE; et USAID (2010), *From Aid to Trade: Delivering Results – A Cross-Country Evaluation of USAID Trade Capacity Building*.
- 24 Banque islamique de développement, Banque mondiale, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Fonds de l'OPEP, Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes et Fonds saoudien pour le développement économique.
- 25 USAID (2010), «From Aid to Trade: Delivering Results: A Cross Country Evaluation of USAID Trade Capacity Building», Washington: USAID, novembre. Cette étude présente également en annexe une étude commandée à David Bearce, Steven Finkel et Anibal Perez-Linan, «The Effects of US Trade Capacity Building Assistance on Trade-Related Outcomes, 1999-2008», septembre 2010; un investissement de 1 dollar d'aide publique des États-Unis en faveur du commerce entraînerait en moyenne une hausse des exportations de 53 dollars. D'autres donateurs ont procédé à des évaluations similaires; voir, par exemple, OCDE (2008); SIDA (2009); Brusset *et al.* (2006) pour les Pays-Bas; Cox et Hemon (2009) pour le DFID; et Banque mondiale (2005).
- 26 Voir Fengler, Wolfgang, et Kharas, Homi (eds) (2010), «Delivering Aid Differently – Lessons from the Field», Washington: Brookings.
- 27 Source: Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE-DAC au 2 mars 2011.
- 28 Voir Portugal-Perez, Alberto, et Wilson, John (2008), «Lowering Trade Costs for Development in Africa: A Summary Overview», Development Research Group, Banque mondiale.
- 29 Voir, par exemple, O. Cattaneo, M. Engman, S. Saez et R. Stern (eds) (2010), *International Trade in Service*. Washington D.C.: Banque mondiale.
- 30 Pour un exposé plus détaillé de cet argument, voir Hoekman et Mattoo (2007) et Hoekman et Njinkeu (2010).
- 31 Claire Delpuech, Marie-Agnès Jouanjean, Alexandre Le Vernoy, Patrick Messerlin et Thomas Oliac (2011), «Aid for Trade: A Meta-evaluation», communication présentée à la réunion d'experts de l'OCDE sur l'Aide pour le commerce, version provisoire du 29 mars 2011.
- 32 Cela pourrait tenir en partie au biais de sélection dû aux efforts déployés par l'ITC en faveur de la parité

hommes-femmes. L'ITC a tenu en 2010 une conférence sur la place des femmes dans le commerce en s'appuyant sur une vingtaine de cas d'expérience qu'il avait sollicités dans l'ensemble du monde.

- 33 Voir OCDE (2008), «Assistance technique liée au commerce: Que nous apprennent les évaluations récentes?», Paris: OCDE. On y lit ceci: «Les donateurs et les pays partenaires doivent se concentrer sur l'obtention de résultats. Ils doivent adopter des modes de gestion fondés sur la collaboration et axés sur les résultats, dans le cadre desquels des objectifs précis, réalistes et mesurables sont assignés aux programmes et traduits en résultats attendus et moyens à mettre en œuvre, assortis d'un calendrier (y compris des informations sur l'ordonnancement des produits) et d'un chiffrage des coûts.»
- 34 Plusieurs évaluations de donateurs le font observer. Voir, par exemple, SIDA (2009:12); OCDE (2008); et Hallaert, Jean-Jacques (2010), «Increasing the Impact of Trade Expansion on Growth: Lessons from Trade Reforms for the Design of Aid for Trade», OECD Trade Policy Working Papers 100, publication OCDE.
- 35 On a considéré qu'un cas d'expérience faisait état d'un résultat s'il donnait une valeur numérique à l'un des dix indicateurs de «performance» suivants: augmentation des exportations; structure du commerce et intégration régionale; efficacité des importations; augmentation de l'investissement; réduction de la pauvreté; augmentation des revenus; mesures en faveur de la parité hommes-femmes; emploi; santé et environnement.
- 36 Sur l'importance de la coordination internationale, voir Raymond Saner (2010), *Trade Policy Governance Through Inter-Ministerial Coordination: A Source Book for Trade Officials and Development Experts*, Dordrecht: Republic of Letters.
- 37 Voir M. Finger et P. Schuler (2004), *Poor People's Knowledge: Promoting Intellectual Property in Developing Countries*, Banque mondiale: Oxford University Press; Keith E. Maskus, «The Role of IPRs in encouraging Foreign Direct Investment and Technology Transfer», et Beata Javorcik, «The Composition of Foreign Direct Investment and Protection of IPRs: Evidence from Transition Economies» in Carsten Fink et Keith Maskus (eds) (2005), *Intellectual Property and Development Lessons from Recent Economic Research*, Banque mondiale: Oxford University Press.
- 38 La Banque mondiale a établi un «cadre de résultats» global pour l'Aide pour le commerce dans sa nouvelle stratégie commerciale, qui identifie 15 objectifs projetés sur un avenir de cinq à dix ans. Voir Banque mondiale (2011), *Leveraging Trade for Development and Inclusive Growth: The World Bank Group Trade Strategy, 2011-2021*.

BIBLIOGRAPHIE

- Arvis, J-F, Raballand, G., et Marteau, J-F (2010), *The cost of being landlocked: logistics, costs, and supply chain reliability*. Publications de la Banque mondiale. ISBN 0821384082, 9 780 821 384 084.
- Banerjee, Abhijit, et Duflo, Esther (2011), «A Poor Economics: A Radical Rethinking of Ways to Fight Global Poverty». Londres: PublicAffairs.
- Banerjee, Abhijit, et Duflo, Esther (2011), *A Poor Economics: A Radical Rethinking of Ways to Fight Global Poverty*. Londres: PublicAffairs.
- Banque mondiale (2005), *Capacity Building in Africa: An OED Evaluation of World Bank Support*. Operations Evaluation Department. Washington, Banque mondiale.
- Banque mondiale (2006a), *Mauritius – From Preferences to Global Competitiveness: Report of the Aid for Trade Mission*. Banque mondiale, avril.
- Banque mondiale (2006b), *Mauritius – Country Economic Memorandum*. Washington: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2009), *Unlocking Global Opportunities: The Aid for Trade Program of the World Bank Group*. Washington: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2011), *Leveraging Trade for Development and Growth: The World Bank Growth Trade Strategy, 2011-2021*.
- Banque mondiale et Organisation mondiale de la santé (2004), *Rapport mondial sur la prévention des traumatismes dus aux accidents de la circulation*.
- Berg, A., et Krueger, A. (2003), «Trade, Growth, and Poverty: A Selective Survey». Washington, D.C., Fonds monétaire international, Working Paper WP/03/30.
- Brenton, P., et von Uexkull, E. (2009), «Product specific technical assistance for exports – has it been effective?», *The Journal of International Trade & Economic Development: An International and Comparative Review*, 18(2), 235-254. doi:10.1080/09638190902916444.
- Brenton, Paul, Richard Newfarmer, William Shaw et Peter Walkenhorst (2009), «Breaking into New Markets: An Overview» in R. Newfarmer, W. Shaw et P. Walkenhorst (eds), *Breaking into New Markets*. Washington: Banque mondiale.
- Briceno-Garmendia, C., Estache, A., et Shafik, N. (2004), «Infrastructure Services in Developing Countries: Access, Quality, Costs, and Policy Reform». World Bank Policy Research Paper n° 3468. Disponible sur le SSRN: <http://ssrn.com/abstract=643265>.
- Brusset, E., et al. (2006), «Evaluation of Dutch Humanitarian Assistance in the Great Lakes region 2000-2005». Publié par Channel Research sur la demande du Ministère néerlandais des affaires étrangères.
- Buys, Piet, Deichmann, Uwe, et Wheeler, David (2010), «Road Network Upgrading and Overland Trade Expansion in Sub-Saharan Africa», *Journal of African Economies*. Oxford University Press, vol. 19(3), pages 399-432, juin.
- Cadot, O., A. Fernandes, J. Gourdon et A. Mattoo (2011), «An Evaluation of Tunisia's Export Promotion Program», polycopié, Banque mondiale.
- _____ (2011), «Impact Evaluation of Trade Assistance: Paving the Way» in O. Cadot, A. Fernandes, J. Gourdon et A. Mattoo (eds), *Where to spend the next million: Impact evaluation of trade interventions*. Londres/Washington: Banque mondiale et CEPR, à paraître.

- Cali, M., et te Velde, D.W (2009), «Does aid for trade really improve trade performance?» (<http://ssrn.com/abstract=1430492>).
- Carrère, C. (2006), «Revisiting the effects of regional trade agreements on trade flows with proper specification of the gravity model», *European Economic Review*, vol. 50/2: 223-247.
- Cattaneo, O., M. Engman, S. Saez et R. Stern (eds) (2010), *International Trade in Services*. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- Chauffour, J.-P., et Farole, T. (2009), «Trade Finance in Crisis: Market Adjustment or Market Failure?». Policy Research Working Paper 5003, Banque mondiale.
- Chauffour, Jean-Pierre, et Mariem Malouche (eds) (2011), *Trade Finance During the Great Trade Collapse*. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- CNUCED (2006), *Aid for Trade: An UNCTAD perspective* (http://www.unctad.org/sections/ditc_tncdb/docs/ditc_tncd_aid-for-trade_en.pdf).
- Cox, M., et Hemon, K. (2009), «Engagement in Fragile Situations: Preliminary Lessons from Donor Experience: A Literature Review». DFID, Evaluation.
- Decreux, Yvan, et Fontagne, Lionel (2006), «A Quantitative Assessment of the Outcome of the Doha Development Agenda». Working Papers 2006-10, CEPII Research Center.
- Delpuech, Claire, Marie-Agnès Jouanjean, Alexandre Le Vernoy, Patrick Messerlin et Thomas Oliac (2011), «Aid for Trade: A Meta-evaluation». Communication présentée à la réunion d'experts de l'OCDE sur l'Aide pour le commerce, 29 mars 2011, version provisoire.
- Djankov, S., Freund, C., et S. Pham Cong (2010), «Trading on time», *Review of Economics and Statistics*, 92(1), 166-174.
- Easterly, William, et Reshef, Ariell (2010), «African Export Successes: Surprises, Stylized Facts, and Explanations». National Bureau of Economic Research Working Paper 16597 (<http://www.nber.org/papers/w16597>), décembre.
- Engman, Michael (2005), «The Economic Impact of Trade Facilitation». OECD Trade Policy Working Paper n° 21, octobre, Paris, OCDE, Direction commerce.
- Fengler, Wolfgang, et Kharas, Homi (eds) (2010), «Delivering Aid Differently – Lessons from the Field». Washington, D.C.: Brookings.
- Finger, M., et Schuler, P. (2004), *Poor People's Knowledge: Promoting Intellectual Property in Developing Countries*. Banque mondiale: Oxford University Press.
- Fink, Carsten, Aaditya Mattoo et Randeep Rathindran (2002), «An Assessment of Telecommunications Reform in Developing Countries». World Bank Policy Research Paper 2909.
- Fischer, Ronald (2011), «Public-Private Partnerships in Rwanda: Lessons from Chile». Communication destinée à la Conférence du CIC au Rwanda (http://www.theigc.org/sites/default/files/presentation_slides/fischer_ppps.pdf).
- Fonds monétaire international (2006), *Mauritius – Improving Social Sector Spending*. Fiscal Affairs Department.
- François, J., et Manchin, M. (2007), «Institutions, Infrastructures, and Trade». World Bank Policy Research Working Paper WPS4152. Groupe de la Banque mondiale.
- Freund, Caroline L., et Weinhold, Diana (2000), «On the effect of the Internet on international trade». International Finance Discussion Papers 693, Board of Governors of the Federal Reserve System (États-Unis).
- Gourdon, J., J.-M. Marchat, S. Sharma et T. Vishwanat (2011), «Can Matching Grants Promote Exports? Evidence from Tunisia's FAMEX Program» in O. Cadot, A. Fernandes, J. Gourdon et

- A. Mattoo (eds), *Where to spend the next million: Impact evaluation of trade interventions*. Londres/ Washington: Banque mondiale et CEPR, à paraître.
- Haddad, Mona (2009), «Trade Finance-Trade Development and Results from Firm Surveys». Banque mondiale, document présenté à la Conférence annuelle de la BAFT sur le commerce international.
- Hallaert, J.J. (2009), «Boosting the availability of trade finance: A priority in the current crisis?». *Intereconomics*, vol. 44(5).
- Hallaert, J.J. (2010), *Increasing the Impact of Trade Expansion on Growth: Lessons from Trade Reforms for the Design of Aid for Trade*. Paris: OCDE, Trade Policy Working Paper 100.
- Hallaert, J.J., R. Cavazos et G. Kang (2011), *Estimating the Constraints to Developing Countries Trade – A Taxonomy of the Binding Constraints to Trade Expansion of Landlocked Countries, Small and Vulnerable Economies, and Commodity Exporters*. Étude présentée à l'atelier d'experts de l'OCDE sur la mise en œuvre de l'Aide pour le commerce (www.oecd.org/dataoecd/55/28/47428944.pdf).
- Harrison, A., et Rodriguez-Clare, A. (2009), «Trade, Foreign Investment, and Industrial Policy for Developing Countries». *Handbook of Trade Economics*.
- Hausmann, R, Hwang, J, et D. Rodrik (2007), «What You Export Matters». *Journal of Economic Growth*, 12:1-25.
- Hausmann, R., et Bailey Klinger (2006), «Structural Transformation and Patterns of Comparative Advantage in the Product Space». CID Working Paper 128, août.
- Hausmann, R., et D. Rodrik (2003), «Economic development as self-discovery». *Journal of Development Economics*, 72: 603-633.
- Helble, M., C. Mann et J. Wilson (2009), «Aid for Trade Facilitation». Washington: Banque mondiale, Policy Research Working Paper 5064.
- Hoekman, B., et A. Nicita (2010), «Assessing the Doha Round: Market access, transactions costs and aid for trade facilitation». *The Journal of International Trade & Economic Development*, 19(1): 65-80.
- Hoekman, B., et A. Nicita (2011), «Trade Policy, Trade Costs and Developing Country Trade». *World Development*, à paraître (World Bank Policy Research Working Paper 4797).
- Hoekman, B., et D. Njinkeu (2010), «Aid for trade and export competitiveness: New opportunities for Africa» in *Export Supply Response Capacity Constraints in Africa*. Nairobi: African Economic Research Consortium.
- Hoekman, Bernard, et Aaditya Mattoo (2007), «Regulatory Cooperation, Aid for Trade and the GATS». *Pacific Economic Review*, 12(4), 399-418.
- Hoekman, Bernard, et Marcelo Olarreaga (eds) (2005), *Global Trade and Poor Nations: The Poverty Impacts and Policy Implications of Liberalization*. Brookings Institution, Washington.
- Hoekman, Bernard, et Olarreaga, Marcelo (eds) (2007), *Impacts and Implications of Global Trade Reform on Poverty*. Brookings Institution, Washington.
- Hoekman, Bernard, et Wilson, John S. (2010), «Aid for Trade: Building on Progress Today for Tomorrow's Future» in S. Fardoust, Y. Kim et C. Sepulveda (eds), *Post-Crisis Growth and Development: A Development Agenda for the G-20*. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- Hoekman, Bernard, Martin, Will, et Mattoo, Aaditya (2009), «Conclude Doha: it matters!». *Policy Research Working Paper Series 5135*, Banque mondiale.
- Hummels, David (2001), «Time as a Trade Barrier». Polycopié, Purdue University. Time as a Trade Barrier GTAP Working Paper n° 18.
- Javorcik, Beata (2005), «The Composition of Foreign Direct Investment and Protection of IPRs: Evidence from Transition Economies» in Carsten Fink et Keith Maskus (eds) (2005), *Intellectual Property and Development Lessons from Recent Economic Research*. Banque mondiale: Oxford University Press.

- Karingi, Stephen (2011), «Surmounting Africa's Trade Capacity Constraints: An Assessment of the Effectiveness of Aid for Trade». Communication présentée à la réunion d'experts sur l'Aide pour le commerce à Paris, d'après les travaux effectués pour la réunion d'un groupe d'experts sur l'Aide pour le commerce qui s'est tenue à Addis-Abeba en juin 2010 et deux études de la CEA de l'ONU; Karingi et Leyaro (2010) et Spence et Karingi (à paraître).
- Lederman, D., M. Olarreaga et L. Payton (2010), «Export Promotion Agencies: Do They Work?». *Journal of Development Economics*, 91(2), 257-65.
- Lederman, Daniel, et William F. Maloney (2010), «Does What You Export Matter? In Search of Empirical Guidance for Industrial Policies». Policy Research Paper, septembre, Banque mondiale, Washington, D.C.
- Leipziger, Danny, Marianne Fay, Quentin Wodon et Tito Yepes (2003), «Achieving the Millennium Development Goals: The Role of Infrastructure». World Bank Policy Research Working Paper 3163 (novembre).
- Limão, Nuno, et Venables, Anthony J. (2001), «Infrastructure, Geographical Disadvantage, Transport Costs, and Trade» (2001). *World Bank Economic Review*.
- Maskus, K. (2005), «The Role of IPRs in encouraging Foreign Direct Investment and Technology Transfer» in Carsten Fink et Keith Maskus (eds) 2005, *Intellectual Property and Development Lessons from Recent Economic Research*. Banque mondiale, Oxford University Press.
- Mattoo, Aaditya (2003). *Services in a Development Round*, Trade Note 11. International Trade Department, Banque mondiale, Washington, D.C.
- Newfarmer, Richard, William Shaw et Peter Walkenhorst (eds) (2009), *Breaking into New Markets: Emerging Lessons for Export Diversification*. Banque mondiale, Washington, D.C.
- Nolan, M., et Pack, Howard (2003), «Industrial Policy in an Era of Globalization: Lessons from Asia». Institute for International Economics, Washington.
- Nordås, Hildegunn Kyvik, et Piermartini, Roberta (2004), «Infrastructure and Trade». Document de travail de l'OMC ERSD-2004-04 (<http://ssrn.com/abstract=923507>).
- OCDE (2004a), «Promoting SMEs for Development», rapport établi pour la deuxième Conférence des ministres responsables des PME.
- OCDE (2004b), «Women's Entrepreneurship: Issues and Policies», rapport établi pour la deuxième Conférence des ministres responsables des PME.
- OCDE (2006), «L'aide au commerce – Comment la rendre efficace». OCDE, Paris.
- OCDE (2008a), «Assistance technique liée au commerce – Que nous apprennent les évaluations récentes?». OCDE, Paris.
- OCDE (2008b), «Pour une gestion efficace de l'aide – Douze leçons tirées des examens par les pairs réalisés par le CAD». OCDE, Paris.
- Oka, Chikako (2009), «Accounting for the Gaps in Labour Standard Compliance: The Role of Reputation-Conscious Buyers in the Cambodian Garment Industry». *European Journal of Development Research*, 22, 59-78; doi:10.1057/ejdr.2009.38.
- OMC (2006), *Recommandations de l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce*. WT/AFT/1 (http://www.wto.org/french/tratop_f/dda_f/implementing_par57_f.htm).
- Pack, Howard, et Kamal Saggi (2006), «Is there a Case for Industrial Policy? A Critical Survey». *World Bank Research Observer*, vol. 21, n° 2 (automne 2006).
- Park, Mi-Hee, et Koo, Won W. (2005), «Recent Development in Infrastructure and Its Impact on

- Agricultural and Non-agricultural Trade». Réunion annuelle, 24-27 juillet, Providence, RI 19525, American Agricultural Economics Association.
- Porto, Guido, et Bernard Hoekman (2010) (eds), *Trade Adjustment Costs in Developing Countries: Impacts, Determinants, and Policy Responses*. Londres et Washington: CEPR et Banque mondiale.
- Portugal-Perez, Alberto, et Wilson, John (2008), «Lowering Trade Costs for Development in Africa: A Summary Overview». Development Research Group, Banque mondiale.
- Prowse, Susan (2002), «The Role of International and National Agencies in Trade-Related Capacity Building». *World Economy* 25(9): 1235-1261.
- Prowse, Susan (2006), «Aid for Trade: A Proposal for Increasing Support for Trade Adjustment and Integration» in S. Evenett et B. Hoekman (eds), *Economic Development and Multilateral Trade Cooperation*. Washington, D.C.: Palgrave-McMillan et Banque mondiale.
- Ramirez M. T., et Esfhani, H. (2000), *Infrastructure and Economic Growth*. Polycopié, Bogota: Banco de la Republica de Colombia.
- Reis, José Guilherme, et Thomas Farole (2010), «Exports and the competitiveness agenda: policies to support the private sector» in O. Canuto et M. Giugale (eds), *The Day after Tomorrow: economic policy challenges for developing countries in the post-crisis world*. Banque mondiale, à paraître.
- Rodrik, Dani (2004), «Industrial Policy for the 21st Century». CEPR Discussion Paper 4767, Londres.
- Rodrik, Dani (2008), «Normalizing Industrial Policy». Commission on Growth and Development Working Paper 3. Washington.
- Saner, Raymond (2010), «Trade Policy Governance Through Inter-Ministerial Coordination. A Source Book for Trade Officials and Development Experts». Republic of Letters Publishing, Dordrecht.
- Shepherd, Ben, et Wilson, John S. (2009). «Trade facilitation in ASEAN member countries: Measuring progress and assessing priorities». *Journal of Asian Economics*, Elsevier, vol. 20(4), pages 367-383, septembre.
- SIDA (2009), *Sida's Trade-Related Assistance: Results and Management*. Sida Evaluation 2009:1 (<http://www.sida.se/publications>).
- Stone, Susan Anne, Strutt, Anna, et Hertel, Thomas W. (2010), «Assessing Socioeconomic Impacts of Transport Infrastructure Projects in the Greater Mekong Subregion». ADBI Working Paper n° 234 (<http://ssrn.com/abstract=1658335>).
- Straub, S. (2008), «Infrastructure and growth in developing countries: recent advances and research challenges», Policy Research Working Paper Series 4460, Banque mondiale.
- USAID (2010), *From Aid To Trade: Delivering Results – A Cross-Country Evaluation of USAID Trade Capacity Building*.
- Volpe Martincus, Christian, et Carballo, Jerónimo (2008), «Is export promotion effective in developing countries? Firm-level evidence on the intensive and the extensive margins of exports». *Journal of International Economics*, Elsevier, vol. 76(1), pages 89-106.
- Wade, Robert (2003), «Governing the Market: Economic Theory and the Role of Government in East Asia's Industrialization». Princeton University Press.
- Whalley, John (1999), *Building Poor Countries' Trade Capacity*. Document de travail du CSGR n° 25/99.

Wheatley, W.P., et Roe, T.L. (2005), «The effects of the internet on U.S. bilateral trade in agricultural and horticultural commodities». Providence, RI, États-Unis.

Wilson, J.S., C. Mann et T. Otsuki (2005), «Assessing the potential benefit of trade facilitation: A global perspective». *The World Economy*, 28(6).

Wilson, John S., Catherine L. Mann et Tsunehiro Otsuki (2005), «Assessing the Benefits of Trade Facilitation: A Global Perspective». *The World Economy*, 28, n° 6 (juin): 841-71.

Winters, Alan L. (2004), «Trade Liberalization and Economic Performance». *The Economic Journal* 114: F4-F21. Oxford: Blackwell Publishing.

Winters, Alan L., McCulloch, Neil, et McKay, Andrew (2004), «Trade Liberalization and Poverty: The Evidence so Far». *Journal of Economic Literature*, vol. 42, n° 1.

ANNEXE AMÉTHODE DE CLASSEMENT DES CAS D'EXPÉRIENCE

Les cas d'expérience ont été envoyés à l'OCDE et à l'OMC en réponse à l'invitation de ces deux organisations. Ils ont été enregistrés dans une base de données et affectés d'un numéro. L'équipe d'analyse les a ensuite lus et a identifié le pays, la sous-région ou la région où l'activité avait eu lieu. Les cas généraux portant toutes les activités d'Aide pour le commerce sans pays ni région en particulier ont été classés sous la rubrique «mondial». Les mentions entre crochets dans le texte indiquent le lieu du projet et son numéro dans la base de données. Toutes les communications ont ensuite été classées sous l'un des six thèmes généraux suivants:

1. Réduction des coûts commerciaux grâce à des programmes de facilitation des échanges.
2. Investissement dans l'infrastructure pour réduire le coût des intrants.
3. Réforme des politiques pour réaménager les incitations, remédier aux défauts de coordination ou améliorer la stratégie.
4. Renforcement des capacités des gouvernements pour améliorer la conduite de la politique commerciale.
5. Application de politiques sectorielles proactives pour promouvoir le commerce.
6. Mobilisation du secteur privé pour le développement des exportations et la promotion des PME et des activités des femmes.

Dans certains cas, il a fallu faire des jugements, car le contenu pouvait aussi bien être classé sous plusieurs thèmes. Les auteurs ont été déterminés selon leur affiliation institutionnelle.

Les cas d'expérience ont ensuite été marqués au moyen d'indicateurs selon qu'ils faisaient ou non état de produits et de résultats. On a considéré qu'un cas faisait état d'un produit s'il mentionnait des indicateurs quantitatifs associés au projet, par exemple, le nombre de personnes formées, le nombre de coordinations de ministères ou le nombre de réunions tenues. Les projets qui rendaient compte de travaux relatifs à la modification de la législation ont également été marqués comme ayant enregistré un produit. On a considéré qu'un cas d'expérience faisait état d'un résultat s'il donnait une valeur numérique à l'un des dix indicateurs de «performance» suivants: augmentation des exportations; structure du commerce et intégration régionale; efficacité des importations; augmentation de l'investissement; réduction de la pauvreté; hausse des revenus; parité hommes-femmes; emploi; santé et environnement. Bien que la date limite ait été fixée officiellement au 31 janvier, l'équipe a pris en compte tous les cas reçus avant le 15 mars.

Décomposition des thèmes

1. Réduction des coûts commerciaux grâce à des programmes de facilitation des échanges
 - a. Stratégies de facilitation des échanges
 - b. Réforme douanière et franchissement de la frontière
 - c. Projets et corridors régionaux
 - d. Programmes mondiaux et régionaux (par exemple, études et guides)
2. Investissement dans l'infrastructure afin de réduire le coût des intrants et des services (y compris dans les sous-régions)
 - a. Routes

- b. Ports
 - c. Électricité
 - d. Autres
 - e. Programmes mondiaux et régionaux (par exemple, études et guides)
3. Réforme des politiques afin de réaménager les incitations, de soutenir l'ajustement, d'améliorer la stratégie et d'adopter des normes internationales
- a. Programmes d'ajustement (réforme tarifaire et réforme des ONT)
 - b. Stratégies de développement nationales
 - c. Projets relatifs aux normes
4. Renforcement de la capacité des gouvernements de mieux conduire la politique commerciale, de négocier les accords commerciaux et d'appliquer les règles et lois liées au commerce
- a. CIR
 - b. Création de connaissances
 - c. Assistance technique à la coordination ministérielle et à l'intégration
 - d. Création de capacités de négociation
 - e. Amélioration de la capacité d'application des lois (par exemple, les droits de propriété intellectuelle)
 - f. Programmes mondiaux et régionaux (par exemple, études et guides)
5. Application de politiques sectorielles proactives afin d'améliorer la qualité ou de favoriser la diversification des échanges
- a. Projets portant sur des activités industrielles ou agricoles spécifiques
6. Mobilisation du secteur privé grâce au financement du commerce, à la promotion des exportations et à l'amélioration des compétences pour les PME et les femmes commerçantes
- a. Financement du commerce
 - b. PME
 - c. Femmes chefs d'entreprise

ANNEXE B MISE EN ÉVIDENCE DES PRIORITÉS: MÉTHODE DE DÉCOMPTE DES CONCEPTS

On a procédé à un décompte des mentions de mots clés classés par groupe, puis on a additionné ces mentions dans chaque groupe. Comme il y a des cas d'expérience en anglais, espagnol et français, on a indiqué les mots dans les trois langues. On a ensuite divisé les groupes en deux éléments: Variables commerciales et Résultats liés au commerce.

Les mots clés et leur classement sont les suivants:

VARIABLES COMMERCIALES		RÉSULTATS LIÉS AU COMMERCE					
Importation	Exportation	Pauvreté	Revenu	Emploi	Parité hommes-femmes	Environnement	Santé
Import	Export	Poverty	Income	Employment	Women	Environment	Health
Imports	Exportacion	Pobreza	Salario	Jobs	Mujeres	Ambiente	Salud
Importaciones	Exportaciones	Pauvrete	Salaire	Empleo	Femmes	Environnement	Sante
Importations	Exportation		Ingreso	Empleos	Girls	Clean	Disease
Tariff	Exports		Ingresos	Emploi	Filles	Limpio	Enfermedad
Arancel	Diversification		Revenu	Emplois	Ninas	Pollution	Maladie
Arancelario	Diversificacion		Revenus	Sme	Gender	Contaminacion	
Aranceles				Pyme	Female	Organic	
Quota				Msme		Organico	
Tbt						Organicos	
Ntb						Organique	
						Organiques	

NOMBRE DE MENTIONS DANS LA BASE DE DONNÉES DES CAS D'EXPÉRIENCE DE L'OCDE (269 CAS)									
Variables commerciales			Résultats liés au commerce						
Auteur	Importation	Exportation	Pauvreté	Revenu	Emploi	Parité hommes-femmes	Environnement	Santé	Total
Gouvernement bénéficiaire ^a	136	629	138	66	76	245	108	96	1 494
Gouvernement donateur	109	459	81	141	112	241	174	42	1 359
ONU ^b	107	567	122	69	166	644 ^d	287	76	2 038
Banques multilatérales de développement	81	189	13	13	43	36	40	6	421
Entités privées ^c	31	146	34	18	17	271	28	5	550
Total	464	1 990	388	307	414	1 437	637	225	5 862

Notes:

a Y compris les cas d'expérience émanant de communautés et d'organisations économiques régionales.

b Y compris les autres organisations internationales.

c Y compris les ONG et les auteurs non affiliés.

d Y compris 15 cas d'expérience de l'ITC qui traitent exclusivement de la parité hommes femmes et de l'Aide pour le commerce..

ANNEXE C INDEX DES CAS D'EXPÉRIENCE PAR NUMÉRO DE RÉFÉRENCE

No	Auteur	Pays/région	Titre
1	BAfD	Afrique de l'Ouest	NEPA CEB Interconnection Project
2	ECDPM/CTA Center for Agricultural and Rural Cooperation	Caraïbes	Trade and production adjustments in ACP countries – lessons from the EC supported Caribbean Rum Program
3	Mexique	Amérique centrale	Mesoamerican integration and development project/International Network of Mesoamerican Highways
4	Malawi	Malawi	National Development and Trade Policy Forum Project
5	Montserrat	Montserrat	EC Funded Project on ASYCUDA
6	Mongolie	Mongolie	How to facilitate trade facilitation by implementing MNSW
7	Nigéria	Nigéria	Strategic Trade facilitation action plan for Nigéria
8	AsDB	Asie et Pacifique	ADB TFP
9	AsDB	Asie et Pacifique	ADB's GMS East West Corridor
10	AsDB	République kirghize et Kazakhstan	Almaty Bishkek Regional Rehabilitation Program
11	AsDB	Asie et Pacifique	TA to Build Trade Policy Capacity
12	Azerbaïdjan	Azerbaïdjan	AFT case story
13	Bénin	Bénin	<i>Projet multinational de diffusion du riz Nerica</i>
14	Bénin	Bénin	<i>Projet d'appui au développement des filières halieutiques sur le lac Ahémé</i>
15	Botswana	Afrique australe	Customs modernization and Trade Facilitation towards the SADC Customs Union Project
16	Brésil	Amérique du Sud	Exporta Facil
17	Kenya	Kenya	Call for Aid for Trade Case
18	Burundi	Burundi	<i>Projet sur les huiles essentielles</i>
19	Cameroun	Cameroun	<i>Stratégies sectorielles sur la banane plantain et le manioc</i>
20	Caribbean Export Development Agency	Caraïbes	Caribbean Export Development Agency
21	République centrafricaine	République centrafricaine	<i>Renforcement des capacités de production: cas sésame</i>
22	Commonwealth	Mondial	The EDF Funded Commonwealth Secretariat Trade Policy Formulation, Negotiation, and Implementation (Hub and Spokes) Project

No	Auteur	Pays/région	Titre
23	Caribbean Rum Sector Program	Caraïbes	Caribbean Rum Sector Program
24	CARICOM	Caraïbes	The Establishment of CAHFSA and a regional SPS
25	CARICOM	Caraïbes	The Caribbean AFT and Regional Integration Trust Fund: A mechanism for delivering AFT support to CARICOM and CARIFORUM states
26	Congo (Rép.)	Congo (Rép.)	Projet de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales
27	Sékou BERETE		Présentation d'un cas d'expérience
28	Comores	Guinée	Programme de renforcement des services du commerce et de l'investissement et soutien à un environnement incitatif pour le secteur privé
29	AsDB	Comores	Fiji Ports Development project
30	Brésil	Fidji	Brazilian Cooperation Agency of the Ministry of External Relations
31	ECDPM		Lessons from the Sugar Protocol Adjustment measures programme in the Caribbean
32	Universidad de Chile	Afrique	Pymexporta
33	UEMOA	Caraïbes	Projet de renforcement de capacités en matière de commerce "Hub and Spokes"
34	Commonwealth	Chili	Assessing the effectiveness of AFT
35	République tchèque	Afrique	Concrete Instruments Supporting SME Sector in Rep. of Moldova
36	Congo (Rép. dém. du)	Mondial	Présentation d'un cas d'expérience
37	SECO	Moldova	The Empowerment of Western and Central African Cotton Procedures: A sectoral approach on Cotton
38	BERD	Congo (Rép. dém. du)	EBRD Business Advisory Services Program
39	BERD	Afrique de l'Ouest	EBRD Trade Facilitation Programme: Results from the survey of participating banks
40	CEDEAO	Europe orientale	L'élaboration du programme de l'APE pour le développement
41	CEDEAO	Europe orientale	Exports Promotion & Enterprise Competitiveness for Trade (ExPECT) Initiative
42	CEDEAO	Afrique de l'Ouest	Gap Analysis of the ECOWAS Trade Liberalization Scheme
43	Équateur	Afrique de l'Ouest	Construcción de la Política Nacional de Logística (PNL) como Instrumento para la Facilitación del comercio exterior
44	Équateur	Afrique de l'Ouest	Transporte Terrestre de carga en pasos de frontera (TTPF)
45	Gambie	Équateur	The Implementation of the West African quality programme in the Gambia
46	Lisa Fancott, pour l'ITC	Équateur	ACCESS! Export training for women entrepreneurs in Africa
47	CEA de l'ONU	Gambie	ATPC as AFT in Action on Gender Issues
48	Marylin Carr	Afrique	AFT: Building capacities for linking women with export markets
49	TradeMark	Afrique	Negotiating the COMESA EAC SADC Tripartite FTA

No	Auteur	Pays/région	Titre
50	Secrétariat du Commonwealth	Commonwealth	Capacity Building in gender and Trade
51	CGIAR	Mondial	CGIAR Gender and Diversity Programme Reaps Benefits for CGIAR globally
52	Plan International	Mondial	Empowering more women in trade paradigms
53	ONU	Inde	Strategies and Preparedness for Trade and Globalization In India
54	CCGD Kenya	Afrique de l'Est	Gender and Trade Mechanisms in East Africa: The Customs Union
55	CDA	Afrique australe	Gender mainstreaming: the experience of SADC and lessons learned
56	CNUCED	Inde	Gender sensitization of trade policy
57	Rwanda	Rwanda	Gender Dimension in AFT
58	Benita Sharma	Inde	SEZ's and its Impact on Women Workers in the Garment Manufacturing Industry in Andhra Pradesh
59	Norvège	Mozambique	A New Chapter in the Development of Mozambique's Oil and Gas sector
60	Business Advisory Services Enterprise Uganda	Ouganda	Integrating Gender into the National Export strategies: A case for Uganda
61	PNUE	Afrique de l'Est	East African Organic Products Standard
62	DMT Consultants	Ouganda	Talking to the Target makes all the difference
63	UNIFEM	Afrique	Women Informal Traders Transcending African Borders
64	Grameen Bank	Bangladesh	Women's Economic Empowerment ... Bangladesh
65	Ghana	Ghana	Case study on Ghana's national medium term private sector development strategy
66	Institut allemand pour le développement	Afrique de l'Est	Establishing a Regional Quality Infrastructure in the East African Community
67	Grenade	Grenade	Improving the Quality of Fishery Products for Exports
68	Taiwan Technical Mission	Honduras	Oriental Vegetable Project in Honduras
69	IDLO	Afrique	WTO Aid for Trade Case Story
70	Indonésie	Indonésie	Artificial Insemination of dairy cattle
71	Indonésie	Indonésie	Indonesia Enterprise and Agricultural Development Activity (SENADA)
72	Indonésie	Indonésie	ER RI trade Support program
73	ITC	Mondial	Market Analysis Tools and Capacity Building for LDCs
74	Banque islamique de développement	Azerbaïdjan	Silk Road Project Azerbaijan
75	ITC	Éthiopie	Ethiopia Coffee Quality Improvement Project
76	ITC	Afrique	Ethic Fashion: not charity, just work
77	ITC	Ouganda	AFT and export performance: a business perspective

No	Auteur	Pays/région	Titre
78	JICA	Cambodge	The development study on the institutional strengthening of investment promotion
79	Corée	Cambodge	The Project for Capacity Building in the Trade in Goods and Services for Cambodia
80	ONU	Mali	<i>Vers un agenda commun de l'Agriculture et de l'Aide pour le commerce pour la Gestion Durable des Terres (GDT): L'expérience du Mali</i>
81	Maurice	Maurice	(AFT in Mauritius)
82	Chaire de l'OMC	Maroc	<i>Aide au Commerce: quels enjeux pour le deuxième programme marocain des routes rurales?</i>
83	Niger	Niger	<i>Projet d'assistance technique destiné à promouvoir le commerce de services</i>
84	OEA	Caraïbes	Professional Masters in International Trade Policy
85	ODI	Mondial	AFT and Blended Finance
86	Nouvelle Zélande	Pacifique	Recognized Seasonal Worker Programme
87	Sénégal	Sénégal	Renforcement des capacités nationales à s'adapter aux marchés
88	B & J Partners	Sierra Leone	Programme: Support to cash crop (cocoa and coffee) production
89	Chine	Chine	Small farmers in Global Markets
90	Australie	Îles Salomon	Solomon Islands Cocoa Livelihood Rehabilitation Project
91	SIDA	Sri Lanka	Quality Infrastructure in Sri Lanka
92	Kenya	Afrique de l'Est	Establishing a Centre of Phytosanitary Excellence (COPE)
93	ONU	Soudan	The Sudan EPA Negotiations and Implementation Support (SENIS) Project
94	Suriname	Suriname	Improving the trade facilitation environment in Suriname
95	SIDA	Afrique	Trade Policy Training Centre in Africa (Trapca)
96	SECO (Suisse)	Viet Nam	Promoting the Use of IP in Viet Nam as a tool to Foster Trade
97	CEA de l'ONU	Éthiopie	The African Trade Policy Centre (ATPC) as an Aid for Trade (AFT) Case Story
98	ISF	Nicaragua	Tierra Nueva
99	Togo	Tonga (Royaume des)	Tonga: A tale of TA
100	Global Mechanism	Ouganda	Towards a common Agenda on AFT and Agriculture for SLM: the experience of Uganda
101	CNUCED	Honduras	Capacity Building in Developing Countries and LDCs to support their effective participation in the WTO negotiations process on trade facilitation
102	CNUCED	Afrique de l'Est	International Partnership for Sustainable Development: Promoting production and trade of organic agricultural products in East Africa
103	CNUCED	Ouganda	The BioTrade Initiative Programme
104	ONU	Afrique	Econometric Evidence of the Effectiveness of Aid for Trade in Addressing Trade Binding Constraints in Africa
105	ONUDI	Maroc	The ONUDI Export Consortia Programme: The Case of Morocco

No	Auteur	Pays/région	Titre
106	Institut allemand pour le développement	Zambie/COMESA	The EU's Joint Aid for Trade Strategy – Opportunities and Challenges for coordination. The case of Zambia and COMESA
107	Zimbabwe	Zimbabwe	Chirundu One Stop Border Post: a regional trade facilitation program
108	Secretaría de Economía (MX)	Amérique centrale	<i>El Proceso de Convergencia de los TLCs entre Mexico y Centroamerica para Establecer un Acuerdo Unico</i>
109	Chine	RDP lao	Overall Plan for Comprehensive Development of Northern Area in Laos
110	Gabon	Gabon	<i>L'appropriation de l'Aide pour le commerce</i>
111	ONUDI	Mondial	Trade Capacity Building in UNIDO: Supporting AFT through organizational change
112	ONUDI	Mondial	How to make private standards work for developing country exporters – UNIDO's Guide
113	ONUDI	Mondial	TCB in UNIDO: Supporting AFT through the publication of the TCB Resource Guide 2008 & 2010
114	Mexique	Mexique	Agenda Nacional para la Competitividad
115	ONUDI	Sri Lanka/Pakistan	How Laboratory Business and Exports can grow Hand in Hand
116	NORAD	Ouganda	Strengthening women entrepreneurs in Uganda
117	BID	Amérique latine et Caraïbes	Trade Finance Reactivation Program
118	ACDI	Guatemala	Entrepreneurial development of cooperative federations
119	ACDI	Afrique australe	Program for building African capacity for trade
120	BID	Amérique latine et Caraïbes	The Mesoamerica Project
121	BID	Guatemala	FINPYME ExportPlus
122	BID	Amérique latine et Caraïbes	International Transit of Goods (TIM)
123	Chili	Chile	Coaching Exportador
124	Chili	Chili	Fortalecimiento de la Gestión Comercial e Institucional de EXPORTA El Salvador
125	Banque mondiale	Cambodge	Women entrepreneurs in Cambodia
126	Banque mondiale	Cambodge	Labor Standards in Cambodia
127	Banque mondiale	Lesotho	WB Lesotho Improving skills
128	Banque mondiale	Ghana	WB
129	Banque mondiale	Afrique de l'Est	East Africa Trade and Transportation Facilitation Project
130	Banque mondiale	Tunisie	WB
131	Banque mondiale	Maurice	WB
132	Angola	Angola	Case Story
133	Taiwan	Guatemala	Peten Papaya Export Project in the Republic of Guatemala
134	OMPI	Namibie	A Tree and traditional Knowledge: a Recipe for Development
135	Norvège	Tanzanie	The Tanga Pemba submarine cable

No	Auteur	Pays/région	Titre
136	Pérou	Pérou	<i>Alianza Público-Privada y Biodiversidad: La Cadena de la Maca en Perú</i>
137	Pérou	Pérou	<i>Impacto de la incorporación del comercio en la estrategia de desarrollo del Perú</i>
138	Pérou	Pérou	<i>Desarrollo de Asociaciones de Exportación de Artesanos Textiles del Cusco: equidad de género, emprendimiento e inclusión en el desarrollo comercial.</i>
139	Cambodge	Cambodge	Trade Diversification after the Global Financial Crisis: Cambodian Rice Export Policy Case Story
140	TradeMark/DFID	Zimbabwe/Zambie	Improving Service Delivery and Reducing Clearing Times at Chirundu Border Post
141	TradeMark/DFID	Mozambique	Maintaining the Fisheries Sector's Access to the EU Market in Mozambique
142	TradeMark/DFID	Afrique	Establishing a Regional Non-Tariff Barrier Reporting and Monitoring Mechanism
143	Jamaïque	Jamaïque	Jamaica's National Export Strategy
144	TradeMark/DFID	Afrique du Sud	Revamping the Regional Railway Systems in Eastern and Southern Africa
145	TradeMark/DFID	Afrique du Sud	The COMESA-EAC-SADC Tripartite and Transport Facilitation Programme
146	PWC	Mondial	Creating an Engine for Growth and Development - Export Credit Agency
147	ODI	Afrique de l'Ouest	AFT and trade related adjustment - economic partnership agreements
148	TradeMark SA	Afrique du Sud	Establishing an Managing a Regional Aid for Trade Programme
149	TradeMark SA (DFID)	Afrique du Sud	North-South Corridor Roads
150	Lesotho	Lesotho	Lesotho: Aid For Trade Needs
151	AUSAID	Indonésie	Case Story: Australian Fumigation Accreditation Scheme
152	AUSAID	Indonésie	Case Story: The Cocoa Supply Chain in Indonesia
153	CICDD	Caraïbes	Caribbean Aid for Trade and Regional Integration Trust Fund (CARTFund)
154	Finlande	Zambie	Aid for Trade Case Story on The Integrated Framework (IF)/Enhanced Integrated Framework (EIF) Process In Zambia
155	RDP lao	RDP lao	(Trade Development Facility)
156	Costa Rica	Costa Rica	FDI Attraction and Participation in Global Value Chains
157	Costa Rica	Costa Rica	Trade Opening as a Key Element of the Development Agenda
158	PNUD	Pakistan	Community Empowerment through Livestock Development and Credit Project (CELDAC)
159	ECDPM	Égypte	Traceability of agro-industrial products for the European market
160	Malawi	Malawi	Business Environment Strengthening TA
161	Malawi	Malawi	Integrated Framework Project
162	FANDC	Mondial	Promoting Agri-Food Exports that Meet International Sanitary and Phytosanitary (SPS) Requirements: The Role of Multi-Stakeholder Partnerships

No	Auteur	Pays/région	Titre
163	JICA	Asie du Sud Est	Truck Movement without transshipment along EW corridor
164	Banque mondiale/ OMD/France	Cameroun	Cameroon Customs reform: "gazing into the mirror".
165	ODI	Mondial	AFT and trade related adjustment in the context of climate change
166	OMD	Éthiopie	customs reform and trade facilitation
167	Banque mondiale	Mondial	EGS Case Story
168	OEA	Amérique latine/ Caraïbes	Trade Capacity Building Program for the Implementation and Administration of Trade Agreements
169	OEA	Caraïbes	Strengthening the Official Sanitary System of Agricultural Goods for Export Markets in CARICOM
170	OEA	Caraïbes	Caribbean Intellectual Property (IP) Value Capture Export Strategy
171	Zambie/Finlande	Zambie	The Chirundu one stop border post
172	OMPI	RDP lao	International Success of Laotian Beer
173	OMPI	Jordanie	Evolving toward IP-fuelled Innovation
174	Norvège	Tanzanie	Support to the development of the Southern Agricultural Growth Corridor of Tanzania Investment Blueprint
175	États Unis	Afrique	USAID regional trade facilitation implemented by the African trade hubs
176	AUSAID	Îles du Pacifique	The Australia pacific technical college (aptc)
177	Belize	Belize	Completing Belize's Aid-for-Trade Strategy
178	Espagne	Honduras	Development of fishing capacities in the gulf of fonseca; coalition of municipalities of the south of Honduras, -nasmar-.
179	Espagne	Maroc	Support for technical industrial centers; sidi maarouf, morocco.
180	CUTS	Zambie	Zambia's Aid for Trade: A case of the EIF
181	Jamaica Business Development Corporation	Jamaïque	Productive Integration of Micro-Enterprises in Jamaica: Increasing the Competitiveness of Micro – Enterprises in the Craft and Agro-processing Sub-sectors
182	Jamaïque	Jamaïque	Commonwealth Hubs and Spokes Project: Building the Capacity of ACP Countries in Trade Policy Formulation, Negotiations and Implementation
183	Suisse	Colombie	Economic success through resource efficient and cleaner production (RECP)
184	Suisse	Mozambique	Strengthening the Competitiveness of Export Oriented Agro Value Chains Cashew Nut Value Chain in Mozambique
185	Allemagne	Indonésie	Value Chain Promotion in the Rattan Furniture Sub-Sector in Indonesia
186	Allemagne	Kirghizistan	Three-Party South-South Cooperation: Using Senegalese Knowledge and Experience to Improve Trade Administration Systems in Central Asia
187	Allemagne	Côte d'Ivoire	Introducing Rainforest Alliance Certification to Cocoa Production in Côte d'Ivoire
188	Trinité et Tobago	Guadeloupe	Case Story Aid for Trade Global Review 2011: Trinidad and Tobago Services Trade Mission to Guadeloupe and Martinique
189	OMD	Macédoine (ERY de)	

No	Auteur	Pays/région	Titre
190	Éthiopie	Éthiopie	(AFT in Ethiopia)
191	Espagne	Mondial	Capacity building and human capital training course for the administrative units in charge of trade facilitation in countries targeted by enhanced integrated framework programmes
192	Banque islamique de développement	Asie centrale	ITFC trade facilitation programme: lessons learned from the aid for-trade (aft) road map for the united nations special programme for the economies of central Asia (speca)
193	ITC	Mondial	modular learning system – supply chain management
194	UE	Rwanda	Support to the Agriculture Sector in Rwanda (2003-2010)
195	UE	Viet Nam	Multilateral Trade Assistance Project III (EU-Vietnam MUTRAP III)
196	Fidji	Fidji	Case Story on Fiji's Competent Authority
197	Argentine	Bolivie	<i>Sistema de Control Sanitario en Centros de Faenamiento, Transporte Comercialización de Productos Cárnicos</i>
198	Argentine	Pérou	<i>Asistencia técnica y capacitación a empresas del sector lechero de la Región Arequipa/Puno</i>
199	Argentine	Nicaragua	<i>Formación de Formadores en Artes y Útiles de Pesca Artesanales</i>
200	Antigua	Antigua	The Caribbean Rum Programme: The Case of Antigua Distillers Ltd.
201	États Unis	Mondial	The Importance of Monitoring and Evaluation to Trade Capacity Building Program Effectiveness
202	BFTI	Bangladesh	Successes and Failures of the TBSP
203	Espagne	Amérique latine et Caraïbes	Distance learning course and on-site workshop on negotiations of international investment agreements for Latin American and Caribbean countries.
204	SACAU	Afrique australe	A Case Study on SACAU's support to Southern African Delegates in International Plant Protection Convention (IPPC) Attendance
205	OMC	Mondial	The WTO Trade Policy Review Mechanism: Aid for Trade
206	Kazakhstan	Kazakhstan	Presentation of the representative of the Ministry of Economic development and trade of the Republic of Kazakhstan on implementation of the Aid for Trade initiative: "Road map for the SPECA countries"
207	UE	Caraïbes	Caribbean Trade and Private Sector Development Programme (CTPSD) – Phase II Caribbean Export Component
208	Bangladesh	Bangladesh	Quality Support Export Diversification Program
209	UE	Cameroun	<i>Appui à la filière café du Cameroun</i>
210	ITC	Afrique	African cotton development initiative
211	DFID	Burundi	Changing Incentives – Revenue Growth in Burundi
212	Suisse	Tanzanie	The Impacts of Certification for Sustainable Production on Coffee Producers in Tanzania: An application of the Committee on Sustainability Assessment (COSA) Harmonized Methodology for Impact Analysis in the Coffee Sector
213	BID	Amérique latine et Caraïbes	<i>El desafío y la importancia de las reglas de origen en la agenda de política comercial</i>

No	Auteur	Pays/région	Titre
214	Danemark	Ouganda	African Organic
215	Danemark	Ghana	Food and Drugs Board
216	Bangladesh	Bangladesh	Support to Bangladesh RMG Sector in post MFA
217	Société belge d'investissement pour les pays en développement	Viet Nam	Expansion Project of a private company
218	Belgique	Mondial	Trade for Development Centre – Producer Support Programme
219	Botswana	Botswana	Trade and poverty programme
220	Burkina Faso	Burkina Faso	<i>Projet de renforcement des capacités en formulation, négociation et mise en œuvre des politiques commerciales " hub & spokes"</i>
221	Burkina Faso	Burkina Faso	<i>Fonds de soutien à coûts partagés pour le développement de l'entreprise</i>
222	OMC	Cap Vert	Cape Verde Case Story
223	USAID	Amérique centrale	CAFTA-DR Sanitary and Phytosanitary Trade Capacity Building Program
224	CEN SAD	Afrique	Expérience CENS-SAD en matière d'aide au commerce
225	Tchad	Tchad	<i>Filière cuir</i>
226	Colombie	Colombie	<i>Certificado Origen Digital</i>
227	Colombie	Colombie	<i>Proyecto Asistencia Tecnica Comercio</i>
228	Croatie	Croatie	Rijeka Zagreb Motorway
229	Vasudave Daggupaty	Afrique de l'Est	Assessing Transport Trade Facilitation
230	Dominique	Dominique	Topic: Asycuda World Implementation
231	INDOTEL	République dominicaine	(INDOTEL)
232	États Unis	Viet Nam	Supporting Vietnam's Legal and Governance Transformation
233	El Salvador	El Salvador	(FOMILENIO)
234	CESAO	Asie	Strengthening capacities in the Economic and Social Commission for Western Asia region to negotiate bilateral investment treaties
235	CESAO	Asie	Networking of Expertise on Foreign Direct Investment for ESCWA Member Countries
236	ONU	Mondial	Improving Global Road Safety Setting Regional and National Road Traffic Casualty Reduction Targets
237	CESAO	Asie	Technical Committee on Liberalization of Foreign Trade, Economic Globalization and Financing for Development in the Countries of the ESCWA Region
238	CESAO	Asie	EDGD Transport
239	OMD	Ouganda	The use of the WCO Time Release Study to measure border performance in a landlocked developing country (Uganda)
240	Maldives	Maldives	(IF web-based information system)
241	CESAO	Asie	EDGD trade and transport
242	CESAO	Asie	EDGD ministerial conference
243	Fidji	Fidji	Sugar Industry

No	Auteur	Pays/région	Titre
244	Fidji	Fidji	Trade Policy Framework
245	Guyana	Guyana	National Competitiveness Strategy (NCS): Trade Transactions £Action Plan
246	Haïti	Haïti	<i>Projet d'automatisation du système douanier (SYDONIA WORLD)</i>
247	Honduras	Honduras	Supporting competitiveness reform in Honduras
248	Tanzanie	Tanzanie	The impact of business sector programme support (BSPS iii) on Tanzania business sector performance
249	CICDD	Afrique	Priority needs for technical and financial cooperation of LDCs: £the ICTSD experience (2005-2011)
250	FANDC	Mondial	Measuring the Performance of National Sanitary and Phytosanitary Systems
251	IICA	Amérique latine	Initiative for the Americas
252	IICA	Amérique latine	Sustainable institutional capacity building in the countries of the Americas to consolidate active participation in the sps committee and move forward with implementation of the wto/sps agreement
253	IICA	Amérique latine	Strengthening the national agricultural health and food safety services via the application of IICA's Performance, Vision and Strategy (PVS) tool
254	Madagascar	Madagascar	<i>Programme d'appui aux exportations</i>
255	Madagascar	Madagascar	<i>Programme de renforcement des capacités dans les négociations internationales (PRC)</i>
256	Pays Bas	Mondial	Sustainable trade initiative
257	Nouvelle Zélande	Samoa	Women in Business Development Incorporated
258	OECD	Caraïbes	The Hub Spokes Project: Lessons in Best Practices for Donor Support for Trade Capacity Building
	OECD	Caraïbes	
259	BA&D	Mongolie	Institutional Capacity Building for Trade Policy – Lessons in Sustainability
260	Singapour	Asie et Pacifique	Mongolia Customs Modernization Project
261	Singapour	Asie et Pacifique	Regional Training Institute
262	Singapour	Mondial	Regional Trade Policy Course
263	Saint Vincent et les Grenadines	Saint Vincent et les Grenadines	Singapore Cooperation Program
264	ACTT CN	Afrique	St. Vincent and the Grenadines' Tourism Development Project
265	UEMOA	Afrique	<i>Appui Institutionnel à l'Autorité de Coordination du Transport de Transit du Corridor Nord (ACTT-CN) par la Banque Africaine de Développement (BAD)</i>
266	Trademark/DFID	Afrique	<i>Projet de stratégie régionale de mise en œuvre du programme d'aide pour le commerce de l'UEMOA</i>
267	FANDC	Mondial	Improving Service Delivery and Reducing Clearing Times at Beitbridge Border Post
268	Népal	Népal	Using Economic Analysis to Inform Sanitary and Phytosanitary Decision-Making
269	Népal	Népal	Aid-for-Trade and mainstreaming

